Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
**VILLE DE SAINT-AVOLD**
(Moselle)
**EXTRAIT**
du registre des délibérations du Conseil municipal
**Séance du 29 février 2024**

| N°d'ordre | Conseillers élus | | 33 | | ordre | Mmes et MM les Conseillers municipaux | Présent | Absent | ordre | | Présent | Absent | Conseillers en exercice | 33 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Présents** | **20** | Présent | Absent | 1 | M. Jean-Claude BREM | | X | 13 | M. Ismail AJDID | | X | **Absents** | **13** |
| | M. René STEINER | | X | | 2 | Mme BECKER BARDELMANN | X | | 14 | Mme Solène LALLEMENT | X | | **Absent ayant donné procuration à des membres présents** | |
| | **Mmes et MM les Adjoints** | | | | 3 | Mme Hermine MALAMANE | X | | 15 | M.André WOJCIECHOWSKI | | X | M.KASSAB à M LE MAIRE | |
| 1 | M. Umit YILDIRIM | | X | | 4 | Mme Genev. MATHE-HERMAL | | X | 16 | Mme Nathalie PILI | | X | M.LETULLIER à Mme BECKER | |
| 2 | Mme Raymonde SCHWEITZER | | X | | 5 | M. Antoine PELLEGRINI | X | | 17 | Mme Valentine BORRACCIA | | X | Mme ANNECCA BECKA à M.YILDIRIM | |
| 3 | M. Pascal LAUER | | X | | 6 | M. Alain LETULLIER | | X | 18 | Mme Edahbia NACIRI | | X | M.WOJCIECHOWSKI à M.ATMANIA | |
| 4 | Mme Amandine GUERIN | | X | | 7 | M.Gaetan VECCHIO | | X | 19 | M.Tristan ATMANIA | X | | M.BREM à M.LAUER | |
| 5 | M. Lothaire GAUDIG | | X | | 8 | M. Olivier MOUTON | | X | 20 | Mme Mireille STELMASZYK | X | | Mme MATHE à Mme SCHWEITZER | |
| 6 | Mme Virginie SPIR | | X | | 9 | Mme Christine KLEIN MORAWSKI | X | | 21 | M.Mohamed CHAALAL | X | | Mme NACIRI à M.CHAALAL | |
| 7 | M. Pascal HELFENSTEIN | | X | | 10 | M. Kevin HERBIVO | | X | 22 | Mme Bérangère MESNIER | X | | M.VECCHIO à Mme MESNIER | |
| 8 | Mme EISENBARTH BETTINGER | | X | | 11 | Mme Najia BOUCHENGA | X | | 23 | Mme Marie Lyne LINDAUER | X | | M.MOUTON à Mme SPIR | |
| | | | | | 12 | Mme Sophie ANNECCA-BECKA | | X | 24 | M.Georges KASSAB | | X | **Absents n'ayant pas donné procuration à des membres présents non excusés** | |
| | TOTAL PRESENTS | | 9 | | | TOTAL PRESENTS | 5 | | | TOTAL PRESENTS | 6 | | Mme BORRACCIA<br>Mme PILI<br>M.HERBIVO<br>M.AJDID | |
| | TOTAL ABSENTS | | 0 | | | TOTAL ABSENTS | 7 | | | TOTAL ABSENTS | 6 | | | |

Observation:

## 1. DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2024

Exposé de M. Le Maire, rapporteur.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2312-1 modifié par l'article 107 de la loi NOTRE,

L'article 107 de la loi Notre a changé les dispositions du code général des collectivités territoriales relatives au débat d'orientation budgétaire, en complétant les mesures concernant la forme et le contenu du débat.

S'agissant du document sur lequel s'appuie ce débat, les dispositions imposent au maire de présenter à son assemblée délibérante un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Cette obligation concerne les communes de plus de 3 500 habitants et les EPCI comprenant au moins une commune de 3500 habitants et plus.

Pour les communes de plus de 10 000 habitants, ce rapport comporte également une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs (évolution prévisionnelle et exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail).

Ce rapport doit-être transmis au représentant de l'Etat dans le département et publié. Pour les communes, il doit également être transmis au président de l'EPCI à fiscalité propre dont la commune est membre.

Ce rapport donne lieu à un débat dans les conditions fixées par le règlement intérieur. Ce débat est acté par une délibération spécifique. Cette délibération doit également être transmise au représentant de l'Etat

Il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte de la tenue du débat d'orientation


Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

budgétaire et de l'existence du rapport sur la base duquel s'est tenue le débat.

Décision du Conseil municipal : Adoptée à la majorité.

A noter :

1 abstention de Mme STELMASZYK et 3 Votes contre de Mme MESNIER uniquement pour son mandant M. VECCHIO, M. ATMANIA et son mandant M. WOJCIECHOWSKI.

Pour extrait conforme
Saint-Avold, le 05 mars 2024
Pour le Maire absent,
Le 1er adjoint délégué,

Y. DIRIM


Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

# RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES EXERCICE 2024

Ville de
SAINT-AVOLD

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE ..... 2

I-ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE : ..... 3

II- PROJET DE LOI DE FINANCES 2024 : ORIENTATIONS GENERALES ..... 4

1-Une trajectoire de maîtrise des finances publiques : ..... 4

2-Principales mesures concernant les collectivités : ..... 5

III-LA SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE DE SAINT-AVOLD ..... 7

1-Budget principal : Section de fonctionnement ..... 7

1.1Les équilibres financiers : ..... 7

1.2- Une hausse modérée des recettes : ..... 9

1.3-Des dépenses de fonctionnement lourdement impactées par le contexte inflationniste 11

IV- L'EVOLUTION DES CHARGES DE PERSONNEL ..... 14

V- BUDGET PRINCIPAL : LA SECTION D'INVESTISSEMENT ..... 17

1- Des recettes d'investissement à optimiser: ..... 17

2-Dépenses d'investissement : Des dépenses conformes au programme pluriannuel d'investissement ..... 18

VI-BUDGET PRINCIPAL : LA DETTE ..... 19

1- Profil extinction de la dette : ..... 19

2-Structure de la dette : ..... 20

3-Ratio de désendettement : ..... 21

VII- LES ORIENTATION BUDGETAIRES 2024 : UN BUDGET RESILIENT ET AMBITIEUX ..... 22

1-Des recettes de fonctionnement en légère augmentation : ..... 23

2-Des dépenses de fonctionnement en progression : ..... 23

VIII- LES BUDGETS ANNEXES ..... 29


Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

# PREAMBULE

Dans les dix semaines précédant le vote du budget primitif, le Conseil municipal débat des orientations budgétaires. Ce débat prévu à l'article L2312-1 du Code Général des collectivités territoriales s'organise comme suit :

« Le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le Conseil Municipal. Dans les communes de 3500 habitants et plus, le maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de 2 mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels ainsi que sur (…) la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil Municipal (…). Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport comporte (…) une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail ».

On rappelle que la loi NOTRé précise que :

- Le rapport doit présenter les dépenses induites par la gestion des ressources humaines,
- Les orientations doivent désormais faire l'objet d'une communication et d'une publication,
- La présentation de ce rapport doit donner lieu à un débat et à une délibération spécifique.

Par ailleurs, à l'occasion du DOB, chaque collectivité doit présenter ses objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et l'évolution du besoin annuel de financement.

Préalable obligatoire au vote du budget primitif, le rapport sur les orientations 2024 permet ainsi :

- D'exposer la situation économique et financière telle qu'elle résulte du projet de Loi de Finances pour 2024 ainsi que la trajectoire des dépenses publiques envisagée par la loi de programmation des finances publiques 2023-2027
- De communiquer les tendances concernant l'évolution des principaux postes budgétaires,
- De présenter les orientations stratégiques de la Ville, notamment en matière de dépenses de fonctionnement et de programme pluriannuelle des investissements.

## Les grandes orientations budgétaires municipales

Les orientations budgétaires 2024 et les priorités de la Ville sont les suivantes :

- Continuer à répondre aux besoins des Naboriens en développant des services adaptés aux habitants malgré un contexte inflationniste,
- Un budget orienté vers le défi environnemental, un cadre de vie apaisé pour les habitants et la justice sociale,
- Un budget caractérisé par la continuité de notre politique d'investissement, conforme à la programmation pluriannuelle des investissements 2020-2026, avec


Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

un objectif moyen de dépenses d'équipement annuel réalisé d'environ 4,5 M€. le PPI sera revu à la hausse avec le groupe scolaire notamment.

# I-ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE :

## 1- Contexte international :

Au niveau mondial, l'année 2023 a été marquée par des niveaux d'inflation encore élevés, conduisant la plupart des banques centrales à poursuivre leur resserrement monétaire. Les taux terminaux semblent toutefois avoir été atteints. L'impact des cycles de resserrement monétaire a continué de peser sur les indicateurs économiques, confirmant le ralentissement de la croissance au niveau mondial. L'inflation (IPCH) en zone euro poursuit sa baisse, à 2,9% en décembre dernier, après un pic de 10,6% atteint en octobre 2022. La résilience de l'activité américaine depuis début 2023 a surpris, avec notamment une première estimation de PIB à +4,9% en grande partie tiré par la consommation des ménages. Cette robustesse n'apparaît toutefois que temporaire. Deux facteurs d'inquiétude subsistent : une situation du marché immobilier préoccupante qui a incité les autorités à de nouvelles mesures de soutien et une inflation (IPC) qui oscille autour de 0%, indiquant une demande stagnante.

## 2- Contexte Européen :

En 2023, avec une inflation encore élevée (+4,8 % en 2023) et un contexte marqué par la forte remontée des taux d'intérêt directeurs de la BCE, la croissance du PIB serait de 0,9 %. L'année 2024 serait l'année de la baisse de l'inflation (3,3 % en moyenne annuelle et 2,3 % en glissement annuel en fin d'année) mais la croissance resterait modeste (0,8 %) en raison de la pleine matérialisation des effets des hausses des taux d'intérêt directeurs.

## 3- Contexte national :

Par rapport à d'autres pays, la France s'est distinguée par une inflation plus limitée en 2022, grâce au bouclier tarifaire mis en place par le gouvernement. En revanche, la hausse du tarif réglementé du gaz en janvier 2023, puis de celui de l'électricité en février et en août, a exercé une pression haussière, d'autant que le prix du pétrole s'est de nouveau un peu tendu à l'été du fait d'une réduction de l'offre des pays producteurs. Affichant toujours un niveau élevé sur un an, la hausse des prix des produits alimentaires a commencé néanmoins à se tempérer. La détente sur les chaînes d'approvisionnement et le reflux des prix de l'énergie commencent aussi à se traduire par une accalmie des prix des produits manufacturés. La hausse des prix des services reste marquée du fait de l'augmentation des salaires.

Durant l'été, le climat des affaires s'est assombri laissant craindre un marché du travail moins porteur. Hors microentreprises, le niveau des défaillances d'entreprises est désormais nettement supérieur à ce qui était observé avant la crise sanitaire. Enfin, l'ajustement du marché immobilier à des taux plus élevés a commencé. La construction

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

neuve fait face à un repli spectaculaire de son activité, qui va peser sur le secteur du bâtiment qui commence à enregistrer des réductions d'emplois.

## II- PROJET DE LOI DE FINANCES 2024 : ORIENTATIONS GENERALES

L'examen du PLF 2024 en commission à l'Assemblée Nationale a débuté le 10 octobre dernier.

Le 18 octobre, par l'usage de l'article 49.3 de la Constitution, Elisabeth Borne engage une nouvelle fois la responsabilité de son gouvernement pour assurer, après moins d'une journée de débats parlementaires, le passage du volet « recettes » du texte.

Le 7 novembre le volet « dépenses » du texte est adopté à nouveau grâce à l'usage du 49.3 après une semaine de débats parlementaires.

Après le vote de la version sénatoriale du texte le 12 décembre, la commission mixte paritaire ne parvient pas à un accord.

Le texte final est adopté à l'aide du 49.3 le 19 décembre.

Ce PLF 2024 s'inscrit dans un contexte macroéconomique marqué par la hausse des taux d'intérêts mais avec une inflation sensiblement en baisse comparée à l'année précédente.

Selon l'INSEE et la Banque de France, la croissance s'établirait aux alentours de +1 % pour l'année 2023. En progression sur 2024 selon les estimations avec +1,4 %.

L'inflation (IPCH) communiquée par l'INSEE au mois de novembre est de +3,8 %. Cette base servira à la revalorisation forfaitaire des bases de taxes foncières. Pour l'année 2024, une inflation en baisse à +2,6 % est attendue. La prévision du déficit est établie à 4,9 % du PIB pour 2023 avec un objectif de baisse à 4,4 % du PIB pour 2024. Enfin le taux de chômage reste proche des estimations de l'année dernière pour 2023 avec 7,2 %, il est attendu en légère hausse en 2024 à 7,5 %.

### 1-Une trajectoire de maîtrise des finances publiques :

Ce PLF 2024 affiche un objectif d'économies de l'ordre de 16 Md €. Pour y parvenir plusieurs points d'action sont concernés : la fin des dispositifs de soutien face à la hausse du coût de l'énergie, la réduction des aides aux entreprises accordées dans le cadre des politiques de l'emploi, des économies issues d'un nouveau dispositif de lutte contre les fraudes fiscales, fraudes aux aides sociales, fraudes aux aides publiques, des économies issues de la suppression de l'avantage fiscal accordé sur le gazole non routier des secteurs du BTP et de l'agriculture, ou encore la suppression du fonds de soutien au développement des activités périscolaires.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

Dans cet objectif de maîtrise, le PLF 2024 prévoit également l'échelonnement de la suppression de la CVAE, qui devait initialement être effective dès 2024 ; pour une disparition totale en 2027.

## 2-Principales mesures concernant les collectivités :

- La répartition de la DGF voit cette année encore un abondement de son enveloppe globale, à hauteur de 320 M€ nets. Dont 290 M€ nets répartis sur la DGF des communes entre DSR et DSI et 90 M€ sur la dotation d'intercommunalité des EPCI avec 30 M€ nets et 60 M€ issus de la dotation de la dotation de compensation.
- Poursuite du soutien à l'investissement local avec le maintien des DETR, DSIL, DPV et DSID pour un volume global à 2 Md€ ; qui passe également par un verdissement de ces dotations et la nécessité d'une part favorable à l'environnement dans les projets concernés.
- Extension de l'assiette d'éligibilité au FCTVA aux dépenses d'aménagement de terrains.
- Abondement du fond vert qui passe à 2,5 Md€
- La dotation biodiversité est doublée pour atteindre 100 M€ et devient la dotation de soutien aux aménités rurales.
- Harmonisation des dispositifs de zonages des territoires ruraux avec la fusion des ZRR, BER et ZoRCoMiR vers le nouveau dispositif « France Ruralités Revitalisation »
- Instauration au 1er janvier 2024 d'une dotation aux communes nouvelles. Distincte de la DGF elle concernera les communes de moins de 150 000 habitants et sera constituée :
    - d'une part « garantie » qui permettra l'assurance pendant 3ans d'une non baisse du montant de DGF perçu l'année précédant la création
    - d'une part « amorçage » de 10 € par habitants perçue pendant les trois premières années de vie de la commune nouvelle.

## 3- Mesures concernant la fiscalité locale :

- La revalorisation annuelle des valeurs locatives devrait se situer à +3,9 %.
- Dans le cadre de la réforme du périmètre des zones tendues, création d'une compensation pour combler la perte de produit de THLV qui ne serait pas compensée par l'instauration de la majoration à la THRS.
- Instauration d'une exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) de 25 ans pour les logements sociaux anciens (>40ans) et ayant bénéficié d'une rénovation thermique importante.
- Création d'un abattement de 30% de TFPB pour les logements sociaux situés en QPV
- Un amendement prévoit l'assouplissement des règles de lien dans l'évolution des taux de la fiscalité locale. Il y aura possibilité de faire varier librement entre eux les taux des TFPB, TFPNB et CFE.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

- Un autre amendement prévoit une exonération facultative de taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) en faveur des associations d'utilité publique et d'intérêt général
- Exonération totale de la TICPE pour les véhicules opérationnels et de surveillance des SDIS.
- Création d'une garantie plancher de la fraction de TVA allouée aux départements en compensation de la perte de CVAE.
- Mise en place d'une expérimentation d'un service de télédéclaration par les plateformes de réservation d'hébergement pour centraliser la gestion de la taxe de séjour. Création également d'une taxe de séjour additionnelle à celles en vigueur en Ile-de-France

## 4- **Mesures complémentaires** :

- Généralisation des budgets verts pour les collectivités de plus de 3 500 habitants. Un état intitulé « Impact du budget pour la transition écologique » serait annexé au CA ou CFU de la collectivité. Limité aux dépenses d'investissement, il viendrait présenter la part des dépenses favorables et défavorables aux objectifs de transition écologique. Un décret fixera le modèle de lecture retenu, application prévue à partir de l'analyse des comptes de l'exercice 2024.
- Report de la suppression du fonds de compensation pour les activités périscolaires. Initialement le bénéfice du fonds devait être divisé par deux dès cette année, puis supprimé pour la rentrée 2024. Finalement les crédits pour l'année 2023-2024 ont été rétablit et un amendement prévoit le report de la suppression à la rentrée 2025.
- Soutien à la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre les feux de forêt, avec 146 M€ ouverts en crédits de paiement pour le renouvellement de la flotte aérienne et renforcement des moyens matériels des SDIS.
- Soutien à l'investissement des collectivités d'outre-mer par l'abondement de 8 M€ du Fonds Exceptionnel d'Investissement (FEI), l'objectif étant le financement de l'amélioration des réseaux d'eau et d'assainissement.

## 5-La « bonne santé financière » des collectivités : un portrait en trompe l'œil :

Si l'Etat communique largement sur « la bonne santé financière » des collectivités, en mettant en avant à la fois un endettement relativement faible, une épargne et une trésorerie importante, le constat est à nuancer fortement pour plusieurs raisons :

- Ce tableau est très hétérogène selon les niveaux des collectivités visées. Ainsi, si les régions et départements ont en 2022, globalement amélioré leur épargne, à la faveur d'une TVA (désormais leur principale ressource) très dynamique, la situation est en revanche moins favorable pour le bloc communal, et en particulier les communes. En effet, si 59% des intercommunalités ont vu leur épargne progresser en 2022, seules 3% des communes ont eu une hausse de leur épargne.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

- Cette situation prétendument idyllique devrait d'ailleurs largement se dégrader pour l'ensemble des collectivités en 2023 et au-delà. Leurs recettes de fonctionnement devant être fortement impactées par la dynamique de la TVA (qui devrait être divisée par 2) et un décrochage, déjà visible des DMTO. En parallèle, leurs dépenses de fonctionnement devraient continuer à progresser à la faveur d'une inflation qui tarde à refluer, d'une facture énergétique toujours très élevée, de dépenses de personnel largement tirées à la hausse par des mesures nationales, ou encore une hausse des charges financières dans un contexte de taux qui devraient rester élevés.

- Ainsi à contrario de ce que prévoit la LPFP 2023- 2027 (baisse des dépenses de fonctionnement, désendettement), les collectivités, avec une épargne qui devrait rapidement fondre, pourraient devoir, pour maintenir leurs investissements, à la fois mobiliser leur trésorerie et accroître leurs recours à l'emprunt.

- Cette situation pourrait se dégrader encore, si l'Etat venait imposer une nouvelle forme de contribution des collectivités au redressement des comptes publics ou décider unilatéralement de nouvelles mesures salariales.

# III-LA SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE DE SAINT-AVOLD

## 1-BUDGET PRINCIPAL : SECTION DE FONCTIONNEMENT

### 1.1Les équilibres financiers :

| EQUILIBRES FINANCIERS | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 Projeté |
|---|---|---|---|---|---|
| RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT (hors 775) | 28 468,9 k€ | 24 908,5 k€ | 29 122,5 k€ | 28 649,3 k€ | 29 777,5 k€ |
| RECETTES DE GESTION (hors R76, R77 & R78) | 28 444,7 k€ | 24 861,5 k€ | 28 824,3 k€ | 28 247,4 k€ | 29 636,0 k€ |
| dont fiscalité directe locale (R731) | 7 708,1 k€ | 7 756,4 k€ | 8 011 352 k€ | 8 296,8 k€ | 9 015,9 k€ |
| dont dotations & participations (R74) | 2 208,1 k€ | 2 227,1 k€ | 3 982,2 k€ | 4 340,8 k€ | 4 570,0 k€ |
| DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT | 25 967,2 k€ | 24 290,3 k€ | 24 431,4 k€ | 24 198,9 k€ | 26 856,2 k€ |
| DÉPENSES DE GESTION (hors D66, D67 & D68) | 25 462,2 k€ | 23 748,0 k€ | 23 951,5 k€ | 23 818,9 k€ | 26 240,6 k€ |
| dont dépenses de personnel (D012) | 13 912,2 k€ | 13 775,4 k€ | 12 828,5 k€ | 13 278,3 k€ | 13 913, 9k€ |

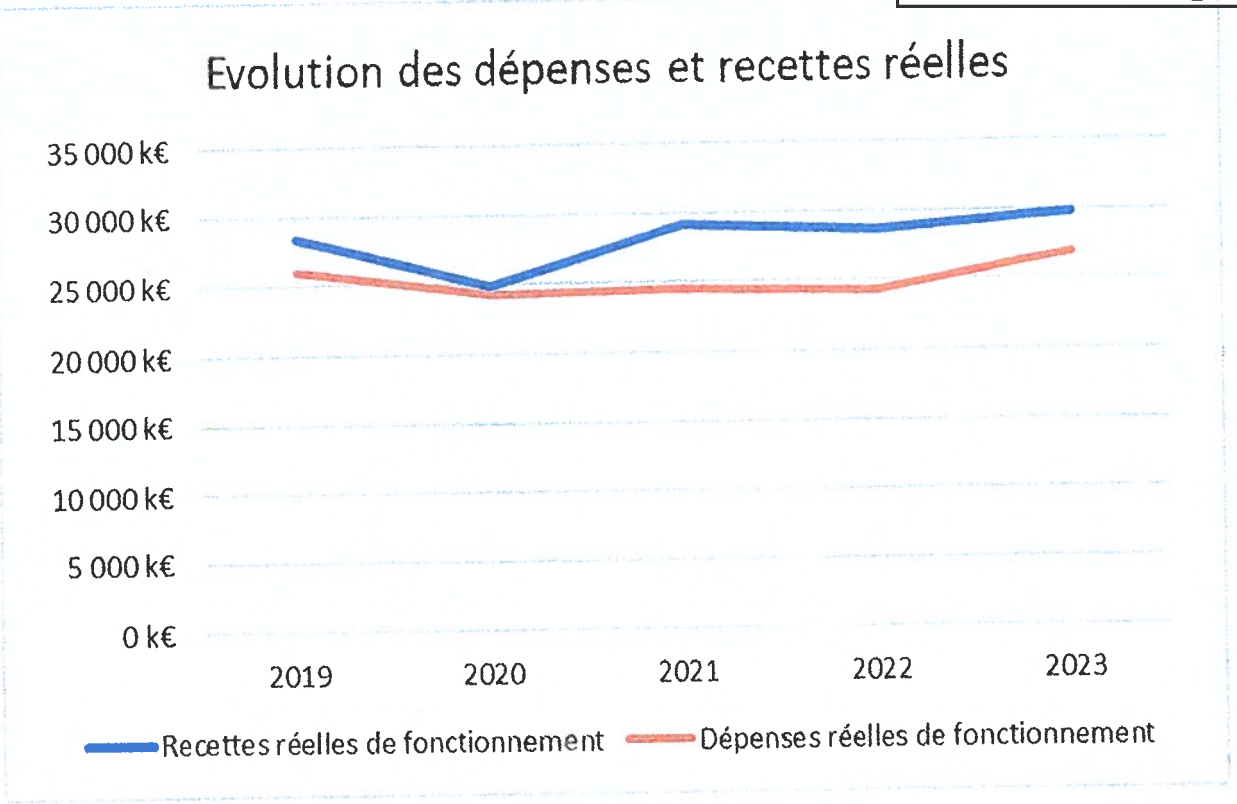
Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| ÉPARGNE DE GESTION | 2 982,5 k€ | 1 113,4 k€ | 4 872,9 k€ | 4 428,5 k€ | 3 536,9 k€ |
| Frais financiers | 500,9 k€ | 423,4 k€ | 375,7 k€ | 361,4 k€ | 392,73 k€ |
| ÉPARGNE BRUTE (CAF) | 2 501,7 k€ | 618,2 k€ | 4 691,1 k€ | 4 450,4 k€ | 3 144,17k€ |
| Amortissement du capital de la dette | 1 777,1 k€ | 1 961,4 k€ | 2 130,3 k€ | 2 118,0 k€ | 2 061,6 k€ |
| ÉPARGNE NETTE (CAF NETTE) | 724,6 k€ | -1 343,2 k€ | 2 560,8 k€ | 2 332,3 k€ | 1 082,57 k€ |
| DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (hors dette) | 3 669,7 k€ | 2 124,4 k€ | 3 706,4 k€ | 2 243,8 k€ | 2 592,7 k€ |
| RECETTES D'INVESTISSEMENT (y.c. cessions, hors dette) | 1 286,9 k€ | 870,0 k€ | 603,1 k€ | 789,5 k€ | 2 065,1 k€ |
| EMPRUNTS NOUVEAUX | 3 000,0 k€ | 1 800,0 k€ | 2 500,0 k€ | 0 k€ | 0 k€ |
| SOLDE DE CLÔTURE REPORTÉ | 3 174,0 k€ | 4 796,7 k€ | 3 999,1 k€ | 5 956,7 k€ | 6 834,7 k€ |
| RÉSULTAT DE CLÔTURE AU 31/12 | 4 515,8 k€ | 3 999,1 k€ | 5 956,7 k€ | 6 834,7 k€ | 6 346,9 k€ |
| ENCOURS DE DETTE AU 31/12 | 21 400,1 k€ | 21 238,7 k€ | 21 608,4 k€ | 18 858,0 k€ | 16 818,9,k€ |

En 2023, la Ville de Saint-Avold a été fortement impactée par l'inflation. Les dépenses réelles de fonctionnement ont subi une hausse de 11% entre 2022 et 2023. De l'autre côté, les recettes réelles de fonctionnement connaissent une évolution de seulement 3,28%. L'effet ciseau est de plus en plus prégnant dans les finances de la Ville. Ce contexte n'est pas sans conséquence sur l'épargne de la collectivité puisque l'épargne nette diminue de 50% par rapport à 2022. Rappelons que l'épargne permet à la collectivité d'investir. Malgré un contexte difficile, la Ville poursuit son désendettement.


Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE




## 1.2- Une hausse modérée des recettes :

| | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 Projeté |
|---|---|---|---|
| Atténuation charges | 291,1 k€ | 298,5 k€ | 449,1 k€ |
| Produits et services | 628,1 k€ | 728,5 k€ | 828,1 k€ |
| Impôts et taxes (-coefficient correcteur) | 21 837,0 k€ | 22 097,0 k€ | 22 901, 6 k€ |
| Dotations et participations | 3 982,2 k€ | 4 340,8 k€ | 4 569 k€ |
| Autres produits | 1 411,6 k€ | 782,7 k€ | 888,4k€ |
| Produits financiers | 0,0 k€ | 0,0 k€ | 0,0 k€ |
| Produits exceptionnels | 251,9 k€ | 711,3 k€ | 402,28 k€ |
| Autre recettes | 93,9 k€ | 0,0 k€ | 0,0 k€ |
| Total | 28 495,8 | 28 958,8 | 30 038,48 |

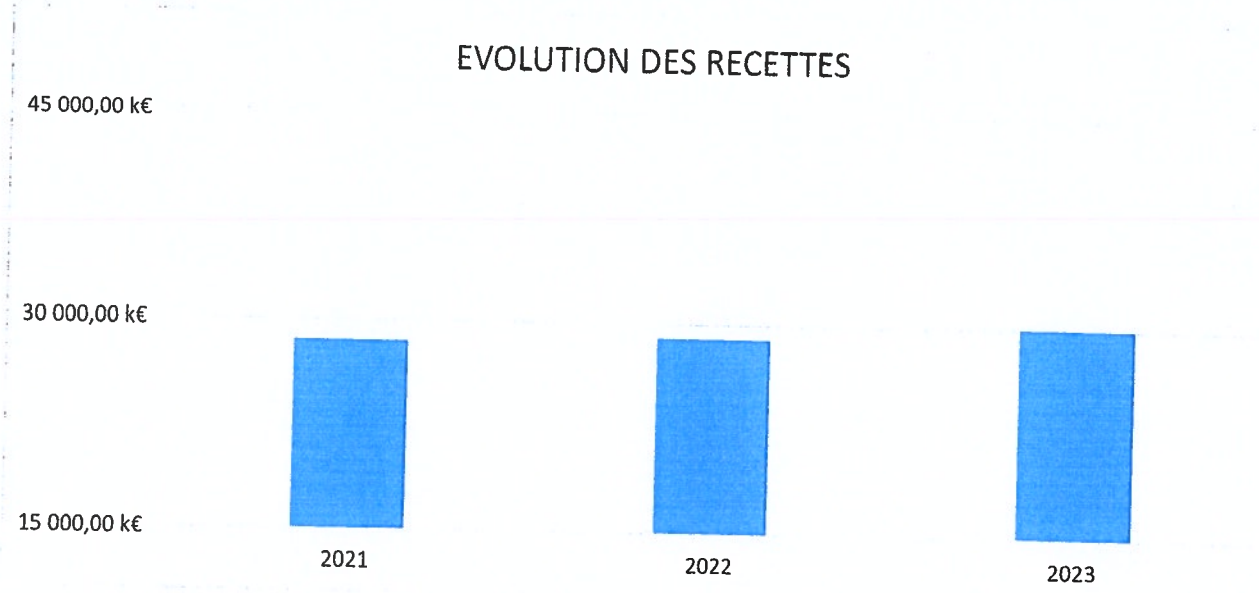
Si les recettes réelles de fonctionnement évoluent de manière différenciée, globalement elles évoluent de 5,4% sur la période 2021-2023.

Le dynamisme des bases fiscales sur l'année 2023 est atténué par la diminution d'autres recettes et notamment les produits exceptionnels.


Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

## Evolution des recettes sur la période 2021-2023 :




## Les principales recettes de fonctionnement sont :

Les produits des services : ils constituent une recette annuelle de 800 000 €. La politique tarifaire a pour objectif de favoriser un accès large à tous les services.

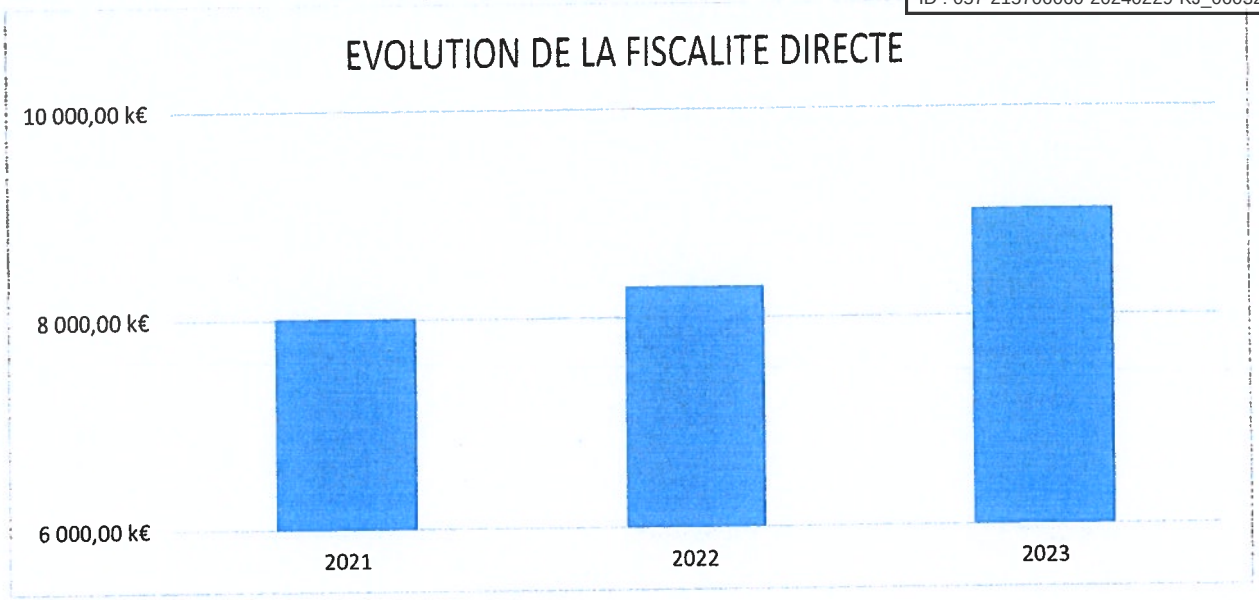
## La fiscalité : principale recette de la Ville

| | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 Projeté |
|---|---|---|---|
| Contributions directes | 8 011,4 k€ | 8 296,8 k€ | 9 015,9 k€ |
| Autres impôts | 0,0 k€ | 4,8 k€ | 5,95 k€ |
| AC + DSC | 10 221,9 k€ | 10 086,1 k€ | 1 086,1k€ |
| Autre fiscalité reversée | 2 575,8 k€ | 2 575,8 k€ | 2 575,8 k€ |
| Taxes liées domaine | 17,7 k€ | 35,2 k€ | 38,8 k€ |
| Taxes liées urbanisme & environnement | 179,3 k€ | 184,0 k€ | 193,08 k€ |
| Taxes liées à la Production | 326,6 k€ | 258,6 k€ | 383,9 k€ |
| Taxes liées services | 13,3 k€ | 13 k€ | 13 k€ |
| Autres impôts et taxes autres | 490,6 k€ | 642,7 k€ | 532, 3 k€ |

Suite aux décisions gouvernementales, les produits de la fiscalité ont progressé. Une révision des bases à hauteur de 3,9% est prévue en 2024. Malgré un contexte difficile, la commune ne prévoit pas de hausse de taux pour cette année.

## Evolution de la fiscalité 2021-2023 :

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE




Selon les ratios fournis par le Trésor Public, le taux du Foncier bâti voté en 2022 à Saint-Avold s'établit à 28,52% sachant que le taux moyen de la strate est de 40,47%. Le produit par habitant est de 497 €. Pour la moyenne de la strate il s'élève à 559 €.

Concernant l'attribution de compensation versée par la Communauté d'agglomération Saint-Avold Synergie, elle devrait rester stable par rapport à l'exercice précédent.

Par ailleurs, les droits de mutation ont amorcé une baisse.

Les dotations aux participations représentent en 2023 4,5 millions. Il s'agit essentiellement de versements de l'Etat pour compenser les réformes de la fiscalité et les exonérations accordées.

## 1.3-Des dépenses de fonctionnement lourdement impactées par le contexte inflationniste

| | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023<br>Projeté |
|---|---|---|---|
| Charges générales | 7 064,6 k€ | 6 710,7 k€ | 7 949,7 k€ |
| Dépenses personnel | 12 828,5 k€ | 13 278,3 k€ | 13 913,8 k€ |
| Autres charges | 2 783,0 k€ | 3 172,4 k€ | 3 568,9 k€ |
| Atténuation produits | 1 275,3 k€ | 657,6 k€ | 800,8 k€ |
| Charges financières | 376,5 k€ | 363,7 k€ | 394,7 k€ |

L'ensemble des dépenses de fonctionnement ont augmenté. Toutefois les charges à caractère général et les dépenses de personnel sont les dépenses les plus lourdement impactées.

**Poids de l'inflation sur les dépenses de fonctionnement :**


Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

| | 2021 | 2022 | 2023 | Evolution % 2022-2023 |
|---|---|---|---|---|
| Electricité Gaz | 1 602,4 k€ | 1 737,4 k€ | 2 316, 8 k€ | 33,3% |
| Frais Financiers | 320,4 k€ | 363,7 k€ | 394,4 k€ | 8,4% |
| Personnel | 12 828,5 k€ | 13 278,3 k€ | 13 913,8 k€ | 4,8% |
| Carburant | 52,6 k€ | 62,5 k€ | 67 k€ | 7,2% |

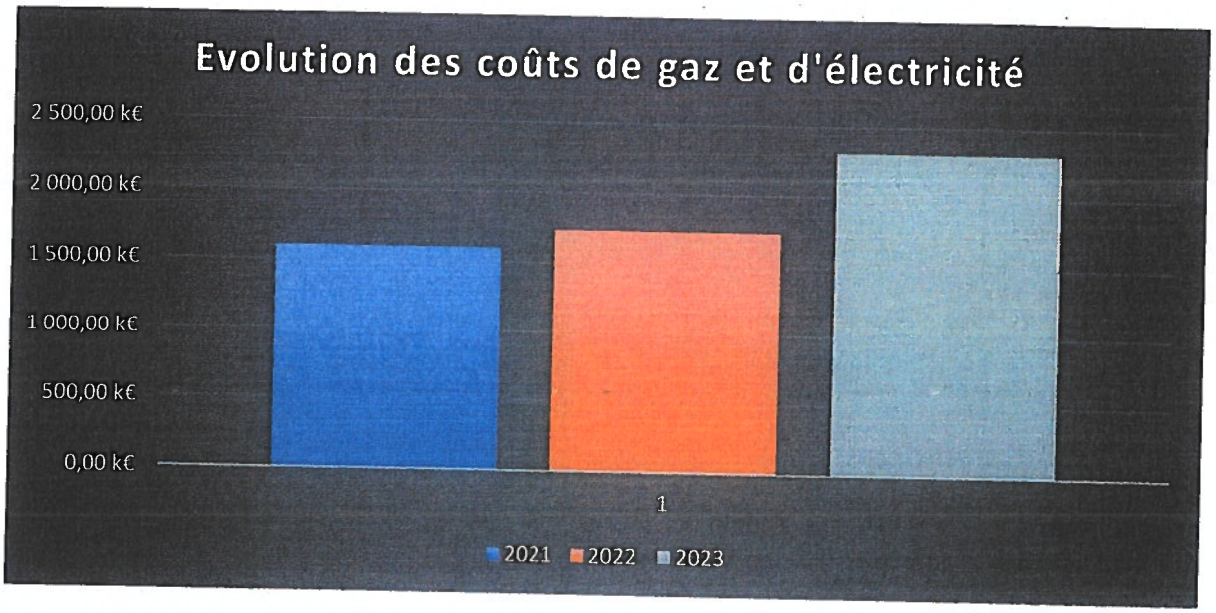
En 2023, l'inflation s'accentue en particulier :

- Pour les charges de personnel. la revalorisation du point d'indice joue en année pleine avec une nouvelle revalorisation de 1,5 %au 01/07/2023.

- Pour les charges à caractère général : La facture énergétique. + 33,3% et pour le carburant + 7,2% malgré des économies d'énergie et des mesures de sobriété. (Baisse des consommations électricités, gaz de 20%)

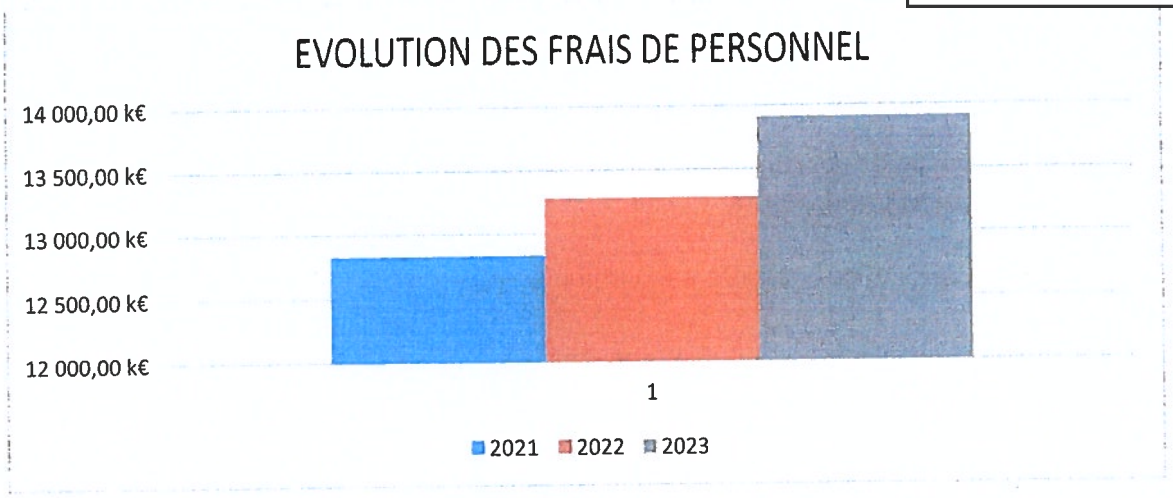
-Pour les charges financières : la montée des taux d'intérêts : + 8,4%

**Focus sur les coûts du gaz et de l'électricité :**

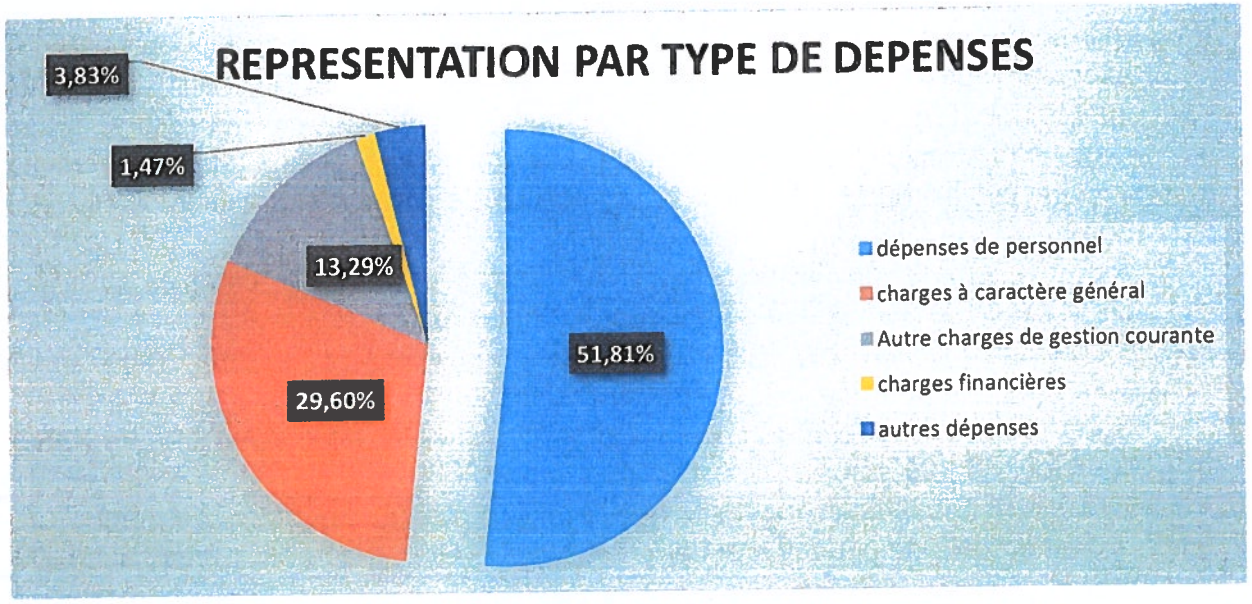



**Évolution des frais de personnel sur la période 2021-2023 :**

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE




**Des dépenses de fonctionnement où prédomine le personnel :**




Le poids du personnel dans les dépenses réelles de fonctionnement est de 51,80% (CA 2023). Il est étroitement lié avec les modes de gestion retenus (gestion directe, DSP, prestations etc.…). La moyenne de la strate des Villes de 10 000 à 20 000 habitants est de 60%. Saint-Avold se situe donc en dessous de cette moyenne, tout en assurant majoritairement la gestion de ses services (périscolaire, espaces jeunes, animations sportives...). L'équipe municipale a donc su maîtriser les dépenses de personnel. Malgré les revalorisations du point d'indice et la révision des échelles, les charges de personnel ont seulement augmenté de 0,01% entre 2019 et 2023.

| Effectifs pourvus sur emplois budgétaires en Equivalent Temps Plein | |
|---|---|
| 2019 | 2023 |
| 292,76 | 285,37 |


Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

# IV- L'EVOLUTION DES CHARGES DE PERSONNEL

La masse salariale représente environ 52% des dépenses réelles de fonctionnement de la Ville, dont le montant global s'élevait au BP 2023 à 14 090 958.76 euros et une inscription au BP 2024 à 15 000 000 euros.

L'année 2024 sera impactée notamment par les évolutions suivantes :

- La hausse de 1.5% du point d'indice en juillet 2023 a entraîné des dépenses de personnel supplémentaire de 15 000 €.
- En janvier 2024, les grilles indiciaires des agents de la fonction publique territoriale augmentent de 5 points, engendrant un impact financier de 119 500 €. L'avancement naturel d'échelons pour 2024, lui, engendre une dépense d'environ 70 000 euros.
- L'impact des arrêts pour indisponibilité physique oblige à faire appel à des recrutements extérieurs, mais également à faire appel aux agents en poste pour exécuter les travaux en supplément. L'impact financier sur les heures supplémentaires et le coût des divers remplacements s'élève à 419 664 €.
- Dans le contexte national de la hausse des assurances, le coût supplémentaire de la participation de la Ville pour la mutuelle et la prévoyance s'élève à 50 000,00 euros.
- Renouvellement de la convention de protection sociale complémentaire en prévoyance, la convention se termine au 31/12/2024.
- 3 agents du CCAS sont mis à disposition de la Ville pour un coût de 157 710,00 euros.
- Coût des 2 agents pris en charge par la Ville au titre des allocations de retour à l'emploi : 43 100 euros
- Evolutions des effectifs maitrisés avec peu de création de postes. La prime exceptionnelle de pouvoir d'achat prévue par le Gouvernement s'élève à 120 000 euros
- La mise en place d'un régime indemnitaire pour les musiciens du conservatoire et une prime spécifique à la police municipale est chiffrée à 62 736 euros
- La prévision du coût d'heures supplémentaires prévisibles dans le cadre des élections européennes de juin 2024 est de 10 000 euros

**L'objectif du chapitre 012 se situe à 15 Millions d'euros environ, des arbitrages sont en cours pour ajuster le niveau des dépenses de RH en 2024.**

Il conviendra de préparer la mise en concurrence pour une nouvelle convention à compter de 2025 et ce dans un contexte d'évolution réglementaire. Le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 est venu améliorer les garanties devant figurer dans ces conventions. Un accord national entre employeurs et syndicats territoriaux signé le 11 juillet 2023 devrait améliorer cette protection sociale complémentaire en la rendant obligatoire et en y intégrant le régime indemnitaire dès lors qu'il aura été repris dans un décret. Dans ce contexte, la protection budgétaire pour financer une convention élargie n'est pas encore possible. Ce sera un des enjeux de ce projet déterminant pour l'ensemble des agents.


Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

# REPARTITION DES AGENTS PAR :
## CATEGORIE - FILIERE - STATUT - SEXE

## AU 01.01.2024

| Catégorie | Filière | | | | | | | Statut | | | | | Sexe | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Administrative | Animation | Culturelle | Médico-Sociale | Police Municipale | Technique | Sportive | Titulaires / Stagiaires | CDD | CDI | Apprentis | Détachement Disponibilité | Femme | Homme |
| A (14 agents) | 10 | 0 | 1 | 2 | 0 | 1 | 0 | 11 | 3 | 0 | 0 | 0 | 6 | 8 |
| B (53 agents) | 17 | 2 | 17 | 0 | 2 | 6 | 9 | 44 | 7 | 2 | 0 | 0 | 24 | 29 |
| C (281 agents) | 68 | 60 | 0 | 3 | 8 | 140 | 2 | 170 | 89 | 10 | 4 | 8 | 177 | 104 |
| SOIT 348 AGENTS | 95 | 62 | 18 | 5 | 10 | 147 | 11 | 225 | 99 | 12 | 4 | 8 | 207 | 141 |

JOURNEES D'ABSENCES ANNEES 2020 A 2023

| | 2020 | | 2021 | | 2022 | | 2023 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| NOMBRE D'AGENTS / TOTAL JOURS TRAVAILLES (Ville + CAC) | 441 | 95 256 | 394 | 85 104 | 332 | 71 712 | 345 | 74 520 |
| | Absences en jours | % | Absences en jours | % | Absences en jours | % | Absences en jours | % |
| pour maladie ordinaire | 2 307 | 2,42% | 5 286 | 6,21% | 9 331 | 13,01% | 7 532 | 10,11% |
| pour longue maladie, maladie de longue durée et grave maladie | 1 802 | 1,89% | 1 541 | 1,81% | 2 482 | 3,46% | 4 593 | 6,41% |
| pour accidents du travail imputables au service | 259 | 0,27% | 602 | 0,71% | 938 | 1,31% | 2 657 | 3,71% |
| pour accident du travail imputables au trajet | 0 | 0,00% | 0 | 0,00% | 0 | 0,00% | 12 | 0,02% |
| pour maladie professionnelle, maladie imputable au service ou à caratère professionnel | 52 | 0,05% | 313 | 0,37% | 360 | 0,50% | 960 | 1,34% |
| pour maternité ou adoption | 517 | 0,54% | 138 | 0,16% | 155 | 0,22% | 238 | 0,33% |
| pour paternité ou adoption | 33 | 0,03% | 138 | 0,16% | 9 | 0,01% | 122 | 0,17% |
| parental | 0 | 0,00% | 0 | 0,00% | 360 | 0,50% | 503 | 0,70% |
| Total | 4 970 | 5,22% | 8 018 | 9,42% | 13 635 | 16,02% | 16 622 | 22,31% |

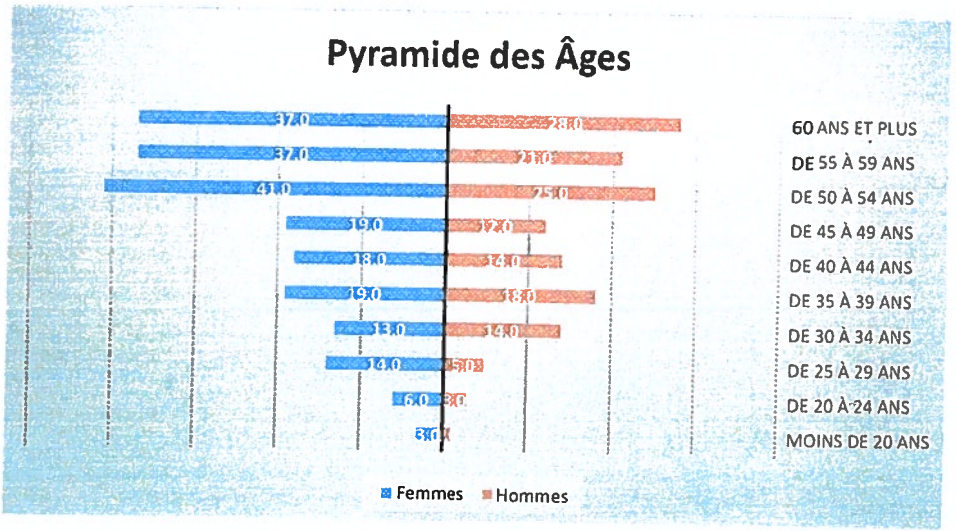
| ANNEE | NBRE D'HEURES | MONTANT | DIFFERENCE 2021/2022 | DIFFERENCE 2022/2023 | DIFFERENCE 2021/2023 |
|---|---|---|---|---|---|
| 2021 | 5 647,53 | 118 876,59 € | | | |
| 2022 | 11 506,34 | 197 822,92 € | 66,41% | | 116,38% |
| 2023 | 14 616,40 | 257 227,37 € | | 30,03% | |

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

# PYRAMIDE DES AGES

# AU 01.01.2024

| Tranches d'âges | Femmes | Hommes | Total |
|---|---|---|---|
| Moins de 20 ans | -3 | 1 | 4 |
| de 20 à 24 ans | -6 | 3 | 9 |
| de 25 à 29 ans | -14 | 5 | 19 |
| de 30 à 34 ans | -13 | 14 | 27 |
| de 35 à 39 ans | -19 | 18 | 37 |
| de 40 à 44 ans | -18 | 14 | 32 |
| de 45 à 49 ans | -19 | 12 | 31 |
| de 50 à 54 ans | -41 | 25 | 66 |
| de 55 à 59 ans | -37 | 21 | 58 |
| 60 ans et plus | -37 | 28 | 65 |
| Total général | 207 | 141 | 348 |




27 Agents soit 15 femmes et 12 hommes atteindront l'âge limite de 67 ans.

| 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|---|---|---|---|
| 3 hommes | 3 hommes | 3 hommes | 3 hommes |
| 3 femmes | 4 femmes | 2 femmes | 6 femmes |

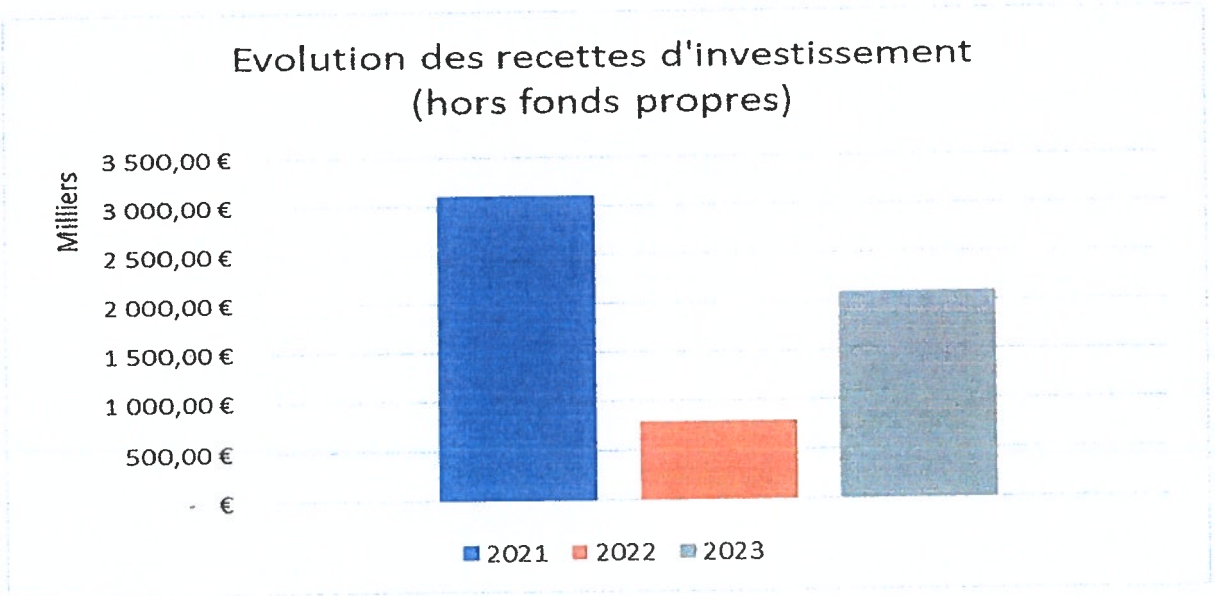
Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

# V- BUDGET PRINCIPAL : LA SECTION D'INVESTISSEMENT

## 1- Des recettes d'investissement à optimiser:

| | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023<br>Projeté |
|---|---|---|---|
| FCTVA | 294,6 k€ | 181,4 k€ | 682, 12 k€ |
| Subventions reçues | 169,7 k€ | 221,4 k€ | 191, 9 k€ |
| Produits de cessions | 47,6 k€ | 309,5 k€ | 491,0 k€ |
| Autres Immo financières | 4,2 k€ | 4,6 k€ | 613,1k€ |
| Emprunt | 2 500,0 k€ | 0,0 k€ | 0 k€ |
| Autres recettes | 87,0 k€ | 72,6 k€ | 107,0 k€ |
| Total | 3 103,1 k€ | 789,5 k€ | 2 085,12 |

## Evolution des recettes d'investissement ( hors fonds propres) :




Les années 2022 et 2023 ont été marquées par un financement des investissements sur fonds propres. En effet, l'amélioration des épargnes jusqu'en 2022 a permis à la Ville d'autofinancer ses investissements sans avoir recours à l'emprunt.

D'un autre côté, on constate que les autres recettes d'investissement sont faibles et notamment les produits des subventions. Cependant, la Ville a entrepris un réel travail dans ce domaine puisque chaque projet fait à présent l'objet d'une étude spécifique afin de mobiliser un maximum de subventions. Toutefois, il est important de noter que plusieurs projets menés en 2023 ont bénéficié de subventions et que ces dernières seront enregistrées en 2024 (démolition Ardant du Picq, projet Fusae). Concernant le plan lumière et notamment les fonds verts, l'Etat a privilégié les villes de moins de 10 000 habitants. La commune n'a donc pas pu bénéficier de ces fonds en 2023.


Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

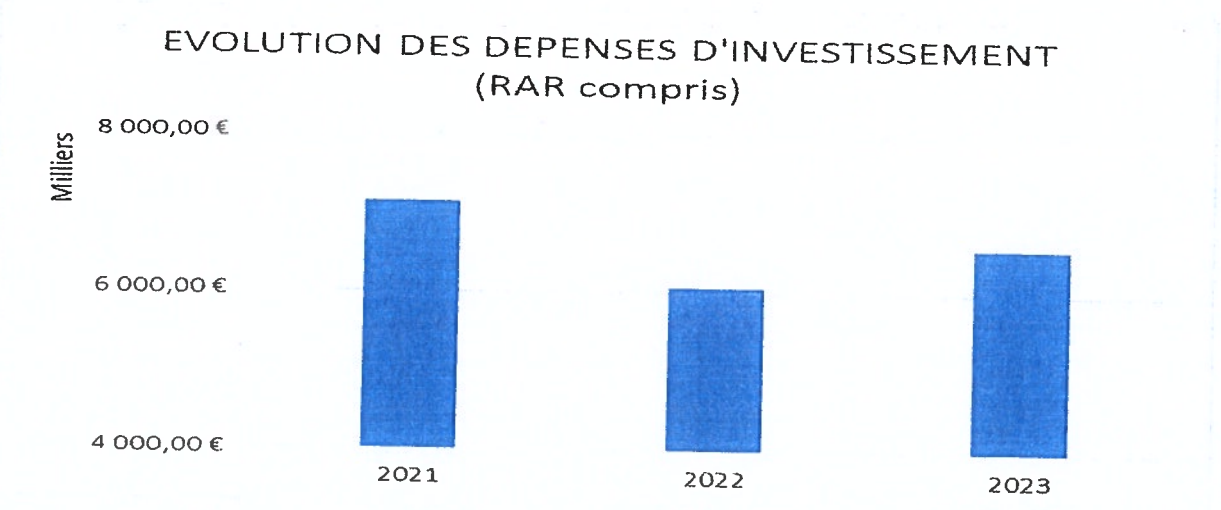
## 2-Dépenses d'investissement : Des dépenses conformes au programme pluriannuel d'investissement

| | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 Projeté |
|---|---|---|---|
| Dépenses d'équipement brut | 3 446,7 k€<br>RAR : 1 300 | 2 222,8 k€<br>RAR : 1 700 k€ | 2 537,0 k€<br>RAR : 1 900 k€ |
| Subventions versées | 8,2 k€ | 0,0 k€ | 39,3 k€ |
| Remboursement d'emprunt | 2 130,3 k€ | 2 118,0 k€ | 2 061,6 k€ |
| Autres dépenses d'investissement | 251,5 k€ | 21,0 k€ | 38,2 k€ |
| Total | 7 136,7 k€ | 6 061,8 k€ | 6 576,1 k€ |

En 2023, les dépenses d'équipement s'élèvent à 2,5 millions. En y intégrant les restes à réaliser, c'est 4,4 millions d'euros que nous avons investi dans notre Ville. Ce montant correspond aux engagements annoncés dans le rapport d'orientation budgétaire 2023.

Pour rappel : les restes à réaliser sont des dépenses engagées non mandatées au 31 décembre de l'exercice (justifiées par des contrats, des conventions, des marchés ou des bons de commande).

## Evolution des dépenses d'investissement avec reste à réaliser.





Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

**Les projets menés ont été :**

- Sécurisation informatique

- Programme de voirie 2023

- Projet Fusae dans les écoles

- Aménagement expérimental de la rue Hirschauer

- Investissement en matière d'ergonomie pour le personnel

- Aménagement des équipements sportifs

- Études pour les projets 2024-2026

A ces dépenses s'ajoutent les investissements récurrents (interventions urgentes du service technique, achats d'équipements divers pour les différents services, équipement écoles, périscolaire...).

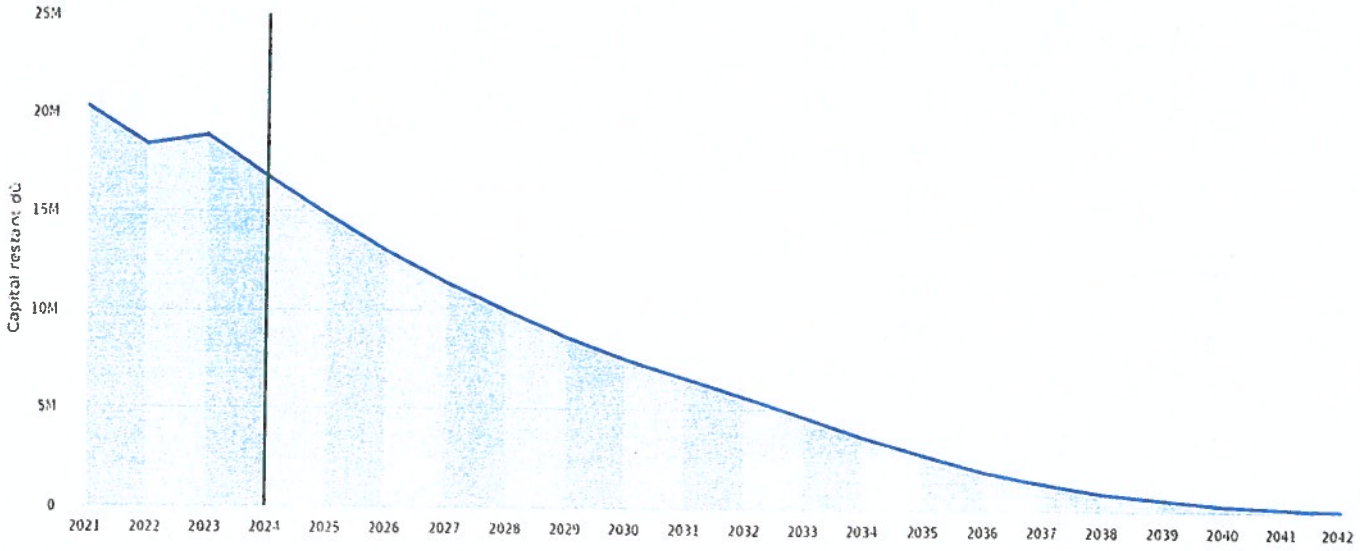
# VI-BUDGET PRINCIPAL : LA DETTE

## 1- Profil extinction de la dette :

| Date | Capital restant dû | Evolution (%) | Evolution |
|---|---|---|---|
| 31/12/2022 | 18 880 575,80€ | | |
| 31/12/2023 | 16 818 977,03€ | -10,92% | -2 061 598,77€ |
| 31/12/2024 | 14 871 911,76€ | -21,23% | -4 008 664,04€ |
| 31/12/2025 | 13 057 438,80€ | -30,84% | -5 823 137,00€ |
| 31/12/2026 | 11 428 967,68€ | -39,47% | -7 451 608,12€ |
| 31/12/2027 | 10 008 400,16€ | -46,99% | -8 872 175,64€ |
| 31/12/2028 | 8 673 892,29€ | -54,06% | -10 206 683,51€ |
| 31/12/2029 | 7 574 722,25€ | -59,88% | -11 305 853,55€ |
| 31/12/2030 | 6 618 759,34€ | -64,94% | -12 261 816,46€ |

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

| Date | Capital restant dû | Evolution (%) | Evolution |
|---|---|---|---|
| 31/12/2031 | 5 651 569,66€ | -70,07% | -13 229 006,14€ |
| 31/12/2032 | 4 673 019,76€ | -75,25% | -14 207 556,04€ |
| 31/12/2033 | 3 682 855,01€ | -80,49% | -15 197 720,79€ |
| 31/12/2034 | 2 802 313,29€ | -85,16% | -16 078 262,51€ |

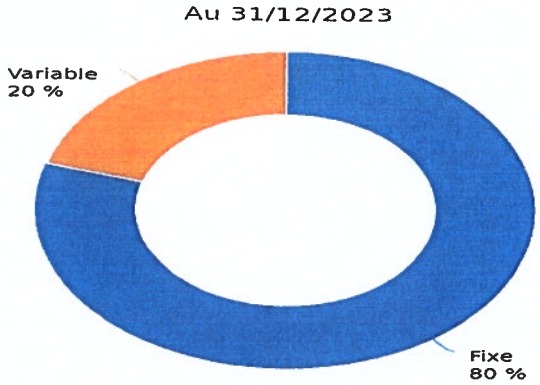



En 2023, la Ville n'a pas mobilisé l'emprunt d'équilibre prévu d'un montant de 250 000 €.

## 2-Structure de la dette :

## Répartition par type de taux :

Fin 2023, l'encours de la dette du budget de la Ville demeure sécurisant entre taux fixe ou assimilé fixe (80%) soit 13 millions d'euros et taux variable (20%) soit 3,4 millions d'euros.



Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

Fin 2023, la durée de vie résiduelle moyenne de la dette de la Ville s'établissait à 11 ans et 9 mois assortie d'un taux d'intérêt moyen de 2,22%.

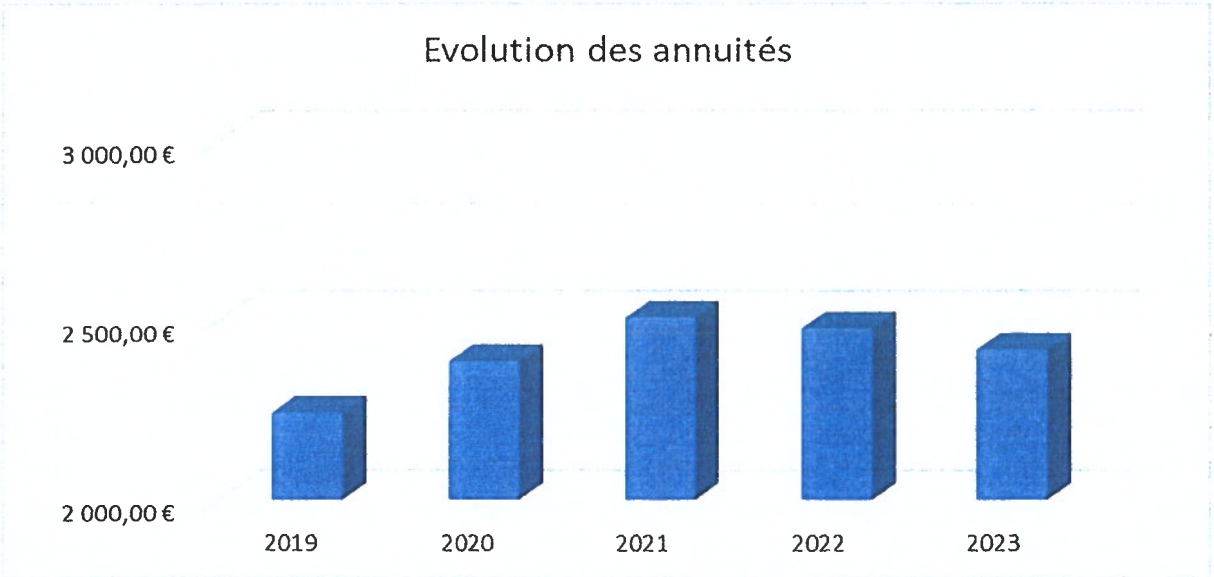
**Répartition par préteur** :

| Banque | | Encours | Nombre de produits en vie | Poids |
|---|---|---|---|---|
| Caisse d'Epargne de Lorraine Champagne-Ardenne | | 7 080 107,16€ | 8 | 42,85% |
| Société Générale | | 4 669 210,53€ | 2 | 28,26% |
| Crédit Mutuel Saint-Avold | | 2 041 118,58€ | 5 | 12,35% |
| La banque postale | | 1 450 286,50€ | 1 | 8,78% |
| Société de Financement Local | | 475 000,00€ | 1 | 2,88% |
| Caisse des Dépots et Consignations | | 406 773,53€ | 2 | 2,46% |
| Dexia | | 398 809,35€ | 1 | 2,41% |

## 3-Ratio de désendettement :

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|
| Capital restant dû 31/12 | 20 790,00 € | 20 629,00 € | 21 050,00 € | 18 858,00 € | 16 818,00 € |
| Annuités | 2 241,00 € | 2 383,00 € | 2 506,00 € | 2 476,00 € | 2 415,00 € |
| Ratio de désendettement | 8,2 ans | 28,9 ans | 4,4 ans | 4,4 ans | 5,4 ans |

## Évolution des annuités :



Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

# VII- LES ORIENTATION BUDGETAIRES 2024 : UN BUDGET RESILIENT ET AMBITIEUX

Ce rapport d'orientation budgétaire est le reflet d'une stratégie de résilience de notre collectivité.

En 2023, la Ville de Saint-Avold a dû faire face aux impacts liés à l'accélération de l'inflation conduisant à une diminution de ses marges de manœuvre en fonctionnement. Ce phénomène conjoncturel est encore plus fortement marqué au sein des Villes qui comme Saint-Avold ont de fortes charges de centralité.

Pour 2023, ce haut niveau d'inflation a atténué les efforts significatifs menés depuis le début du mandat en ce qui concerne les charges à caractère général. Il en va de même pour le budget ressources humaines qui a dû absorber le poids des mesures nécessaires pour lutter contre les pertes du pouvoir d'achat des agents publics.

Ainsi pour ces seules dépenses de personnel, le projet de budget 2024 de la collectivité devra prendre en compte et intégrer les revalorisations successives des traitements des agents de la fonction publique territoriale.

L'élaboration du budget 2024 est complexe mais l'excédent de fonctionnement capitalisé sur plusieurs exercices nous permettra de poursuivre nos actions et nos projets malgré une situation économique et sociale difficile.

Les nouvelles demandes ou projets devront être financés par des mesures de redirection en dépense ou en recette, compte tenu des contraintes budgétaires.

Dans ce contexte, l'objectif est d'être en mesure de financer le plan pluriannuel d'investissement ambitieux que la commune s'est fixé.

Les grandes tendances de l'année 2024 seront :

- Pas de hausse des taux d'imposition
- Maîtrise des dépenses de fonctionnement
- Poursuite du programme d'investissement

**Les priorités poursuivies pour 2024 seront :**

- Amplifier la dynamique de Ville Durable

- Mener des actions autour des jeux olympiques (Terre de jeux 2024)

- Soutien aux politique jeunesse et au tissu associatif

- Faire rayonner la culture

- Renforcer l'attractivité du territoire

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

- Rénovation des groupes scolaires

- Rénovation des équipements sportifs

- Poursuite du projet cuisine centrale

**Parallèlement seront lancés des projets structurants :**

- Construction d'un nouveau groupe scolaire

- Aménagement d'une aire de loisirs à Oderfang

- Réalisation d'un parc urbain sur la friche Peugeot

## 1-Des recettes de fonctionnement en légère augmentation :

Malgré des prévisions plus pessimistes pour les droits de mutation et les produits exceptionnels, les recettes de fonctionnement devraient-être revues légèrement à la hausse grâce à des autres produits de gestion courante plus conséquents et la revalorisation des bases d'impôt.

Concernant les dotations, l'augmentation de la DSU restera très en dessous de l'inflation aussi l'hypothèse retenue est une reconduction des montants 2023.

Une stabilité des attributions de compensation est également retenue.

## 2-Des dépenses de fonctionnement en progression :

### 2.1- Des dépenses de personnel en progression significative en raison de diverses mesures nationales :

Les principaux facteurs d'évolution des dépenses de personnel entre 2023 et 2024 sont :

- L'effet en année pleine de l'augmentation de la valeur du point d'indice, la revalorisation du SMIC au 01/01/2023 et au 01/05/2023, l'attribution de points d'indice majorés différenciés (indice brut 367 à 418).

- La hausse d'un point de la contribution patronale à la caisse nationale de retraites des agents des collectivités territoriales.

- L'attribution de 5 points d'indice majoré pour tous les agents à compter du 1er janvier 2024

- L'effet glissement vieillesse et technicité : cette augmentation naturelle des rémunérations est liée à l'ancienneté ou à l'augmentation de la technicité des fonctionnaires. Elle découle du statut et permet ainsi une progression de la carrière des agents.


Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

## 2.2- Des charges à caractère général impactées par une forte augmentation des coûts des assurances et du contexte inflationniste persistant

Les prévisions des charges à caractère général seront revues à la hausse par rapport aux réalisations 2023 (environ 8 millions).

Concernant les assurances, le désengagement de certains assureurs dans le secteur des collectivités territoriales contraint la Ville à auto-assurer la majeure partie de ses sinistres. Cette situation nous impose de prévoir une inscription supplémentaire de 200 000 € pour les assurances au chapitre 011.

Bien qu'un ralentissement soit perceptible, l'inflation devrait encore s'élever à 2,5% en 2024. La révision des marchés et l'incidence de l'inflation sur les dépenses contraintes, nous impose de prévoir entre 9 et 10 millions pour les charges à caractère général.

## 2.3-Renforcer le soutien de la Ville au monde associatif

Acteurs majeurs de la vie locale et du développement social, les associations naboriennes doivent également absorber les effets de l'inflation. C'est pourquoi la municipalité souhaite revaloriser de 30 000 € l'enveloppe dédiée aux subventions.

## 2.4 Les charges financières :

En 2023, en raison du contexte budgétaire incertain au moment de la construction du BP 2023 et de la forte remontée des taux, les charges financières avaient été budgétées en intégrant une marge de sécurité. Cela sera le cas pour l'élaboration du budget primitif 2024.

## 2.5- Prospective :

| | BP 2023 | BP 2024 | BP 2025 | BP 2026 |
|---|---|---|---|---|
| RRF | 29,170 | 30,645 | 30,962 | 31,384 |
| *fiscalité avec pouvoir de taux* | *8,900* | *9,301* | *9,394* | *9,487* |
| *dont TF* | *8,600* | *8,987* | *9,077* | *9,168* |
| *dont THRS* | *0,300* | *0,314* | *0,317* | *0,320* |
| Autre fiscalité | 13,650 | 14,333 | 14,547 | 14,766 |
| dotations et participations | 4,540 | 4,549 | 4,623 | 4,699 |
| *dont DGF* | *0,240* | *0,240* | *0,250* | *0,260* |
| *dont autres* | *4,300* | *4,309* | *4,373* | *4,439* |
| *produits de gestion* | *1,870* | *2,264* | *2,297* | *2,332* |
| *recettes exceptionnelles* | *0,210* | *0,200* | *0,100* | *0,100* |
| | | | | |
| DRF | 29,030 | 30,192 | 30,415 | 30,559 |
| *frais de personnel* | *14,100* | *14,981* | *15,131* | *15,434* |
| *dépenses de gestion* | *9,440* | *9,459* | *9,601* | *9,245* |
| *attenuations de produits* | *0,700* | *0,900* | *0,950* | *1,000* |
| *Autres charges de gestion courante* | *4,220* | *4,262* | *4,084* | *4,201* |
| *dont subv d'équilibre* | *2,320* | *2,650* | *2,580* | *2,708* |
| *dépenses exceptionnelles* | *0,120* | *0,140* | *0,150* | *0,150* |
| Charges financières | *0,450* | *0,450* | *0,500* | *0,530* |


Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

## 3-Les recettes d'investissement : la recherche active de cofinancement une priorité municipale

La rétrospective de début de mandat montrait que les cofinancements en matière d'équipement étaient inexistants. C'est pourquoi la municipalité s'est fixée pour objectif de faire cofinancer au maximum ses projets. C'est ainsi que des demandes de subventions ont déjà pu être déposées auprès des services de l'Etat (FIPD, DSIL, Fonds vert…), du département (action culturelle et sociale), de la région (démolition) et de la CAF (achat équipement jeunesse et petite enfance).

Afin d'optimiser la recherche de subvention et notamment au niveau Européen, la Ville envisage de confier cette mission à un cabinet expert.

Concernant les autres recettes, les produits des cessions seront en baisse. Les amendes de police et le FCTVA devraient être stables par rapport au budget primitif 2023.

## 4-Les dépenses d'investissement : la concrétisation d'un plan pluriannuel d'investissement ambitieux à hauteur de 16 millions dont 5 millions pour les investissements 2024 ( hors groupe scolaire)

### Les dépenses projetées sur la fin de mandat

Sur la période 2021/2023, environ 13 millions d'euros de dépenses d'équipement ont été réalisées. Les dépenses d'équipement restant à réaliser sur la période 2024/2025 sont donc estimées à environ 13,85 millions d'euros, dont environ 5,8 millions d'euros sur l'exercice 2024 hors construction du groupe scolaire. Il pourrait être revu à la hausse atteignant 25 millions d'euros de 2024 à 2028. En effet, le PPI qui a toujours été présenté pour le mandat s'élevait à 16 millions d'euros. C'est le cas, toutefois la perte de l'école Frisch et la solution du corps enseignant et parents d'élèves nous obligent à inscrire cette dépense à hauteur de 9 millions d'euros hors subvention. En outre, la ville réfléchit à un mode de prise en charge de la construction de ce bâtiment.

L'année 2024 verra la poursuite d'un ambitieux programme de travaux porté par l'équipe municipale lié à des besoins structurels important sur le territoire de la commune en matière d'environnement, de cadre de vie et de préservation de notre patrimoine.

C'est pourquoi, le volume des investissements s'établirait, pour 2024, aux alentours de **6 millions d'euros** hors remboursement de la dette et écritures d'ordre.

Les dépenses d'investissement consisteront au déploiement des projets de la mandature et dans les dépenses d'entretiens des équipements municipaux.

L'effort d'investissement pour maintenir l'entretien des équipements communaux reste fondamental et devra s'inscrire dans une vision stratégique de gestion rationalisée du patrimoine municipal qui faisait jusqu'alors défaut. Les crédits récurrents des services sont consacrés à l'entretien des bâtiments (écoles, structures jeunesse) et à l'entretien des espaces publics.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

## Axe 1 : ACTIONS EN FAVEUR DE L'ECOLOGIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

### Transition énergétique :

Une véritable politique en faveur de la transition énergétique a été engagée dès 2021 afin de réduire la consommation énergétique. Le contexte de crise énergétique confirme l'urgence à agir. Cette politique sera donc non seulement poursuivie mais accélérée sur la fin de mandat avec notamment la rénovation thermique des bâtiments et l'accélération de la modernisation de l'éclairage public.

Les actions en faveur de l'écologie passeront par le déploiement du plan lumière. Sous réserve d'attribution de cofinancement, 415 boules sphériques seront remplacées par des LED dans les différents quartiers de la Ville. C'est également 291 lampes vapeur de mercure qui seront changées pour installer des LED au quartier Arcadia. Parallèlement, une étude pour le relamping aura lieu et l'effort important de rénovation de nos équipements permettant une réduction de la consommation d'électricité sera poursuivie.

### Transition écologique :

Afin de préserver l'environnement et le cadre de vie, l'enveloppe allouée à l'entretien des espaces extérieurs sera consolidée sur la fin de mandat et sera en priorité consacré au développement des mobilités douces et à la végétalisation (cours d'écoles). Dans le cadre du développement durable, la Ville souhaite également s'équiper de récupérateurs d'eau de pluie.

Aussi 20 000 € seront consacrés aux mobilités douces et notamment au développement de pistes cyclables sur la commune.

## Axe 2 : AMELIORER ET ADAPTER LES SERVICES PUBLICS

### Patrimoine et éducation :

Les investissements pour la rénovation des bâtiments (chaufferie, toiture…) sont estimés à un million. La part affectée à la rénovation des écoles correspondra à au moins 50% de cette enveloppe. Celle-ci sera consacrée à l'entretien des bâtiments communaux jusqu'à la fin du mandat, soit environ 0,5 million d'euros par an afin de combler le retard pris ces 15 dernières années, en particulier concernant des travaux d'étanchéité et de reprise de toitures et/ou de menuiseries devenus indispensables au vu de l'état dégradé d'un certain nombre de bâtiments.

En 2024, deux projets d'envergure en faveur de la jeunesse et de l'éducation mobiliseront des investissements conséquents. En effet, nous allons poursuivre notre projet cuisine centrale (500 000 €) et également débuter l'opération « construction d'un groupe scolaire» (700 000 €) .

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

Par ailleurs, la Ville poursuivra en partenariat avec le département, le projet Pasae (installation d'équipement numérique dans les écoles). Des dépenses d'équipement pour les écoles et le périscolaire sont également prévues.

**Sports et actions physiques :**

Comme annoncé, la municipalité engagera un million de dépenses pour la rénovation des infrastructures sportives (travaux dans les stades notamment) et l'aménagement d'une zone de loisirs à Oderfang. Une enveloppe est aussi destinée à l'amélioration des aires de jeux actuelles.

**Moyens généraux :**

Afin de proposer des services accessibles à tous et de se doter d'équipements adaptés aux besoins de la population et des agents de la Ville, nous consacrerons plus de 500 000 € au système d'information et de communication. Enfin des dépenses d'équipement et des projets pour la culture et la vie associative sont également inscrits au PPI (budget comité de quartier, bande dessinée, achat de matériel,..).

**Proximité et action sociale :**

Des investissements sont prévus pour favoriser le lien social. Ils concernent la transformation en Maison de la Solidarité le bâtiment actuel qui abrite le CCAS.

**Axe 3 : AMENAGEMENT ET REDYNAMISATION DU TERRITOIRE**

Concernant les espaces verts, la ville souhaite procéder aux aménagements du rond-point Nord, la place St Nabor et la place Colin.

Des investissements seront consacrés au réaménagement du Parc Municipal.

Les dépenses de voirie pour l'exercice 2024 sont estimées à 500 000 euros.

De nouveaux projets débuteront dont notamment l'arrivée du projet camping-car sur le site du Felsberg et la poursuite de la démolition du site Ardant du Picq.

**Axe 4 : AGIR POUR LA SANTE ET LA SECURITE :**

L'opération plan handicap sera abondée à hauteur de 50 000 €.

Il est prévu de continuer à investir pour améliorer l'accessibilité des bâtiments communaux.

En matière de sécurité, nous souhaitons moderniser nos équipements de vidéo surveillance. Pour se faire, il est nécessaire d'offrir à nos services un accès à la fibre. Aussi des investissements sont prévus pour assurer la sécurité de nos concitoyens dans les services publics mais également celle du personnel municipal.

L'enveloppe dédiée à la santé et à la sécurité est de 183 300 €.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

## Axe 5 : VALORISER LE PATRIMOINE :

Pour mettre en valeur son patrimoine et notamment ses monuments, la municipalité consacrera 5 000 € à la signalétique de ces derniers. De plus, le programme de rénovation des fontaines continuera en 2024. Le montant alloué sera de 8 000 €.

## Politique foncière :

En matière de politique foncière, la stratégie d'investissement restera constante. Elle consiste à réaliser des acquisitions selon les opportunités du marché pour permette à la Ville de maitriser l'évolution de son schéma urbain. Ces réserves foncières n'ayant pas vocation à rester durablement dans le patrimoine communal, la collectivité cherchera à équilibrer les recettes et les dépenses d'investissement sur la durée du mandat en procédant à des cessions foncières dans les mêmes proportions que les acquisitions.

### 1- Plan pluriannuel d'investissement :

| Axe Stratégique | Opération | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Actions en faveur de l'écologie et du développement durable | Plan lumière et relamping | 504 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € |
| | Installations écologiques (récupérateurs d'eau de pluie) | 25 000,00 € | 15 000,00 € | 15 000,00 € | 15 000,00 € | |
| | Mobilité douce ( pistes cyclables) | 20 000,00 € | 20 000,00 € | 10 000,00 € | 10 000,00 € | |
| | **Total écologie et développement durable** | **549 000,00 €** | **335 000,00 €** | **325 000,00 €** | **325 000,00 €** | **300 000,00 €** |
| Améliorer et adapter les services publics | Projet cuisine centrale | 500 000,00 € | 2 500 000,00 € | 1 000 000,00 € | 500 000,00 € | |
| | Autres investissements en faveur de l'éducation (équipements périscolaire, écoles...) | 281 360,00 € | 100 000,00 € | | | |
| | Projet groupe scolaire | 700 000,00 € | 2 500 000,00 € | 3 000 000,00 € | 3 000 000,00 € | 500 000,00 € |
| | Système d'information et communication | 522 500,00 € | 350 000,00 € | 350 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € |
| | Investissements techniques | 50 000,00 € | 50 000,00 € | 50 000,00 € | 50 000,00 € | 50 000,00 € |
| | Investissements sportifs (dont zone de loisirs Oderfang) | 1 060 900,00 € | 200 000,00 € | | | |
| | Investissements culturels | 72 500,00 € | 50 000,00 € | 20 000,00 € | 20 000,00 € | 20 000,00 € |
| | Travaux bâtiments municipaux y compris écoles | 1 050 000,00 € | 500 000,00 € | 500 000,00 € | 500 000,00 € | 500 000,00 € |
| | Investissements vie associative | 22 000,00 € | 20 000,00 € | 20 000,00 € | 20 000,00 € | 20 000,00 € |
| | Rénovation Centre Pierre Messmer | 120 000,00 € | | 100 000,00 € | | |
| | **Total** | **4 379 260,00 €** | **6 270 000,00 €** | **5 040 000,00 €** | **4 390 000,00 €** | **1 390 000,00 €** |
| Aménagement et redynamisation du territoire | Aménagements espaces publics (voirie, espaces verts...) | 731 000,00 € | 400 000,00 € | 400 000,00 € | 400 000,00 € | 400 000,00 € |
| | Espace Halle gourmande | 200 000,00 € | 200 000,00 € | | | |
| | Démolition Ardant du Picq | 250 000,00 € | | | | |
| | Projet camping car | 100 000,00 € | | | | |
| | Acquisitions ( hors projet cuisine centrale et école) | 101 000,00 € | 50 000,00 € | 50 000,00 € | 50 000,00 € | 50 000,00 € |
| | Etudes projets | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € |
| | **Total aménagement des espaces publics** | **1 482 000,00 €** | **750 000,00 €** | **550 000,00 €** | **550 000,00 €** | **550 000,00 €** |
| Agir pour la santé et la sécurité | Investissement police municipale (amélioration du dispositif de vidéosurveillance) | 113 300,00 € | 100 000,00 € | 50 000,00 € | 50 000,00 € | 50 000,00 € |
| | Investissement santé du personnel | 50 000,00 € | 50 000,00 € | 30 000,00 € | 30 000,00 € | 30 000,00 € |
| | Sécurité | 20 000,00 € | 20 000,00 € | 20 000,00 € | 20 000,00 € | 20 000,00 € |
| | **Total Santé et sécurité** | **183 300,00 €** | **170 000,00 €** | **100 000,00 €** | **100 000,00 €** | **100 000,00 €** |
| | Rénovation Patrimoine | 8 000,00 € | 2 000,00 € | 5 000,00 € | 5 000,00 € | 5 000,00 € |
| | Signalétique monuments | 5 000,00 € | | | | |
| | **Total valorisation patrimoine** | **13 000,00 €** | **2 000,00 €** | **5 000,00 €** | **5 000,00 €** | **5 000,00 €** |
| **Total** | | **6 606 560,00 €** | **7 527 000,00 €** | **6 020 000,00 €** | **5 370 000,00 €** | **2 345 000,00 €** |




Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

Les dépenses d'équipement ont été évaluées à 6,6 millions. L'emprunt d'équilibre pour financer le programme d'investissement 2024 devrait s'élever à 3,5 millions.

En 2024, comme les années précédentes, la Ville examinera toutes les nouvelles possibilités de financement de ses projets, notamment au titre du Fonds d'accélération de la transition écologique de l'Etat dit « Fonds vert », doté de 2.1 Mds€ en 2024. Ce fond est organisé autour de 3 priorités : renforcement de la performance environnementale des territoires (rénovation énergétique, valorisation des biodéchets, renouvellement de l'éclairage public), adaptation au changement climatique (prévention des inondations, renaturation en ville), et amélioration du cadre de vie (zones à faible émission, recyclage des fiches)

# VIII- LES BUDGETS ANNEXES

## 1- Le Centre Pierre Messmer :

En 2023, le budget du Centre Culturel Pierre Messmer a été équilibré par une subvention municipale d'un montant de 1 044 346,52. Cette subvention est en augmentation de 15% par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse s'explique par le coût de l'inflation et une politique culturelle dynamique. En 2024, la subvention d'équilibre pourrait-être revue légèrement à la hausse.

## 2- Le lotissement Ardant du Picq :

En 2023, la Ville n'a pas versé de subvention au budget Ardant du Picq. Un projet de concession est à l'étude pour ce site.

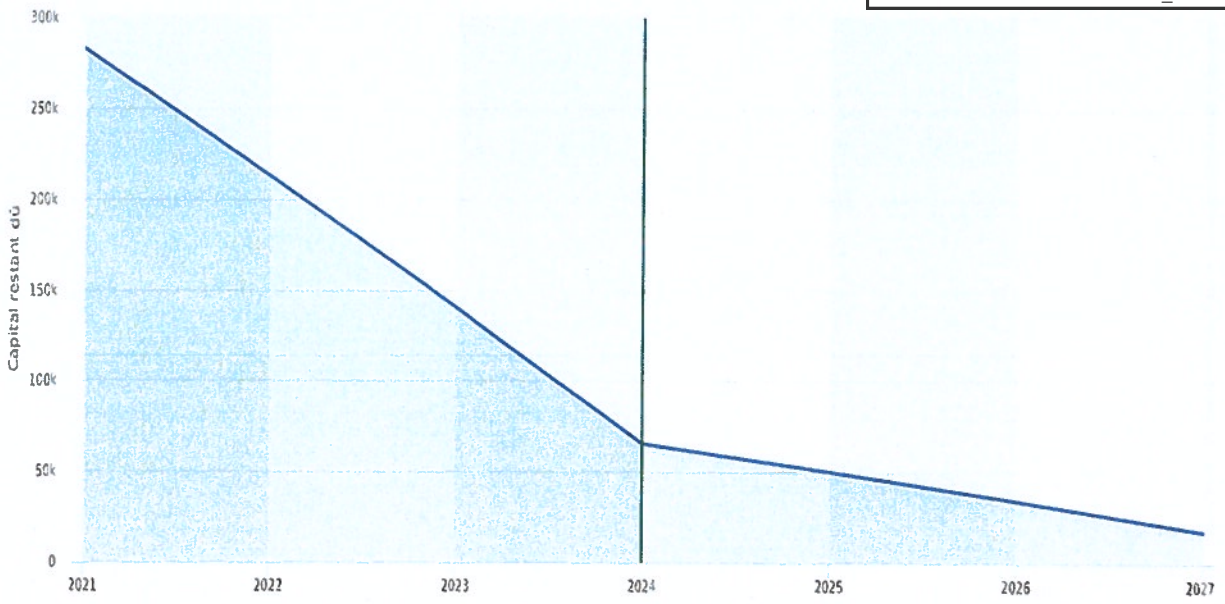
Des emprunts sont rattachés à ce budget. Ci-dessous un état synthétique de la dette :

**Etat de la Dette :**

| | | Echéance | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Periode | CRD Initial | Capital | Intérêt | Frais et commissions | Total |
| 03/2023 | 140 070,08€ | 18 446,39€ | 1 214,74€ | 0,00€ | 19 661,13€ |
| 06/2023 | 121 623,69€ | 18 585,25€ | 1 075,88€ | 0,00€ | 19 661,13€ |
| 09/2023 | 103 038,44€ | 18 725,18€ | 935,95€ | 0,00€ | 19 661,13€ |
| 12/2023 | 84 313,26€ | 18 866,34€ | 794,93€ | 0,00€ | 19 661,27€ |


Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE




| | | |
|---|---|---|
| **Durée de vie résiduelle** | **4 ans** | **65 447€**<br>**CRD**<br>(au 31/12/2023) |

### 3- Le Crématorium :

Ce service est en délégation de service public. Le budget est excédentaire et un reversement de l'excédent au budget principal est envisagé. Les recettes seront composées de la redevance versée par le concessionnaire (similaire à 2023).

### 4- Parking de la poste :

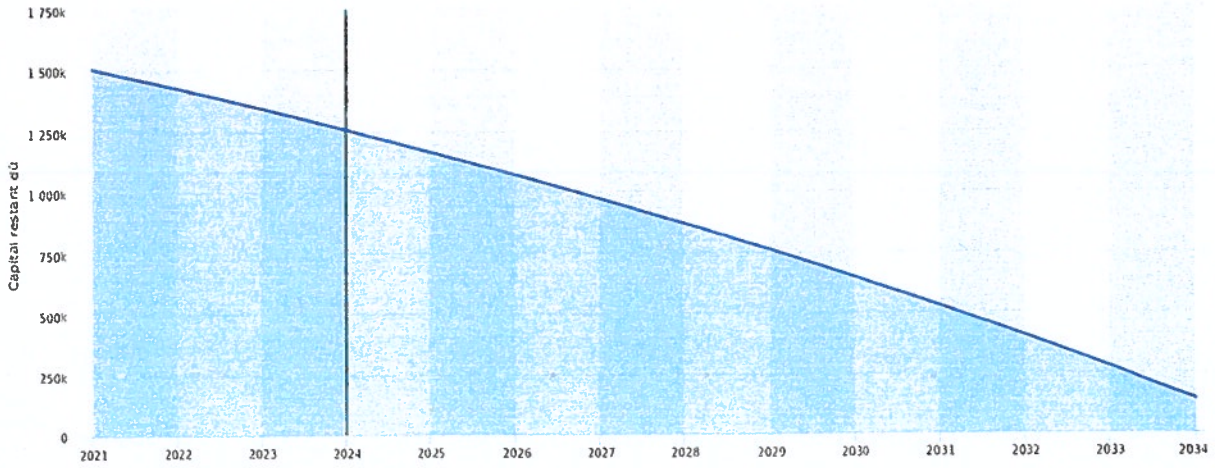
Ce service public industriel et commercial est déficitaire. La Ville a dû opérer au versement d'une subvention de 220 871,50 €. La sécurisation du parking reste la priorité de la municipalité. A ce jour, aucune recette n'est prévue compte-tenu de la décision du conseil municipal d'accorder la gratuité pour des raisons de sécurité.

Des emprunts sont rattachés à ce budget. Ci-dessous un état synthétique de la dette :

**Etat de la dette :**

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

| Date | Capital restant dû | Evolution (%) | Evolution |
|---|---|---|---|
| 31/12/2022 | 1 344 814,44€ | | |
| 31/12/2023 | 1 257 196,08€ | -6,52% | -87 618,36€ |
| 31/12/2024 | 1 165 748,95€ | -13,32% | -179 065,49€ |
| 31/12/2025 | 1 070 305,73€ | -20,41% | -274 508,71€ |
| 31/12/2026 | 970 691,80€ | -27,82% | -374 122,64€ |
| 31/12/2027 | 866 724,90€ | -35,55% | -478 089,54€ |
| 31/12/2028 | 758 214,81€ | -43,62% | -586 599,63€ |
| 31/12/2029 | 644 963,02€ | -52,04% | -699 851,42€ |
| 31/12/2030 | 526 762,30€ | -60,83% | -818 052,14€ |
| 31/12/2031 | 403 396,40€ | -70,00% | -941 418,04€ |
| 31/12/2032 | 274 639,62€ | -79,58% | -1 070 174,82€ |
| 31/12/2033 | 140 256,38€ | -89,57% | -1 204 558,06€ |
| 31/12/2034 | 0,00€ | -100,00% | -1 344 814,44€ |




**Durée de vie résiduelle** **11 ans**

1 257 196€

CRD

(au 31/12/2023)


Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_1-DE

## 5- Centre international de séjour le Felsberg :

Compte-tenu de la fin de l'activité de la régie, la Ville doit intégrer les résultats de clôture de ce budget dans le budget principal. Les résultats devraient s'établir à -15 773,24 € pour la section de fonctionnement et à +31 000€ pour la section d'investissement.


Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_2-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
**VILLE DE SAINT-AVOLD**
(Moselle)
**EXTRAIT**
du registre des délibérations du Conseil municipal
**Séance du 29 février 2024**

| N°d'ordre | Conseillers élus | | 33 | | | Mmes et MM les Conseillers municipaux | | | | | | Conseillers en exercice | 33 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Présents | 20 | Présent | Absent | ordre | | Présent | Absent | ordre | | Présent | Absent | Absents | 13 |
| | M. René STEINER | | X | | 1 | M. Jean-Claude BREM | | X | 13 | M. Ismail AJDID | | X | Absent ayant donné procuration à des membres présents | |
| | | | | | 2 | Mme BECKER BARDELMANN | X | | 14 | Mme Solène LALLEMENT | X | | M.KASSAB à M LE MAIRE | |
| | Mmes et MM les Adjoints | | | | 3 | Mme Hermine MALAMANE | X | | 15 | M.André WOJCIECHOWSKI | | X | M.LETULLIER à Mme BECKER | |
| 1 | M. Umit YILDIRIM | | X | | 4 | Mme Genev. MATHE-HERMAL | | X | 16 | Mme Nathalie PILI | | X | Mme ANNECCA BECKA à M.YILDIRIM | |
| 2 | Mme Raymonde SCHWEITZER | | X | | 5 | M. Antoine PELLEGRINI | X | | 17 | Mme Valentine BORRACCIA | | X | M.WOJCIECHOWSKI à M.ATMANIA | |
| 3 | M. Pascal LAUER | | X | | 6 | M. Alain LETULLIER | | X | 18 | Mme Edahbia NACIRI | | X | M.BREM à M.LAUER | |
| 4 | Mme Amandine GUERIN | | X | | 7 | M.Gaetan VECCHIO | | X | 19 | M.Tristan ATMANIA | X | | Mme MATHE à Mme SCHWEITZER | |
| 5 | M. Lothaire GAUDIG | | X | | 8 | M. Olivier MOUTON | | X | 20 | Mme Mireille STELMASZYK | X | | Mme NACIRI à M.CHAALAL | |
| 6 | Mme Virginie SPIR | | X | | 9 | Mme Christine KLEIN MORAWSKI | X | | 21 | M.Mohamed CHAALAL | X | | M.VECCHIO à Mme MESNIER | |
| 7 | M. Pascal HELFENSTEIN | | X | | 10 | M. Kevin HERBIVO | | X | 22 | Mme Bérangère MESNIER | X | | M.MOUTON à Mme SPIR | |
| 8 | Mme EISENBARTH BETTINGER | | X | | 11 | Mme Najia BOUCHENGA | X | | 23 | Mme Marie Lyne LINDAUER | X | | | |
| | | | | | 12 | Mme Sophie ANNECCA-BECKA | | X | 24 | M.Georges KASSAB | | X | Absents n'ayant pas donné procuration à des membres présents non excusés | |
| | TOTAL PRESENTS | | 9 | | | TOTAL PRESENTS | 5 | | | TOTAL PRESENTS | 6 | | Mme BORRACCIA | |
| | TOTAL ABSENTS | | 0 | | | TOTAL ABSENTS | 7 | | | TOTAL ABSENTS | 6 | | Mme PILI | |
| Observation: | | | | | | | | | | | | | M.HERBIVO | |
| | | | | | | | | | | | | | M.AJDID | |

## 2.MODIFICATION DE LA COMPOSITION DES COMMISSIONS MUNICIPALES

Exposé de Monsieur Le Maire, rapporteur.

Lors de la séance du Conseil municipal du 23 juillet 2020, point 1, le Conseil municipal a adopté la composition de 11 commissions municipales chargées d'examiner les affaires qui sont soumises ensuite à la décision du Conseil municipal, (14 aujourd'hui).

Suite à la réunion du conseil municipal du 12 février 2024, il est nécessaire d'apporter aujourd'hui quelques modifications supplémentaires à la composition des commissions municipales.

Par conséquent, je soumets à votre attention une proposition de nouvelle composition des commissions municipales, mise en évidence en jaune dans le tableau en annexe, avec notamment la fusion des commissions : N°3 (*prévention et actions sociales, logement social, plan municipal de santé, politique de la ville, Egalité : Femmes/hommes*) et N°4 : (*formation, insertion emploi, accompagnement professionnel*).

Décision du Conseil municipal : Adoptée à la majorité. A noter l'abstention de Mme MESNIER uniquement pour son mandant M. VECCHIO.

Pour extrait conforme
Saint-Avold, le 5 mars 2024
Le 1er adjoint par délégation,

M. YILDIRIM

# COMPOSITION DES COMMISSIONS MUNICIPALES

**Conseil municipal du 23/07/2020 – 08/10/2020 – 25/11/2020 – 21/01/2021 – 25/02/2021– 17/11/2021 – 02/12/2021 – 31/01/2023 – 27/06/2023 – 12/09/2023 – 26/10/2023 - 12/02/2024 – 29/02/2024**

| N°ordre | COMMISSIONS | Présidents et vice-présidents délégués par M. le Maire | | Membres *(classement : ordre du tableau du C.M.)* | Total membres |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Présidents | Vice-présidents | | |
| 1 | **Travaux, urbanisme, foncier, opérations immobilières, sécurité, risques incendie et panique dans les ERP, plan communal de sauvegarde, gestion domaniale, plan handicap** | **M. YILDIRIM** | M. BREM | M. VECCHIO, Mme GUERIN, M. HELFENSTEIN, M. LETULLIER, M. HERBIVO, M. AJDID, Mme MALAMANE, M. WOJCIECHOWSKI, Mme BORRACCIA, M. ATMANIA, M. CHAALAL | 13 |
| 2 | **Culture, archives, devoir de mémoire, communication, patriotique** | **Mme SCHWEITZER** | Mme MATHE-HERMAL | M. VECCHIO, Mme BECKER-BARDELMANN, Mme MALAMANE, Mme KLEIN -MORAWSKI, Mme LALLEMENT | 7 |
| 3 | **Prévention et actions sociales, logement social, plan municipal de santé, politique de la ville, Egalité : Femmes - Hommes Formation, insertion emploi, accompagnement professionnel** | **Mme EISENBARTH BETTINGER** | Mme KLEIN-MORAWSKI | M. YILDIRIM, Mme SCHWEITZER, M. LAUER, Mme GUERIN, Mme SPIR, Mme BECKER-BARDELMANN, Mme MATHE-HERMAL, M. MOUTON, Mme BOUCHENGA, Mme ANNECCA BECKA, Mme LALLEMENT, Mme NACIRI, Mme MESNIER, Mme LINDAUER | 16 |
| 4 | **Finances, contrôle de gestion, marchés publics et achats, nouvelles technologies, conseil consultatif de la vie locale, affaires juridiques** | **M. LAUER** | M. HERBIVO | M. YILDIRIM, Mme SCHWEITZER, M. BREM, M. AJDID, Mme BORRACCIA, M. ATMANIA, Mme STELMASZYK, | 9 |
| 5 | **Personnel, état civil, population, hygiène et sécurité, cimetières, prévention aux risques professionnels** | **Mme GUERIN** | Mme SPIR | M. LAUER, M. GAUDIG, M. HELFENSTEIN, M. BREM, Mme EISENBARTH BETTINGER, M. MOUTON, Mme KLEIN-MORAWSKI, Mme STELMASZYK | 10 |
| 6 | **Vie associative, vie des quartiers** | **M. GAUDIG** | M. PELLEGRINI | Mme SPIR, Mme EISENBARTH BETTINGER, M. MOUTON, Mme KLEIN-MORAWSKI, Mme BOUCHENGA, Mme ANNECCA BECKA, M. AJDID, M. ATMANIA | 10 |
| 7 | **Sport, scolaire, petite enfance, la famille** | **Mme SPIR** | M. MOUTON | M. VECCHIO, M. GAUDIG, M. BREM, Mme EISENBARTH BETTINGER, Mme KLEIN-MORAWSKI, Mme BOUCHENGA, Mme MESNIER, | 9 |
| 8 | **Environnement et développement durable** | **M. HELFENSTEIN** | Mme ANNECCA-BECKA | M. YILDIRIM, M. BREM, Mme BECKER-BARDELMANN, Mme MALAMANE, Mme MATHE-HERMAL, M. PELLEGRINI, M. LETULLIER, Mme LINDAUER | 10 |
| 9 | **Sécurité et domaine public** | **M. le Maire** | M. YILDIRIM | M. HELFENSTEIN, M. BREM, Mme MALAMANE | 5 |
| 10 | **Attractivité, commerce, entreprenariat, cœur de ville** | **M. LETULLIER** | Mme BECKER-BARDELMANN | Mme SCHWEITZER, Mme GUERIN, Mme ANNECCA-BECKA, M. AJDID, Mme LALLEMENT, | 7 |
| 11 | **Démocratie participative** | **M. MOUTON** | Mme EISENBARTH BETTINGER | Mme SCHWEITZER , M.VECCHIO, M. GAUDIG, M. PELLEGRINI, , Mme KLEIN-MORAWSKI, Mme BOUCHENGA, M. AJDID, M. ATMANIA | |
| 12 | **Appel d'offres** | **M. STEINER, Maire ou le cas échéant l'adjoint délégué : M.HELFENSTEIN** | | Titulaires : (5) M. BREM, M. LAUER, M. YILDIRIM, M. LETULLIER, M. ATMANIA Suppléants : (5) M.HERBIVO, M. MOUTON, M. PELLEGRINI, Mme MALAMANE, M. CHAALAL. | |
| 13 | **Ad'hoc des marchés publics** | **M. BREM, conseiller municipal ou le cas échéant M. CHAALAL conseiller municipal** | | Titulaires : M. LAUER, M. YILDIRIM, M. PELLEGRINI, M. ATMANIA Suppléants : M.HELFENSTEIN, Mme NACIRI, Mme EISENBARTH BETTINGER, Mme MALAMANE | |

36, Boulevard de Lorraine – BP 10019 – 57501 SAINT-AVOLD Cedex – Tel. 03.87.91.10.07 – Fax 03.87.91.36.47 - www.mairie-saint-avold.fr – email : courrier@mairie-saint-avold.fr

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_2-DE

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_3-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
**VILLE DE SAINT-AVOLD**
(Moselle)
**EXTRAIT**
du registre des délibérations du Conseil municipal
**Séance du 29 février 2024**

| N°d'ordre | Conseillers élus | | 33 | | Mmes et MM les Conseillers municipaux | | | | | | Conseillers en exercice | 33 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Présents | 20 | Présent | Absent | ordre | | Présent | Absent | ordre | | Absents | 13 |
| | M. René STEINER | | X | | 1 | M. Jean-Claude BREM | | X | 13 | M. Ismail AJDID | | |
| | | | | | 2 | Mme BECKER BARDELMANN | X | | 14 | Mme Solène LALLEMENT | | |
| | Mmes et MM les Adjoints | | | | 3 | Mme Hermine MALAMANE | X | | 15 | M.André WOJCIECHOWSKI | | |
| 1 | M. Umit YILDIRIM | | X | | 4 | Mme Genev. MATHE-HERMAL | | X | 16 | Mme Nathalie PILI | | |
| 2 | Mme Raymonde SCHWEITZER | | X | | 5 | M. Antoine PELLEGRINI | X | | 17 | Mme Valentine BORRACCIA | | |
| 3 | M. Pascal LAUER | | X | | 6 | M. Alain LETULLIER | | X | 18 | Mme Edahbia NACIRI | | |
| 4 | Mme Amandine GUERIN | | X | | 7 | M.Gaetan VECCHIO | | X | 19 | M.Tristan ATMANIA | | |
| 5 | M. Lothaire GAUDIG | | X | | 8 | M. Olivier MOUTON | | X | 20 | Mme Mireille STELMASZYK | | |
| 6 | Mme Virginie SPIR | | X | | 9 | Mme Christine KLEIN MORAWSKI | X | | 21 | M.Mohamed CHAALAL | | |
| 7 | M. Pascal HELFENSTEIN | | X | | 10 | M. Kevin HERBIVO | | X | 22 | Mme Bérangère MESNIER | | |
| 8 | Mme EISENBARTH BETTINGER | | X | | 11 | Mme Najia BOUCHENGA | X | | 23 | Mme Marie Lyne LINDAUER | | |
| | | | | | 12 | Mme Sophie ANNECCA-BECKA | | X | 24 | M.Georges KASSAB | | |
| | TOTAL PRESENTS | | 9 | | | TOTAL PRESENTS | 5 | | | TOTAL PRESENTS | 6 | |
| | TOTAL ABSENTS | | 0 | | | TOTAL ABSENTS | 7 | | | TOTAL ABSENTS | 6 | |

Observation:

**Absent ayant donné procuration à des membres présents**
M.KASSAB à M LE MAIRE
M.LETULLIER à Mme BECKER
Mme ANNECCA BECKA à M.YILDIRIM
M.WOJCIECHOWSKI à M.ATMANIA
M.BREM à M.LAUER
Mme MATHE à Mme SCHWEITZER
Mme NACIRI à M.CHAALAL
M.VECCHIO à Mme MESNIER
M.MOUTON à Mme SPIR

**Absents n'ayant pas donné procuration à des membres présents non excusés**
Mme BORRACCIA
Mme PILI
M.HERBIVO
M.AJDID

## 3.RYTHMES SCOLAIRES – APPROBATION DU PRINCIPE DE MAINTIEN DE LA SEMAINE DE QUATRE JOURS.

Exposé de Mme SPIR, Adjointe, rapporteur.

Conformément à la Loi de refondation de l'école, et à la modification des rythmes scolaires, dans le cadre de l'article 4 du décret n° 2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires, la Ville de Saint-Avold a mis en œuvre, à titre dérogatoire, la réforme scolaire depuis septembre 2014 et reconduite en 2017 et 2021.

Cette dérogation arrivant à échéance à l'issue de l'année scolaire 2023/2024, il convient de renouveler la demande de dérogation auprès des services de l'Education Nationale.

Pour mémoire, après la réforme une liberté avait été redonnée aux communes pour le choix d'organisation des rythmes scolaires. L'objectif était de permettre aux acteurs de terrain d'avoir davantage de souplesse dans l'organisation de la semaine scolaire afin de répondre le mieux possible aux singularités de chaque contexte local, dans le souci constant de l'intérêt des enfants.

Après avis des conseils des écoles, la Ville de Saint-Avold, soucieuse d'apporter aux enfants les meilleures chances de réussite est favorable pour le maintien de la semaine d'enseignement de quatre jours.

Aussi, il est demandé au Conseil municipal, après avis de la commission des affaires scolaires :

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_3-DE

- d'approuver le principe d'un maintien de la semaine de quatre jours ;
- d'autoriser le Maire ou son représentant à signer tout document afférent à ce maintien des rythmes scolaires.

Décision du Conseil municipal : Adoptée à la majorité.

A noter 1 abstention de Mme MESNIER uniquement pour son mandant M. VECCHIO.

Pour extrait conforme
Saint-Avold, le 05 mars 2024
Pour le Maire absent,
Le 1er adjoint délégué,

U. YILDIRIM

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_4-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
**VILLE DE SAINT-AVOLD**
(Moselle)
**EXTRAIT**
du registre des délibérations du Conseil municipal
**Séance du 29 février 2024**

| N°d'ordre | Conseillers élus | 33 | Présent | Absent |
|---|---|---|---|---|
| | **Présents** | **20** | | |
| | M. René STEINER | | X | |
| | **Mmes et MM les Adjoints** | | | |
| 1 | M. Umit YILDIRIM | | X | |
| 2 | Mme Raymonde SCHWEITZER | | X | |
| 3 | M. Pascal LAUER | | X | |
| 4 | Mme Amandine GUERIN | | X | |
| 5 | M. Lothaire GAUDIG | | X | |
| 6 | Mme Virginie SPIR | | X | |
| 7 | M. Pascal HELFENSTEIN | | X | |
| 8 | Mme EISENBARTH BETTINGER | | X | |
| | TOTAL PRESENTS | | 9 | |
| | TOTAL ABSENTS | | 0 | |

| Mmes et MM les Conseillers municipaux | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ordre | | Présent | Absent | ordre | | Présent | Absent | ordre | |
| 1 | M. Jean-Claude BREM | | X | 13 | M. Ismail AJDID | | X | | |
| 2 | Mme BECKER BARDELMANN | X | | 14 | Mme Solène LALLEMENT | X | | | |
| 3 | Mme Hermine MALAMANE | X | | 15 | M.André WOJCIECHOWSKI | | X | | |
| 4 | Mme Genev. MATHE-HERMAL | | X | 16 | Mme Nathalie PILI | | X | | |
| 5 | M. Antoine PELLEGRINI | X | | 17 | Mme Valentine BORRACCIA | | X | | |
| 6 | M. Alain LETULLIER | | X | 18 | Mme Edahbia NACIRI | | X | | |
| 7 | M.Gaetan VECCHIO | | X | 19 | M.Tristan ATMANIA | X | | | |
| 8 | M. Olivier MOUTON | | X | 20 | Mme Mireille STELMASZYK | X | | | |
| 9 | Mme Christine KLEIN MORAWSKI | X | | 21 | M.Mohamed CHAALAL | X | | | |
| 10 | M. Kevin HERBIVO | | X | 22 | Mme Bérangère MESNIER | X | | | |
| 11 | Mme Najia BOUCHENGA | X | | 23 | Mme Marie Lyne LINDAUER | X | | | |
| 12 | Mme Sophie ANNECCA-BECKA | | X | 24 | M.Georges KASSAB | | X | | |
| | TOTAL PRESENTS | 5 | | | TOTAL PRESENTS | 6 | | | |
| | TOTAL ABSENTS | 7 | | | TOTAL ABSENTS | 6 | | | |

Observation:

| Conseillers en exercice | 33 |
|---|---|
| **Absents** | **13** |

**Absent ayant donné procuration à des membres présents**
M.KASSAB à M LE MAIRE
M.LETULLIER à Mme BECKER
Mme ANNECCA BECKA à M.YILDIRIM
M.WOJCIECHOWSKI à M.ATMANIA
M.BREM à M.LAUER
Mme MATHE à Mme SCHWEITZER
Mme NACIRI à M.CHAALAL
M.VECCHIO à Mme MESNIER
M.MOUTON à Mme SPIR

**Absents n'ayant pas donné procuration à des membres présents non excusés**
Mme BORRACCIA
Mme PILI
M.HERBIVO
M.AJDID

## 4.DOMAINE – RÉGULARISATION FONCIÈRE DE LA SITUATION DU PORCHE ET DE LA RUELLE RELIANT LA RUE HIRSCHAUER À LA RUE DE LA MONTAGNE AU PROFIT DE LA SCI JEFCAT.

Exposé de M. YILDIRIM, Adjoint, rapporteur.

Par courrier en date du 2 novembre 2023, l'étude de Maître KUHN et MERCIER a sollicité la régularisation foncière d'une situation très ancienne concernant le porche surplombant la ruelle reliant la rue Hirschauer à la rue de la Montagne.

En effet, le bien situé 1 rue Hirschauer appartient à la famille EISELÉ, gérante de la SCI JEFCAT, mais la partie de l'immeuble constituant le porche n'apparaît pas au cadastre. Celle-ci surplombe le domaine public communal mais n'a pas « d'existence juridique » à ce jour.

Dans la mesure où la famille EISELÉ envisage de céder son bien, elle souhaite que la commune régularise la situation.

Pour ce faire, le géomètre a réalisé un découpage de la parcelle puis une division en volume (le volume 1 correspondant au porche et le volume 2 correspondant à la partie habitation).

Quant à la commune, elle doit :

- procéder au déclassement du domaine public du volume surplombant le passage (volume 2) ;
- constater que celui-ci appartient à la famille EISELÉ depuis des temps immémoriaux ;
- autoriser par conséquent son transfert au nom de cette dernière au prix de 100 €, valeur symbolique, conformément à l'avis des services fiscaux du 12 février 2024.

À noter que cette procédure de régularisation n'entraînera aucun frais pour la

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_4-DE

commune.

Ceci étant exposé, votre commission urbanisme/foncier/gestion domaniale vous propose de délibérer comme suit :

a) de déclasser et désaffecter du domaine public communal la parcelle cadastrée :

**Ban de Saint-Avold**
Lieudit 1 rue Hirschauer
Section 5 n° 132 – 00a 39 ca

Cette dernière est issue du procès-verbal d'arpentage n° 4390G établi par M. Hervé HELSTROFFER, géomètre-expert à BOULAY, le 21 novembre 2023 et certifié exact par le service du cadastre de Sarrebourg le 16 janvier 2024;

b) de classer dans le domaine public communal le volume 1, créé par l'état descriptif de division en volume n° 587, établi et certifié exact le 22 janvier 2024 par le même géomètre, allant du tréfonds jusqu'à l'axe de la dalle entre le 1er et le 2ème étage, de la parcelle visée ci-dessus ;

c) d'accepter le transfert de propriété du volume 2, au nom de la SCI JEFCAT, représentée par son gérant Madame Marie-José HOFGAERTNER, née EISELÉ demeurant à LA BRESSE (88 250) 36 rue des Champions

le volume en question allant de l'axe de la dalle entrée du 1er et 2ème étage jusqu'au cieux, représentant la partie habitation du bien, conformément à l'état descriptif en volume visé ci-dessus ;

d) de fixer le prix de la cession à 100 € (CENT), soit 250 € l'are, payable comptant à la signature de l'acte de vente, conformément à l'estimation des domaines du 12 février 2024, dans la mesure où il s'agit d'une régularisation foncière et que le bien formant une habitation appartient de fait et depuis des temps immémoriaux aux consorts EISELÉ;

e) d'autoriser le Maire à signer l'acte de vente à intervenir et de le charger plus généralement de l'exécution de la présente délibération, étant précisé que tous les frais relatifs à cette transaction sont à la charge des demandeurs.

Décision du Conseil municipal : Adoptée à la majorité.

A noter 1 abstention de Mme MESNIER uniquement pour son mandant M. VECCHIO.

Pour extrait conforme
Saint-Avold, le 05 mars 2024
Pour le Maire absent,
Le 1er adjoint délégué,

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_4-DE
7302 - SD
S²LO

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

FINANCES PUBLIQUES

**Direction Générale des Finances Publiques**
**Direction des Finances publiques de la Moselle**
Pôle d'évaluation domaniale
1 rue François de Curel
BP 41 054
57 036 METZ Cedex 1
Mél : ddfip57.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

**POUR NOUS JOINDRE**

Affaire suivie par : Alain BASTIEN
Courriel : alain.bastien1@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03 87 52 96 65
Réf : 15939985 /2024-57606-05275

Metz, le 12 février 2024

**Le Directeur départemental des Finances publiques de la Moselle**

**à**

**Monsieur le Maire**
**Commune de Saint-Avold**

# AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

| | |
|---|---|
| **Nature de l'opération :** | Cession d'un lot-volume dans le cadre d'une régularisation cadastrale. |
| **Localisation du terrain :** | 1 Rue Hirschauer, 57 500 Saint-Avold, Moselle. |
| **Valeur vénale :** | **250 €/a (HT).** |

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_4-DE

## 1 - CONSULTANT

**Consultant** : Commune de Saint-Avold.

**Affaire suivie par** : Mme Émilie LAUER-MEYER, Responsable du service « Urbanisme et Foncier ».

## 2 - DATES DE SUIVI

| | |
|---|---|
| Date de consultation : | 24 janvier 2024 |
| Date de report négocié : | - |
| Date de visite : | - |
| Date du dossier complet : | 24 janvier 2024 |

## 3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

### 3.1. Nature de l'opération

| | |
|---|---|
| Cession : | ☒ |
| Acquisition : | amiable ☐<br>par voie de préemption ☒<br>par voie d'expropriation ☐ |
| Autre opération : | |

### 3.2. Nature de la saisine

| | |
|---|---|
| Réglementaire : | ☒ |
| Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 : | ☐ |
| Autre évaluation facultative | ☐ |

### 3.3. Projet et prix envisagé

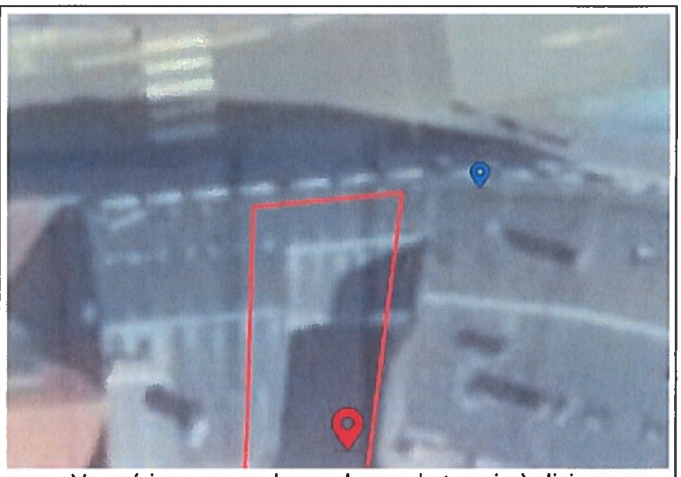
Cession d'un lot-volume dans le cadre d'une régularisation cadastrale. Cession à l'euro symbolique envisagée.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_4-DE

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

### 4.1. Situation générale

Cadastre : Parcelle 79 de la section 5.


Vue aérienne : porche au-dessus du terrain à diviser

Le lot-volume concerné par l'opération est situé à Saint-Avold, une commune membre de la communauté d'agglomération « Saint-Avold Synergie », dans l'arrondissement de Forbach-Boulay, en Moselle.

### 4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Le lot-volume concerné se trouve entre deux parcelles bâties (n°33 de la section 5 et 87 de la section 6), donnant sur la rue Hirschauer. Il enjambe une portion de la rue de la Montagne, une voie carrossable se terminant en impasse.

### 4.3. Références cadastrales

Section 5 parcelle n°79, pour lot-volume « aérien », d'une superficie d'approximativement 39 ca[1].

### 4.4. Descriptif

De forme quadrangulaire, le lot-volume concerné par cette cession correspond au premier et au deuxième étages d'un immeuble ancien, enjambant la voirie. Le lot-volume d'assiette, correspondant à la voirie, allant juridiquement du tréfonds de la parcelle, jusqu'à l'intrados du porche construit, restera dans le domaine public communal.

1 PV d'arpentage du 21 novembre 2023.


Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_4-DE

## 5 – SITUATION JURIDIQUE

### 5.1. Propriétaire

Commune de Saint-Avold.

### 5.2. Situation locative

État libre. L'estimation a été réalisée « à l'état libre ».

## 6 - URBANISME

La commune dispose d'un document d'urbanisme depuis 1981. Modifié à plusieurs reprises, la dernière mise à jour a été approuvée le 23 juin 2021. La modification prescrite en février 2022 a été approuvée le 31 janvier 2023.

D'après le règlement graphique, le lot-volume concerné est situé en zone « Ua » du PLU. La zone « U » est une zone urbaine, qui comprend de l'habitat, des services, des activités diverses et des équipements publics. La zone « Ua » concerne plus particulièrement le centre ancien de la commune. Les règles urbanistiques sont celles qui sont généralement appliquées dans ce type de zone. Le terrain est donc théoriquement constructible, mais sa constructibilité réelle est quasi nulle, du fait de sa nature de voirie.

## 7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

Considérant que la situation existante est assimilable à un empiétement sur le domaine public, la valeur du lot-volume cessible a été déterminée en fonction du terrain sous-jacent. L'évaluation a donc été réalisée par la **méthode de comparaison**, à partir d'une étude du marché foncier local, en recherchant des termes de comparaison récents, sur la commune. La méthode de comparaison directe, s'appuyant sur les prix unitaires, a été privilégiée.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_4-DE

## 8 - ÉTUDE DE MARCHÉ

La valeur vénale du terrain a été déterminée en recherchant des transactions récentes sur le marché foncier local. Les dernières ventes de terrains à constructibilité réduite ont été ciblées sur la zone « Ua ». À défaut de ventes récentes dans cette zone, des ventes de terrains du même type ont également été retenues sur les zones « Ub » et « Ud », des zones comparables à Saint-Avold.

| Localisation | Date de la transaction | Section | Parcelle | Zone | Superficie | Prix | Prix unitaire | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| SAINT-AVOLD<br>6 rue des Généraux Altmayer | 23/12/2021 | 11<br>11 | 103<br>105 | Uc | 13,49 a | 12 000,00 € | 889,55 €/a | *Terrain constructible non aménagé* |
| SAINT-AVOLD<br>Chemin du Bleiberg | 15/02/2021 | 26 | 174 | Uc | 2,03 a | 500,00 € | 246,31 €/a | *Terrain à constructibilité réduite* |
| SAINT-AVOLD<br>11B Rue du Commandant Charcot | 08/10/2020 | 19<br>19<br>19 | 1008<br>1009<br>1011 | Ub | 2,46 a | 1 845,00 € | 750,00 €/a | *Terrain à constructibilité réduite* |
| SAINT-AVOLD<br>Av de L'Etang (Cité Huchet) | 14/08/2020 | 47 | 2038 | Ud | 6,99 a | 6 990,00 € | 1 000,00 €/a | *Terrain constructible non aménagé* |

L'analyse des transactions portant sur des terrains à constructibilité réduite montre un marché assez homogène. Les prix unitaires vont de 246 €/a à 1 000 €/are, en fonction de la configuration des parcelles, et de leur accessibilité, des valeurs habituelles dans ce secteur, pour ce type de terrains[2].

## 9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur du terrain devrait se situer entre 246 €/a et 1 000 €/are. Vu la la nature du terrain, une voie carrossable, de facto non constructible, la valeur basse de 250 €/a, comprise dans cette fourchette estimative, pourra être retenue.

Sur cette base, la valeur vénale du lot-volume cessible peut se calculer de cette manière :

| Références cadastrales | Emprise concernée | x | Prix unitaire | = | Valeur (HT) |
|---|---|---|---|---|---|
| Section 5 parcelle 79 | 0,39 are | x | 250,00 €/are | = | 97,50 € |
| | | | *Montant arrondi à* | | **100,00 €** |

Sur la base de 0,39 are, la valeur vénale du lot-volume s'établit ainsi à 97 ,50 €, montant arrondi à **100,00 €**. Cette valeur est exprimée hors taxes et hors droits.

2 Ces valeurs correspondent à des valeurs de 2e ou 3e zones pour des terrains non aménagés.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_4-DE

## 10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable 18 mois.

## 11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des informations communiquées par le consultant, et des éléments en possession du service à la date du présent avis.

## 12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs, conformément à la loi du 17 juillet 1978, sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles. Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel. En cas de communication publique, il appartient au destinataire de cet avis d'occulter les données concernées.

**Pour le Directeur départemental des Finances Publiques et par délégation,**

**Alain BASTIEN**

**Inspecteur des Finances Publiques**

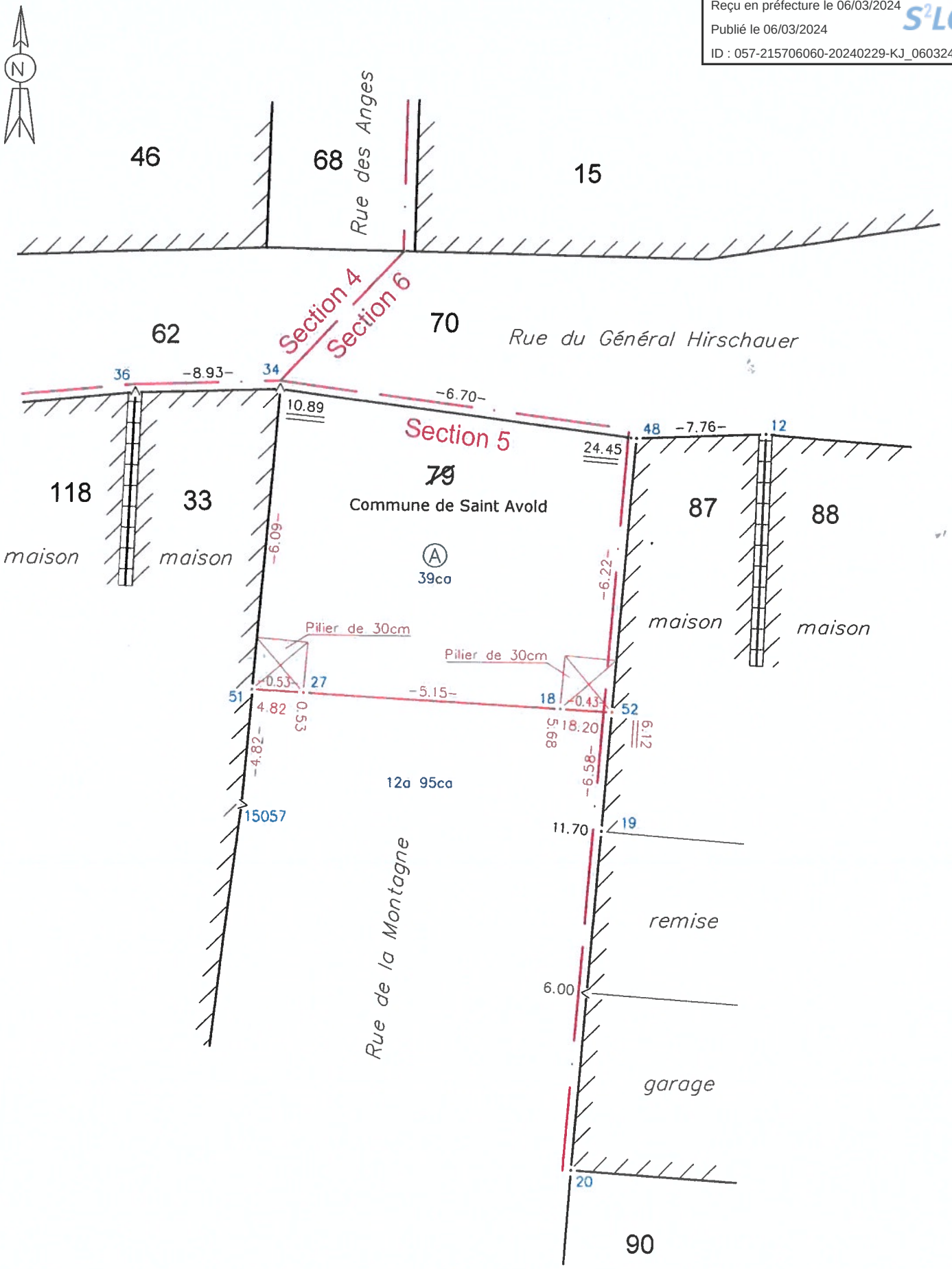
Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_4-DE

idem à transférer aux consorts GELÉ (SCI JEFCAT)

idem conservé par la ville à classer dans le domaine public.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal du 29 février 2024
PT 4. DOMAINE – RÉGULARISATION FONCIÈRE DE LA SITUATION DU PORCHE ET DE LA RUELLE RELIANT LA RUE HIRSCHAUER À LA RUE DE LA MONTAGNE AU PROFIT DE LA SCI JEFCAT.
Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_4-DE




**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal du 29 février 2024**
**PT 4. DOMAINE – RÉGULARISATION FONCIÈRE DE LA SITUATION DU PORCHE ET DE LA RUELLE RELIANT LA RUE HIRSCHAUER À LA RUE DE LA MONTAGNE AU PROFIT DE LA SCI JEFCAT.**
Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_4-DE

Les informations contenues sur les cartes ne sont pas contractuelles, elles ne peuvent en aucun cas engager la responsabilité de la collectivité.

Ruelle concernée

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal du 29 février 2024**
**PT 4. DOMAINE – RÉGULARISATION FONCIÈRE DE LA SITUATION DU PORCHE ET DE LA RUELLE RELIANT LA RUE HIRSCHAUER À LA RUE DE LA MONTAGNE AU PROFIT DE LA SCI JEFCAT.**
Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_5-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
**VILLE DE SAINT-AVOLD**
(Moselle)
**EXTRAIT**
du registre des délibérations du Conseil municipal
**Séance du 29 février 2024**

| N°d'ordre | Conseillers élus | | 33 | | Mmes et MM les Conseillers municipaux | | | | | | | | Conseillers en exercice | 33 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Présents | 20 | Présent | Absent | ordre | | Présent | Absent | ordre | | Présent | Absent | Absents | 13 |
| | M. René STEINER | | X | | 1 | M. Jean-Claude BREM | | X | 13 | M. Ismail AJDID | | X | Absent ayant donné procuration à des membres présents | |
| | | | | | 2 | Mme BECKER BARDELMANN | X | | 14 | Mme Solène LALLEMENT | X | | M.KASSAB à M LE MAIRE | |
| | Mmes et MM les Adjoints | | | | 3 | Mme Hermine MALAMANE | X | | 15 | M.André WOJCIECHOWSKI | | X | M.LETULLIER à Mme BECKER | |
| 1 | M. Umit YILDIRIM | | X | | 4 | Mme Genev. MATHE-HERMAL | | X | 16 | Mme Nathalie PILI | | X | Mme ANNECCA BECKA à M.YILDIRIM | |
| 2 | Mme Raymonde SCHWEITZER | | X | | 5 | M. Antoine PELLEGRINI | X | | 17 | Mme Valentine BORRACCIA | | X | M.WOJCIECHOWSKI à M.ATMANIA | |
| 3 | M. Pascal LAUER | | X | | 6 | M. Alain LETULLIER | | X | 18 | Mme Edahbia NACIRI | | X | M.BREM à M.LAUER | |
| 4 | Mme Amandine GUERIN | | X | | 7 | M.Gaetan VECCHIO | | X | 19 | M.Tristan ATMANIA | X | | Mme MATHE à Mme SCHWEITZER | |
| 5 | M. Lothaire GAUDIG | | X | | 8 | M. Olivier MOUTON | | X | 20 | Mme Mireille STELMASZYK | X | | Mme NACIRI à M.CHAALAL | |
| 6 | Mme Virginie SPIR | | X | | 9 | Mme Christine KLEIN MORAWSKI | X | | 21 | M.Mohamed CHAALAL | X | | M.VECCHIO à Mme MESNIER | |
| 7 | M. Pascal HELFENSTEIN | | X | | 10 | M. Kevin HERBIVO | | X | 22 | Mme Bérangère MESNIER | X | | M.MOUTON à Mme SPIR | |
| 8 | Mme EISENBARTH BETTINGER | | X | | 11 | Mme Najia BOUCHENGA | X | | 23 | Mme Marie Lyne LINDAUER | X | | | |
| | | | | | 12 | Mme Sophie ANNECCA-BECKA | | X | 24 | M.Georges KASSAB | | X | Absents n'ayant pas donné procuration à des membres présents non excusés | |
| | TOTAL PRESENTS | | 9 | | | TOTAL PRESENTS | 5 | | | TOTAL PRESENTS | 6 | | Mme BORRACCIA | |
| | TOTAL ABSENTS | | 0 | | | TOTAL ABSENTS | 7 | | | TOTAL ABSENTS | 6 | | Mme PILI | |
| Observation: | | | | | | | | | | | | | M.HERBIVO | |
| | | | | | | | | | | | | | M.AJDID | |

## 5.DOMAINE – CESSION D'UNE PARCELLE COMMUNALE SITUÉE RUE LEMIRE AU PROFIT DU CONSEIL DE FABRIQUE.

Exposé de Mme MALAMANE, Conseillère municipale, rapporteur.

La commune de Saint-Avold est propriétaire d'une parcelle située rue Lemire, cadastrée comme suit :

**Ban de Saint-Avold**
Section 28 n° 507 – 4 a 36 ca

Dans le cadre de la construction du nouveau centre missionnaire à cette même adresse, le Conseil de Fabrique Saint-Nabor de Saint-Avold, représenté par sa présidente Madame Marie-Bernadette HAAG, sollicite son acquisition.

En effet, cette parcelle communale jouxtant la propriété du Conseil de Fabrique, lui permettrait de créer un accès supplémentaire à sa nouvelle structure, ainsi qu'une dizaine de places de stationnement perméables (conformément aux normes environnementales en vigueur).

L'estimation des domaines du 28 novembre 2023 conclut à une valeur vénale du bien de 500 € l'are, soit un total de 2 180 €.

Toutefois, le demandeur souhaite acquérir le terrain à l'euro symbolique, dans la mesure où ce dernier a été cédé par le Conseil de Fabrique à la commune en date du 5 mars 2009, également à l'euro symbolique.

En effet, à cette époque, la municipalité avait un projet d'extension du parking de l'Hôpital Lemire. Cependant, étant donné la baisse d'activité du centre hospitalier ces dernières années, ce projet est aujourd'hui abandonné.


Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_5-DE

La commune n'ayant plus l'utilité de ce terrain, il a été décidé d'accéder à cette demande d'acquisition.

Ceci étant exposé, vos commissions urbanisme/foncier/gestion domaniale et des finances vous proposent :

a) de céder, en l'état, au Conseil de Fabrique Saint-Nabor de Saint-Avold, dont le siège social se trouve 5 rue du Général de Gaulle à SAINT-AVOLD, représenté par sa présidente Madame Marie-Bernadette HAAG, la parcelle communale cadastrée :

**Ban de Saint-Avold**
Section 28 n° 507 – 4 a 36 ca
Total : 4 a 36 ca

b) de fixer le prix de cession à 1 € symbolique, payable comptant à la signature de l'acte de vente, les frais de notaire restant à la charge de l'acquéreur ;

c) d'inscrire dans l'acte de vente, une servitude de non constructibilité sur la partie Nord de la parcelle, à l'emplacement où passent les différents réseaux (plan annexé) ;

d) d'imposer à l'acquéreur de préserver les arbres anciens présents sur le terrain et de sauvegarder la tombe de l'Abbé Lemire, se trouvant sur une emprise enclavée dans le terrain objet du projet de cession, dans la mesure où cette dernière est toujours la propriété de la famille d'Auguste Lemire ;

e) de rappeler à l'acquéreur que son projet de création d'un accès et d'un parking devra obligatoirement faire l'objet d'une demande de permis de construire modificatif ;

f) d'autoriser Monsieur le Maire à comparaître à l'acte de cession à intervenir et plus généralement de le charger de l'exécution de la présente délibération.

Décision du Conseil municipal : Adoptée à la majorité.

A noter 1 abstention de Mme MESNIER uniquement pour son mandant M. VECCHIO.

Pour extrait conforme
Saint-Avold, le 9 novembre 2023
Pour le Maire absent,
Le 1er adjoint délégué,

U. YILDIRIM

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_5-DE
7302 - SD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

FINANCES PUBLIQUES

**Direction Générale des Finances Publiques**
**Direction des Finances publiques de la Moselle**
Pôle d'évaluation domaniale
1 rue François de Curel
BP 41 054
57 036 METZ Cedex 1
Mél : ddfip57.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

**POUR NOUS JOINDRE**

Affaire suivie par : Alain BASTIEN
Courriel : alain.bastien1@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03 87 52 96 65
Réf : 14799363 /2023-57606-84071

Metz, le 28 novembre 2023

**Le Directeur départemental des Finances publiques de la Moselle**

**à**

**Monsieur le Maire**
**Commune de Saint-Avold**

# AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

| | |
|---|---|
| **Nature de l'opération :** | Cession foncière. |
| **Localisation du terrain :** | Rue Lemire, 57 500 Saint-Avold, Moselle. |
| **Valeur vénale :** | **500 €/a (HT).** |

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_5-DE

## 1 - CONSULTANT

**Consultant** : Commune de Saint-Avold.

**Affaire suivie par** : Mme Émilie LAUER-MEYER, Responsable du service « Urbanisme et Foncier ».

## 2 - DATES DE SUIVI

| | |
|---|---|
| Date de consultation : | 30 octobre 2023 |
| Date de report négocié : | - |
| Date de visite : | - |
| Date du dossier complet : | 30 octobre 2023 |

## 3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

### 3.1. Nature de l'opération

| | |
|---|---|
| Cession : | ☒ |
| Acquisition : | amiable ☐<br>par voie de préemption ☒<br>par voie d'expropriation ☐ |
| Autre opération : | |

### 3.2. Nature de la saisine

| | |
|---|---|
| Réglementaire : | ☒ |
| Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 : | ☐ |
| Autre évaluation facultative | ☐ |

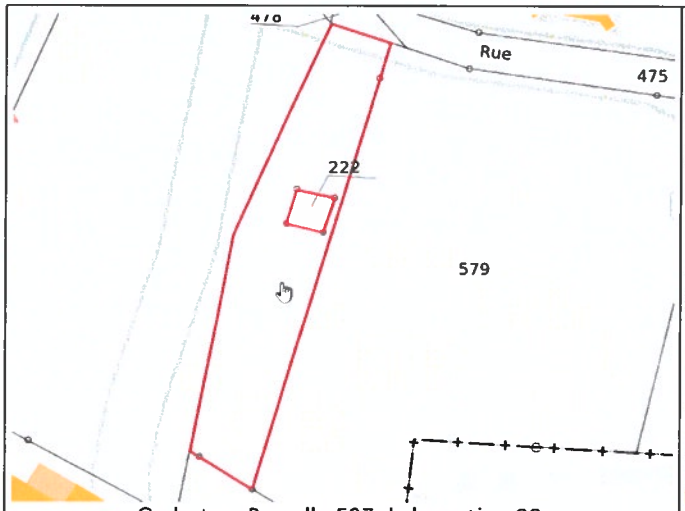
### 3.3. Projet et prix envisagé

Cession d'un terrain communal. Le Conseil de Fabrique de la Paroisse de Saint-Avold souhaiterait acquérir le terrain, dans le cadre de la construction d'un nouveau centre missionnaire.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_5-DE

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

### 4.1. Situation générale



Cadastre : Parcelle 507 de la section 28.

Vue aérienne : terrain en nature d'espace vert avec chapelle funéraire.

Le terrain est situé à Saint-Avold, une commune membre de la communauté d'agglomération « Saint-Avold Synergie », dans l'arrondissement de Forbach-Boulay, en Moselle.

### 4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Le terrain se trouve précisément rue Lemire, entre un parking communal et une parcelle appartenant au Conseil de Fabrique.

### 4.3. Références cadastrales

Section 28 parcelle 507, d'une contenance de 4 a 36 ca.

### 4.4. Descriptif

Le terrain mesure approximativement 50 mètres de long pour approximativement 9 mètres de large. La parcelle 507 a la particularité d'avoir, en son centre, une parcelle enclavée (222), supportant une chapelle funéraire. Cette particularité patrimoniale rend difficile toute nouvelle construction.

## 5 – SITUATION JURIDIQUE

### 5.1. Propriétaire

Commune de Saint-Avold.

### 5.2. Situation locative

État libre. L'estimation a été réalisée « à l'état libre ».

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_5-DE

## 6 - URBANISME

La commune dispose d'un document d'urbanisme depuis 1981. Modifié à plusieurs reprises, la dernière mise à jour a été approuvée le 23 juin 2021. La modification prescrite en février 2022 a été approuvée le 31 janvier 2023. D'après le règlement graphique, le terrain concerné est situé en zone « Uc » du PLU. La zone « U » est une zone Urbaine, qui comprend de l'habitat, des services, des activités diverses et des équipements publics. La zone « Uc » concerne plus particulièrement les extensions naturelles du centre-ville, où les services, l'habitat, les activités et les équipements collectifs se côtoient. Les règles urbanistiques sont celles qui sont généralement appliquées dans ce type de zone. Le terrain est donc théoriquement constructible, mais sa constructibilité réelle est très réduite, du fait de sa configuration et de la présence d'un édicule en son centre.

## 7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

L'évaluation a été réalisée par la **méthode de comparaison**, à partir d'une étude du marché foncier local, en recherchant des termes de comparaison récents, sur la commune. La méthode de comparaison directe, s'appuyant sur les prix unitaires, a été privilégiée.

## 8 - ÉTUDE DE MARCHÉ

La valeur vénale du terrain a été déterminée en recherchant des transactions récentes sur le marché foncier local. Les dernières ventes de terrains à constructibilité réduite ont été ciblées sur la zone « Uc ». Des ventes de terrains du même type ont également été retenues sur les zones « Ub » et « Ud », des zones comparables à Saint-Avold.

| Localisation | Date de la transaction | Section | Parcelle | Zone | Superficie | Prix | Prix unitaire | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| SAINT-AVOLD<br>6 rue des Généraux Altmayer | 23/12/2021 | 11<br>11 | 103<br>105 | Uc | 13,49 a | 12 000,00 € | 889,55 €/a | *Terrain constructible non aménagé* |
| SAINT-AVOLD<br>Chemin du Bleiberg | 15/02/2021 | 26 | 174 | Uc | 2,03 a | 500,00 € | 246,31 €/a | *Terrain à constructibilité réduite* |
| SAINT-AVOLD<br>11B Rue du Commandant Charcot | 08/10/2020 | 19<br>19<br>19 | 1008<br>1009<br>1011 | Ub | 2,46 a | 1 845,00 € | 750,00 €/a | *Terrain à constructibilité réduite* |
| SAINT-AVOLD<br>Av de L'Etang (Cité Huchet) | 14/08/2020 | 47 | 2038 | Ud | 6,99 a | 6 990,00 € | 1 000,00 €/a | *Terrain constructible non aménagé* |

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_5-DE

L'analyse des transactions portant sur des terrains à constructibilité réduite montre un marché assez homogène. Les prix unitaires vont de 246 €/a à 1 000 €/are, en fonction de la configuration des parcelles, et de leur accessibilité, des valeurs habituelles dans ce secteur, pour ce type de terrains[1].

## 9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur de la parcelle 507 devrait se situer entre 246 €/a et 1 000 €/are. Vu la configuration du terrain et l'enclavement de la parcelle 222, la valeur basse de 500 €/a, comprise dans cette fourchette estimative, pourra être retenue.

Sur cette base, la valeur vénale de la parcelle 507 peut se calculer de cette manière :

| Références cadastrales | Zone | Contenance | x | Prix unitaire | = | Valeur (HT) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Section 28 parcelle 507 | Uc | 4,36 are | x | 500,00 €/are | = | 2 180,00 € |

Sur la base de 4,36 ares, la valeur vénale de la parcelle s'établit ainsi à 2 180,00 €. Cette valeur est exprimée hors taxes et hors droits.

## 10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable 12 mois.

## 11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des informations communiquées par le consultant, et des éléments en possession du service à la date du présent avis.

## 12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs, conformément à la loi du 17 juillet 1978, sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles. Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel. En cas de communication publique, il appartient au destinataire de cet avis d'occulter les données concernées.

1 Ces valeurs correspondent à des valeurs de 2e ou 3e zones pour des terrains non aménagés.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_5-DE

**Pour le Directeur départemental des Finances Publiques et par délégation,**

**Alain BASTIEN**

**Inspecteur des Finances Publiques**

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_5-DE

Saint-Avold Synergie

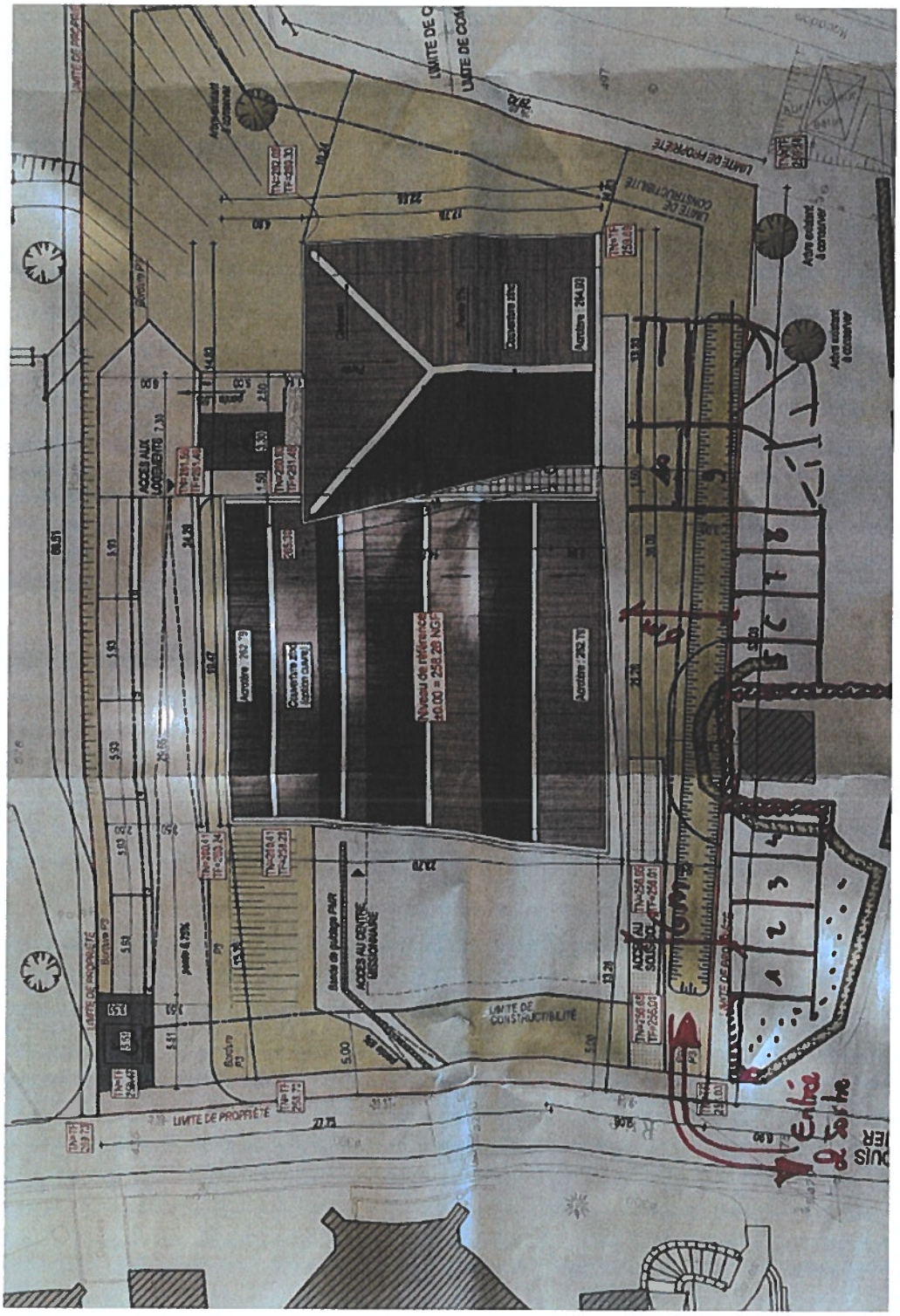
Les informations contenues sur les cartes ne sont pas contractuelles, elles ne peuvent en aucun cas engager la responsabilité de la collectivité.

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal du 29 février 2024**
**PT 5. DOMAINE – CESSION D'UNE PARCELLE COMMUNALE SITUÉE RUE LEMIRE AU PROFIT DU CONSEIL DE FABRIQUE.**
Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_5-DE

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal du 29 février 2024**
**PT 5. DOMAINE – CESSION D'UNE PARCELLE COMMUNALE SITUÉE RUE LEMIRE AU PROFIT DU CONSEIL DE FABRIQUE.**
Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_5-DE




**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal du 29 février 2024**
**PT 5. DOMAINE – CESSION D'UNE PARCELLE COMMUNALE SITUÉE RUE LEMIRE AU PROFIT DU CONSEIL DE FABRIQUE.**
Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_6-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
**VILLE DE SAINT-AVOLD**
(Moselle)
**EXTRAIT**
du registre des délibérations du Conseil municipal
**Séance du 29 février 2024**

| N°ordre | Conseillers élus | 33 | Présent | Absent | ordre | Mmes et MM les Conseillers municipaux | Présent | Absent | ordre | | Présent | Absent |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Présents** | **20** | | | 1 | M. Jean-Claude BREM | | X | 13 | M. Ismail AJDID | | X |
| | M. René STEINER | | X | | 2 | Mme BECKER BARDELMANN | X | | 14 | Mme Solène LALLEMENT | X | |
| | **Mmes et MM les Adjoints** | | | | 3 | Mme Hermine MALAMANE | X | | 15 | M.André WOJCIECHOWSKI | | X |
| 1 | M. Umit YILDIRIM | | X | | 4 | Mme Genev. MATHE-HERMAL | | X | 16 | Mme Nathalie PILI | | X |
| 2 | Mme Raymonde SCHWEITZER | | X | | 5 | M. Antoine PELLEGRINI | X | | 17 | Mme Valentine BORRACCIA | | X |
| 3 | M. Pascal LAUER | | X | | 6 | M. Alain LETULLIER | | X | 18 | Mme Edahbia NACIRI | | X |
| 4 | Mme Amandine GUERIN | | X | | 7 | M.Gaetan VECCHIO | | X | 19 | M.Tristan ATMANIA | X | |
| 5 | M. Lothaire GAUDIG | | X | | 8 | M. Olivier MOUTON | | X | 20 | Mme Mireille STELMASZYK | X | |
| 6 | Mme Virginie SPIR | | X | | 9 | Mme Christine KLEIN MORAWSKI | X | | 21 | M.Mohamed CHAALAL | X | |
| 7 | M. Pascal HELFENSTEIN | | X | | 10 | M. Kevin HERBIVO | | X | 22 | Mme Bérangère MESNIER | X | |
| 8 | Mme EISENBARTH BETTINGER | | X | | 11 | Mme Najia BOUCHENGA | X | | 23 | Mme Marie Lyne LINDAUER | X | |
| | | | | | 12 | Mme Sophie ANNECCA-BECKA | | X | 24 | M.Georges KASSAB | | X |
| | TOTAL PRESENTS | 9 | | | | TOTAL PRESENTS | 5 | | | TOTAL PRESENTS | 6 | |
| | TOTAL ABSENTS | 0 | | | | TOTAL ABSENTS | 7 | | | TOTAL ABSENTS | 6 | |

Observation:

| Conseillers en exercice | 33 |
|---|---|
| **Absents** | **13** |

**Absent ayant donné procuration à des membres présents**
M.KASSAB à M LE MAIRE
M.LETULLIER à Mme BECKER
Mme ANNECCA BECKA à M.YILDIRIM
M.WOJCIECHOWSKI à M.ATMANIA
M.BREM à M.LAUER
Mme MATHE à Mme SCHWEITZER
Mme NACIRI à M.CHAALAL
M.VECCHIO à Mme MESNIER
M.MOUTON à Mme SPIR

**Absents n'ayant pas donné procuration à des membres présents non excusés**
Mme BORRACCIA
Mme PILI
M.HERBIVO
M.AJDID

## 6.ZONES D'ACCÉLÉRATION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES (ZAENR).

Exposé de M. HELFENSTEIN, Adjoint, rapporteur.

Par délibération du 19 décembre 2023, point n° 7, le conseil municipal a entrepris la réflexion sur la définition des ZAENR sur le ban communal, comme l'impose la loi dite APER.

Une consultation du public a été effectuée selon les dispositions de la délibération visée ci-dessus et conformément à la loi.

Aussi,

Vu la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, notamment son article 15 ;

Considérant qu'aucune remarque n'ait été faite par le public ;

Il vous est proposé de délibérer comme suit :

Le conseil municipal :

a) définit comme zones d'accélération des énergies renouvelables de la commune, les zones figurant sur le plan annexé à la présente ;

b) valide la transmission de la cartographie de ces zones à Monsieur le Sous-préfet, référent préfectoral à l'instruction des énergies renouvelables et des projets industriels nécessaires à la transition énergétique du Département de la Moselle, ainsi qu'à l'Établissement Public de Coopération Intercommunal, dont est membre la


Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_6-DE

commune ;

c) valide le principe de l'intégration de ces zones dans le document d'urbanisme de la commune dès que la cartographie départementale sera arrêtée, en application du II de l'article L. 153-31 du code de l'urbanisme ;

d) charge Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Décision du Conseil municipal : Adoptée à la majorité.

A noter : 1 abstention de Mme MESNIER uniquement pour son mandant M. VECCHIO.

Pour extrait conforme
Saint-Avold, le 05 mars 2024
Pour le Maire absent,
Le 1er adjoint délégué,

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_6-DE

SAINT-AVOLD

# ANNEXE 2 : LÉGENDE DÉTAILLÉE CARTOGRAPHIE

# ZONE D'ACCÉLÉRATION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

## Photovoltaïque :

Installations photovoltaïques au sol

Installations photovoltaïques en toiture : à noter que toutes les toitures et façades des bâtiments publics et privés sont inclus d'office dans les zones d'accélération.

Ombrières sur parkings : Etant précisé que tous les parkings publics et privés sont inclus d'office dans les zones d'accélération.

## Chaleur renouvelable :

Chaleur renouvelable (cogénération, biomasse, géothermie...)

Chaufferies existantes + projetées

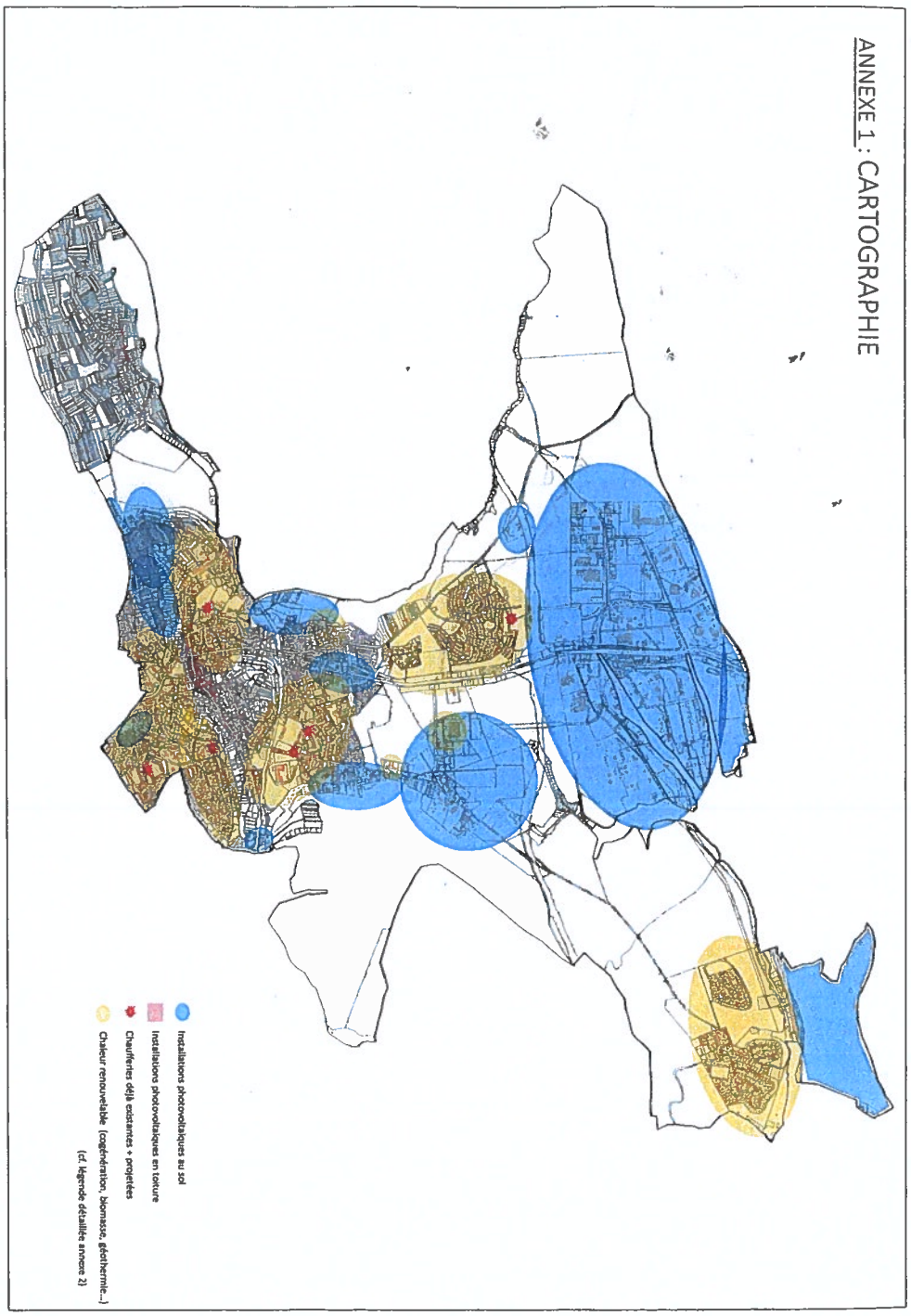
En raison de certaines contraintes et/ou d'un potentiel insuffisant, les énergies suivantes n'ont pas été retenues pour être cartographiées :

- Eolienne ;
- Méthanisation ;
- Hydroélectricité ;

NOTA : la définition d'une zone ne signifie pas la réalisation certaine d'un projet sur celle-ci. En effet, tout projet devra préalablement faire l'objet d'une autorisation d'urbanisme, et répondre à toutes les contraintes règlementaires en vigueur : respect des espaces protégés, sensibles, des forêts de protection, des espaces boisés classés, des ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique), du plan local d'urbanisme, de la distance minimale avec les habitations etc.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_6-DE

ANNEXE 1 : CARTOGRAPHIE



Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_7-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
**VILLE DE SAINT-AVOLD**
(Moselle)
**EXTRAIT**
du registre des délibérations du Conseil municipal
**Séance du 29 février 2024**

| N°d'ordre | Conseillers élus | | 33 | | Mmes et MM les Conseillers municipaux | | | | | | | | Conseillers en exercice | 33 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Présents | 20 | Présent | Absent | ordre | | Présent | Absent | ordre | | Présent | Absent | Absents | 13 |
| | M. René STEINER | | X | | 1 | M. Jean-Claude BREM | | X | 13 | M. Ismail AJDID | | X | Absent ayant donné procuration à des membres présents | |
| | | | | | 2 | Mme BECKER BARDELMANN | X | | 14 | Mme Solène LALLEMENT | X | | M.KASSAB à M LE MAIRE | |
| | Mmes et MM les Adjoints | | | | 3 | Mme Hermine MALAMANE | X | | 15 | M.André WOJCIECHOWSKI | | X | M.LETULLIER à Mme BECKER | |
| 1 | M. Umit YILDIRIM | | X | | 4 | Mme Genev. MATHE-HERMAL | | X | 16 | Mme Nathalie PILI | | X | Mme ANNECCA BECKA à M.YILDIRIM | |
| 2 | Mme Raymonde SCHWEITZER | | X | | 5 | M. Antoine PELLEGRINI | X | | 17 | Mme Valentine BORRACCIA | | X | M.WOJCIECHOWSKI à M.ATMANIA | |
| 3 | M. Pascal LAUER | | X | | 6 | M. Alain LETULLIER | | X | 18 | Mme Edahbia NACIRI | | X | M.BREM à M.LAUER | |
| 4 | Mme Amandine GUERIN | | X | | 7 | M.Gaetan VECCHIO | | X | 19 | M.Tristan ATMANIA | X | | Mme MATHE à Mme SCHWEITZER | |
| 5 | M. Lothaire GAUDIG | | X | | 8 | M. Olivier MOUTON | | X | 20 | Mme Mireille STELMASZYK | X | | Mme NACIRI à M.CHAALAL | |
| 6 | Mme Virginie SPIR | | X | | 9 | Mme Christine KLEIN MORAWSKI | X | | 21 | M.Mohamed CHAALAL | X | | M.VECCHIO à Mme MESNIER | |
| 7 | M. Pascal HELFENSTEIN | | X | | 10 | M. Kevin HERBIVO | | X | 22 | Mme Bérangère MESNIER | X | | M.MOUTON à Mme SPIR | |
| 8 | Mme EISENBARTH BETTINGER | | X | | 11 | Mme Najia BOUCHENGA | X | | 23 | Mme Marie Lyne LINDAUER | X | | Absents n'ayant pas donné procuration à des membres présents non excusés | |
| | | | | | 12 | Mme Sophie ANNECCA-BECKA | | X | 24 | M.Georges KASSAB | | X | Mme BORRACCIA | |
| | TOTAL PRESENTS | | 9 | | | TOTAL PRESENTS | 5 | | | TOTAL PRESENTS | 6 | | Mme PILI | |
| | TOTAL ABSENTS | | 0 | | | TOTAL ABSENTS | 7 | | | TOTAL ABSENTS | 6 | | M.HERBIVO | |
| Observation: | | | | | | | | | | | | | M.AJDID | |

## 7.DOMAINE : ACQUISITION DE LA PARCELLE SUR LAQUELLE EST IMPLANTÉ L'ANCIEN CENTRE D'APPELS APPARTENANT À LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION SAINT-AVOLD SYNGERIE (CASAS), SITUÉE 10 RUE VICTOR DEMANGE.

Exposé de M. Le Maire, rapporteur.

La commune dispose d'une cantine scolaire, située rue de l'Ermitage, recevant actuellement les élèves des écoles maternelles et élémentaires de la ville.

Toutefois, il s'avère que celle-ci n'est plus aux normes et que de très importants travaux sont indispensables et obligatoires pour la remettre en conformité. De plus, sa configuration n'est plus adaptée aux besoins actuels, et sa superficie est devenue insuffisante.

Par ailleurs, l'école élémentaire Pierre Frisch, située au centre-ville, est fermée depuis le 30 juin 2023, pour une durée indéterminée, en raison de graves problèmes structurels.

Aussi, une réflexion est menée afin de trouver un nouveau site pouvant accueillir ces structures devenues vétustes, voire inutilisables.

Dans ce cadre, la communauté d'agglomération Saint-Avold Synergie (CASAS) est propriétaire de la parcelle sur laquelle est implanté le bâtiment de l'ancienne centrale d'appels « WEBHELP », à savoir, le terrain cadastré :

Ban de Saint-Avold
Lieudit « 10 rue Victor Demange »
Section 24 n° 76 – 67a 17ca

d'une superficie de 883 m², libre de toute occupation, qu'elle souhaite vendre.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_7-DE

Au vu de sa surface et de son emplacement privilégié au [illegible] du centre-ville et disposant de facilités d'accès, ce site pourrait convenir à la construction d'un nouveau groupe scolaire et d'une cantine.

En conséquence, son acquisition est envisagée par la municipalité.

Considérant que ce projet est nécessaire et d'intérêt général, il y a lieu d'engager une négociation du prix de vente avec Monsieur Salvatore COSCARELLA, Président de la CASAS.

Considérant que cette procédure est préconisée par le pôle d'évaluation du domaine de Metz, qui a précisé ne pas s'opposer au tarif qui serait convenu entre la collectivité et la CASAS.

Il vous est proposé d'autoriser Monsieur le Maire à entrer en pourparlers avec le Président de la CASAS, afin de convenir du meilleur prix d'acquisition du bien en question, dans l'intérêt de la commune, étant précisé qu'une seconde délibération sera présentée aux membres de l'assemblée délibérante, pour valider le prix négocié, et plus généralement le projet dans son ensemble.

Décision du Conseil municipal : Adoptée à la majorité.

A noter :

2 abstentions de Mme STELMASZYK et de Mme MESNIER uniquement pour son mandant M. VECCHIO et 2 votes contre, M. ATMANIA et son mandant M. WOJCIECHOWSKI.

Pour extrait conforme
Saint-Avold, le 05 mars 2024
Pour le Maire absent,
Le 1er adjoint délégué,

MAIRIE DE SAINT-AVOLD 57500

M. YILDIRIM

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_7-DE




Parcelle à acquérir appartenant à la CASAS

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal du 29 février 2024**
**PT 7. DOMAINE : ACQUISITION DE LA PARCELLE SUR LAQUELLE EST IMPLANTÉ L'ANCIEN CENTRE D'APPELS APPARTENANT À LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION SAINT-AVOLD SYNGERIE (CASAS), SITUÉE 10 RUE VICTOR DEMANGE.**
Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_8-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
**VILLE DE SAINT-AVOLD**
(Moselle)
**EXTRAIT**
du registre des délibérations du Conseil municipal
**Séance du 29 février 2024**

| N°d'ordre | Conseillers élus | 33 | Présent | Absent |
|---|---|---|---|---|
| | **Présents** | **20** | | |
| | M. René STEINER | | X | |
| | **Mmes et MM les Adjoints** | | | |
| 1 | M. Umit YILDIRIM | | X | |
| 2 | Mme Raymonde SCHWEITZER | | X | |
| 3 | M. Pascal LAUER | | X | |
| 4 | Mme Amandine GUERIN | | X | |
| 5 | M. Lothaire GAUDIG | | X | |
| 6 | Mme Virginie SPIR | | X | |
| 7 | M. Pascal HELFENSTEIN | | X | |
| 8 | Mme EISENBARTH BETTINGER | | X | |
| | TOTAL PRESENTS | | 9 | |
| | TOTAL ABSENTS | | 0 | |

| Mmes et MM les Conseillers municipaux | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ordre | | Présent | Absent | ordre | | Présent | Absent | ordre | | Présent | Absent |
| 1 | M. Jean-Claude BREM | | X | 13 | M. Ismail AJDID | | X | | | | |
| 2 | Mme BECKER BARDELMANN | X | | 14 | Mme Solène LALLEMENT | X | | | | | |
| 3 | Mme Hermine MALAMANE | X | | 15 | M.André WOJCIECHOWSKI | | X | | | | |
| 4 | Mme Genev. MATHE-HERMAL | | X | 16 | Mme Nathalie PILI | | X | | | | |
| 5 | M. Antoine PELLEGRINI | X | | 17 | Mme Valentine BORRACCIA | | X | | | | |
| 6 | M. Alain LETULLIER | | X | 18 | Mme Edahbia NACIRI | | X | | | | |
| 7 | M.Gaetan VECCHIO | | X | 19 | M.Tristan ATMANIA | X | | | | | |
| 8 | M. Olivier MOUTON | | X | 20 | Mme Mireille STELMASZYK | X | | | | | |
| 9 | Mme Christine KLEIN MORAWSKI | X | | 21 | M.Mohamed CHAALAL | X | | | | | |
| 10 | M. Kevin HERBIVO | | X | 22 | Mme Bérangère MESNIER | X | | | | | |
| 11 | Mme Najia BOUCHENGA | X | | 23 | Mme Marie Lyne LINDAUER | X | | | | | |
| 12 | Mme Sophie ANNECCA-BECKA | | X | 24 | M.Georges KASSAB | | X | | | | |
| | TOTAL PRESENTS | 5 | | | TOTAL PRESENTS | 6 | | | | | |
| | TOTAL ABSENTS | 7 | | | TOTAL ABSENTS | 6 | | | | | |

Observation:

| Conseillers en exercice | 33 |
|---|---|
| **Absents** | **13** |
| **Absent ayant donné procuration à des membres présents** | |
| M.KASSAB à M LE MAIRE | |
| M.LETULLIER à Mme BECKER | |
| Mme ANNECCA BECKA à M.YILDIRIM | |
| M.WOJCIECHOWSKI à M.ATMANIA | |
| M.BREM à M.LAUER | |
| Mme MATHE à Mme SCHWEITZER | |
| Mme NACIRI à M.CHAALAL | |
| M.VECCHIO à Mme MESNIER | |
| M.MOUTON à Mme SPIR | |
| **Absents n'ayant pas donné procuration à des membres présents non excusés** | |
| Mme BORRACCIA | |
| Mme PILI | |
| M.HERBIVO | |
| M.AJDID | |

## 8.DROITS D'AUTORISATION DE REPRODUCTION DES ARTICLES DU REPUBLICAIN LORRAIN.

Exposé de Mme SCHWEITZER, Adjointe, rapporteur.

La reproduction des articles du Républicain Lorrain intéressant Saint-Avold nécessite la souscription d'un contrat d'autorisation de reproduction avec le Centre Français d'exploitation du droit de Copie (CFC). Ce contrat pour un panorama de presse numérique interne entre en vigueur en 2024 et se renouvelle par tacite reconduction pour des périodes d'une année. La redevance reversée par le CFC au Républicain Lorrain est basée sur le nombre d'utilisateurs destinataires des articles reproduits. Le nombre maximum d'articles autorisés par le Républicain Lorrain est limité à 10% du contenu de chaque journal. En l'occurrence, la redevance annuelle révisable s'élève à 866,25 € TTC.

Compte tenu de ce qui précède, il vous est proposé après avis favorable de votre commission Culture, archives, devoir de mémoire, communication, patriotique et de votre commission des finances :

- d'autoriser M. le Maire à signer le contrat d'autorisation de reproduction et de représentation d'œuvres protégées - panorama de presse numérique interne, avec le Centre Français d'exploitation du droit de Copie.

Les crédits seront inscrits au budget primitif 2024 sur le compte 011/315-637.

Décision du Conseil municipal : Adoptée à la majorité.

A noter : 1 abstention de Mme MESNIER uniquement pour son mandant M. VECCHIO.

Pour extrait conforme
Saint-Avold, le 05 mars 2024
Pour le Maire absent,
Le 1er adjoint délégué,

U. YILDIRIM


Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_8-DE

CENTRE FRANÇAIS D'EXPLOITATION DU DROIT DE COPIE

# CONTRAT D'AUTORISATION DE REPRODUCTION ET DE REPRESENTATION D'ŒUVRES PROTEGEES

* * *

## PANORAMA DE PRESSE NUMERIQUE INTERNE

**ENTRE**

**Le Centre Français d'exploitation du droit de Copie,**
Société civile à capital variable,
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° D 330 285 875,
Dont le siège est 20, rue des Grands Augustins - 75006 PARIS,
Représenté par Madame Laura BOULET,
Gérante,

ci-après dénommé "**le CFC**"

**ET**

Raison sociale :
Forme juridique et capital .....
Immatriculé(e) au .....
Sous le n° .....
Dont le siège est .....,
Représenté(e) par .....
Fonction .....

ci-après dénommé(e) "**le cocontractant**"

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_8-DE

**PRÉAMBULE**

Le Centre Français d'exploitation du droit de Copie (CFC) est l'organisme de gestion collective agréé, conformément aux articles L.122-10 à L.122-12 du Code de la propriété intellectuelle, en matière de droit de reproduction par reprographie pour la Presse et le Livre.

Par ailleurs, des éditeurs de presse et de services de communication audiovisuelle ont confié au CFC la gestion des droits attachés à leurs publications et programmes pour l'utilisation de ceux-ci par des tiers sous forme de copies numériques. A cet effet, le CFC délivre, par contrat, aux utilisateurs, les autorisations de reproduction et de représentation dont ils ont besoin, en application de l'article L.122-4 du Code de la propriété intellectuelle.

**ARTICLE 1 – AUTORISATIONS**

**1.1. Œuvres concernées**
Les autorisations accordées aux termes du présent contrat visent les œuvres dont la liste figure au Répertoire numérique professionnel général du CFC, ci-après dénommé le « Répertoire », et qui constitue une partie intégrante de celui-ci. Ce Répertoire indique pour chaque œuvre les modalités d'autorisation. Le cocontractant reconnaît avoir pris connaissance de la version à jour du « Répertoire » sur le site Internet du CFC à l'adresse www.cfcopies.com.

Au sens du présent contrat, on entend par « œuvres » les publications (journaux et périodiques, français ou étrangers ainsi que les éditions numériques et sites Internet) et les programmes audio et vidéo figurant au « Répertoire ».

Le CFC peut mettre à jour en tant que de besoin la liste des œuvres figurant au « Répertoire » afin de tenir compte des apports de droits qu'il reçoit postérieurement à la date de signature du présent contrat. Le CFC notifie au cocontractant, notamment par courrier électronique, la modification dudit « Répertoire ». Tout nouvel apport de droit est réputé prendre effet au 1er jour du semestre calendaire en cours.

Dans l'hypothèse où l'éditeur d'une œuvre figurant au « Répertoire » du présent contrat viendrait à retirer au CFC la gérance des droits objets du présent contrat, le CFC notifiera par écrit au cocontractant la modification dudit « Répertoire ». Toutefois, une telle modification ne prend effet qu'au 1er janvier de l'année civile qui suit l'année en cours.

**1.2. Actes autorisés**
Aux termes du présent contrat et en application des dispositions de l'article L.122-4 du Code de la propriété intellectuelle, le CFC autorise le cocontractant à procéder, dans les limites et conditions définies ci-après, à la reproduction et la représentation des œuvres visées à l'article 1.1 du présent contrat en vue de leur diffusion aux utilisateurs autorisés.

Au sens du présent contrat, on entend par « utilisateurs autorisés », les salariés, agents, stagiaires et mandataires sociaux (personnes physiques) du cocontractant. Les « utilisateurs autorisés » peuvent être localisés en France ou à l'étranger.

L'autorisation vise les copies numériques d'articles de presse ou extraits audio et/ou vidéo réalisées sous forme de panoramas de presse tels que mentionnés à l'Annexe descriptive. Au sens du présent contrat, les "panoramas de presse" consistent dans la mise à disposition périodique de reproductions

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_8-DE

de ces articles et/ou extraits à une liste de destinataires prédéterminée.

Les panoramas de presse autorisés par le présent contrat peuvent être :

- Mis à disposition ou diffusés en interne via un réseau ou une messagerie. Au sens du présent contrat, on entend par « interne » un réseau local informatique du cocontractant dont l'accès et l'usage sont strictement réservés aux utilisateurs autorisés. Ce réseau peut également être accessible, par le biais des réseaux de télécommunication externes, à partir de sites distants ou même isolés (nomades). L'accès au réseau est alors protégé par des procédures d'identification qui en limitent l'utilisation aux seuls utilisateurs autorisés. La présente définition inclut l'utilisation d'une messagerie électronique, ainsi que des supports numériques amovibles (clé USB, disque dur externe, etc.) dès lors que la diffusion est limitée aux utilisateurs autorisés.

- Stockés, de manière temporaire, sur un support informatique, et imprimés en un exemplaire par consultation à partir des postes des utilisateurs autorisés.

Les reproductions et les représentations autorisées en dehors du territoire français ne concernent que le répertoire France. Pour les répertoires étrangers, les reproductions et les représentations autorisées sont celles uniquement diffusées sur le territoire français.

**1.3. Suspension des autorisations**

Dans l'hypothèse où les accords entre l'éditeur et les journalistes/auteurs d'une œuvre visée au « Répertoire » du présent contrat seraient suspendus ou interrompus, les autorisations prévues par le présent contrat pourront être suspendues à tout moment à la demande de l'éditeur concerné.

Cette suspension, qui fait l'objet d'une notification au cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception, comporte signification de l'interdiction, au moins temporaire, qui lui est faite de reproduire, stocker et mettre à disposition les articles de presse ou extraits audio et/ou vidéo concernés. La suspension prend effet à la date de réception de ladite notification.

Dans l'hypothèse où l'application de ces stipulations serait de nature à remettre en cause l'économie générale du présent contrat, les Parties conviennent de se concerter en vue de sa révision dans les trois mois. Passé ce délai, et si aucun accord n'est intervenu entre les Parties, le cocontractant pourra résilier le présent contrat par le simple envoi au CFC d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

## ARTICLE 2 – CONDITIONS ET LIMITES DES AUTORISATIONS

**2.1. Droit moral**

Le présent contrat ne peut affecter le droit moral des auteurs. Le CFC peut interdire au titre du droit moral, et sur la demande des auteurs ou de leurs ayants droit, la reproduction et la représentation d'une ou plusieurs œuvres déterminées, sans qu'il puisse être tenu à garantie à ce titre à l'égard du cocontractant.

Toute interdiction fera l'objet d'une notification écrite au cocontractant et sera prise en compte par celui-ci dans les trois mois de sa notification.

Les reproductions et représentations que le cocontractant effectue en application du présent contrat

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_8-DE

doivent faire apparaître les références de chaque article de presse ou extrait audio et/ou vidéo reproduit. En outre, les informations contenues dans les articles de presse ou extrait audio et/ou vidéo utilisés pour la réalisation du panorama de presse objet du présent contrat ne doivent en aucun cas être modifiées, supprimées ou altérées.

**2.2. Sources de reproduction**

Le cocontractant ne peut reproduire que les œuvres qu'il a licitement acquises soit à la suite d'un achat qu'il a fait, soit provenant d'un don ou d'un service dont il peut bénéficier.

**2.3. Quota**

Les reproductions et représentations effectuées par le cocontractant conformément au présent contrat peuvent concerner un ou plusieurs articles de presse ou extraits audio et/ou vidéo dans la limite figurant pour chaque publication ou programme au « Répertoire » du présent contrat.

**2.4. Stockage**

Les autorisations accordées par le présent contrat comportent la faculté pour le cocontractant de stocker les numéros du (des) panorama(s) de presse objet du présent contrat. Au terme du présent contrat ainsi que dans l'hypothèse d'une résiliation de celui-ci, le cocontractant cessera toute reproduction et représentation des œuvres objet du présent contrat et n'en permettra plus l'accès par les utilisateurs autorisés.

Le stockage des panoramas de presse autorisé aux termes du présent contrat s'entend de la conservation des panoramas de presse tels que constitués et indexés le jour de leur mise à disposition aux utilisateurs autorisés. Les reproductions d'articles de presse ou d'extraits audio et/ou vidéo constituant lesdits panoramas de presse ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une nouvelle indexation et permettre la constitution de bases de données.

**2.5. Actes exclus**

**2.5.1.** Les autorisations prévues par le présent contrat sont strictement limitées à la diffusion, aux utilisateurs autorisés, du (des) panorama(s) de presse objet du présent contrat. Toute autre diffusion, redistribution ou utilisation, commerciale ou non commerciale, sous quelque forme que ce soit, vers des tiers, de tout ou partie du (des) panorama(s) de presse objet du présent contrat nécessite une autorisation distincte du présent contrat.

**2.5.2.** L'utilisation sous forme de reproduction par reprographie de tout ou partie des articles constituant le panorama de presse objet du présent contrat ne peut être effectuée que dans le cadre d'un contrat d'autorisation de reproduction par reprographie, distinct du présent contrat, que le cocontractant doit conclure avec le CFC.

## ARTICLE 3 – INFORMATION DES UTILISATEURS

Le cocontractant s'engage à informer les utilisateurs autorisés d'un panorama de presse que celui-ci est réalisé avec l'autorisation du CFC.

Cet avertissement, qui devra apparaître lors de toute consultation d'un panorama de presse, devra également avertir les utilisateurs qu'il leur est interdit de diffuser ou redistribuer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie d'un panorama de presse.

## ARTICLE 4 - CONDITIONS FINANCIERES

**4.1.** En contrepartie des autorisations accordées par le présent contrat, le cocontractant acquitte au

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_8-DE

CFC une redevance par article de presse ou extrait audio et/ou vidéo pour chacun des panoramas de presse objet du présent contrat.

Le montant de cette redevance figure, pour chaque œuvre, au « Répertoire » du présent contrat et à chacune de ses mises à jour ultérieures. Les modalités de tarification de la redevance figurent à l'Annexe Tarifaire du présent contrat.

**4.2.** La redevance due par le cocontractant et ses modalités de tarification peuvent être révisées chaque année, au titre de l'année civile suivante, deux mois au moins avant la date d'expiration du présent contrat. Le CFC en informe le cocontractant par écrit, notamment par courrier électronique.

## ARTICLE 5 – DECLARATIONS - IDENTIFICATION

**5.1.** En contrepartie des autorisations prévues par le présent contrat et pour permettre au CFC de répartir les redevances perçues en application du présent contrat, le cocontractant s'engage à communiquer au CFC, dans les conditions prévues ci-après, des relevés d'utilisation des œuvres. Ces relevés sont établis et communiqués sous forme de fichiers informatiques dans des formats préalablement validés par le CFC.

**5.2.** Les relevés prévus au présent article sont communiqués chaque année au CFC au plus tard le 15 janvier pour les panoramas de presse réalisés du 1er juillet au 31 décembre précédents et au plus tard le 15 juillet pour les panoramas de presse réalisés du 1er janvier au 30 juin précédents.

Chaque relevé comporte, pour chacun des panoramas de presse objet du présent contrat, l'indication par titre de publication ou de programme du nombre d'articles de presse ou extraits audio et/ou vidéo utilisés pour la réalisation des panoramas de presse au cours de la période considérée. Chaque relevé comporte également l'indication du nombre de postes informatiques pouvant accéder auxdits panoramas de presse.

**5.3.** Lorsque le paiement d'une facture prévue par le présent contrat nécessite l'émission d'un bon de commande, son numéro doit être fourni par le cocontractant au CFC en même temps que la déclaration prévue aux articles 5.1 et 5.2 ci-dessus ou, si le montant exact des redevances dues doit être inscrit sur le bon de commande, au plus tard quinze (15) jours suivant l'envoi par le CFC de ce montant.

**5.4.** Lorsque le cocontractant fait appel à un prestataire de services pour la réalisation de son panorama de presse, il en informe le CFC avec l'indication du nom dudit prestataire.

## ARTICLE 6 – FACTURATION ET CONDITIONS DE REGLEMENT

Le CFC facture les redevances dues par le cocontractant, majorées du taux de TVA en vigueur, sur la base de la déclaration prévue à l'article 5 du présent contrat.

Le cocontractant les règle dans les 45 jours fin de mois.

## ARTICLE 7 - VERIFICATIONS

Le cocontractant s'engage à permettre au CFC de vérifier le caractère licite des modes d'accès aux

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_8-DE

œuvres reproduites, diffusées et/ou rediffusées conformément au présent contrat, l'exactitude et la sincérité des déclarations qu'il effectue en application du présent contrat et plus généralement le respect des limites et conditions prévues par celui-ci. Pour ce faire, il tient à sa disposition tout document, appareil ou information permettant la vérification desdites déclarations.
Le droit d'accès et les vérifications prévues par le présent article s'exercent dans des conditions qui garantissent le respect du secret des affaires et la sécurité informatique du cocontractant.

**ARTICLE 8 - GARANTIE DU COCONTRACTANT**

Le CFC garantit le cocontractant contre tout recours ou réclamation de l'auteur, de l'éditeur ou de tout tiers détenteur de droits de propriété littéraire et artistique sur tout ou partie d'une œuvre reproduite ou représentée conformément aux stipulations du présent contrat.
A cet effet, le cocontractant s'engage à informer le CFC, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la réception de l'assignation.

En cas d'assignation portant sur des reproductions ou représentations réalisées conformément au présent contrat, le cocontractant appelle en garantie le CFC et autorise ce dernier à intervenir directement auprès du demandeur.

Au titre de la présente garantie, le CFC s'engage à rembourser au cocontractant tous frais engagés pour sa défense, pour ceux qui auront été préalablement discutés avant engagement, et à prendre en charge l'intégralité des sommes que le cocontractant aurait éventuellement été condamné à verser.

**ARTICLE 9 – DEFAILLANCE DU COCONTRACTANT**

**9.1.** Au cas où le cocontractant n'effectuerait pas dans les délais qui lui sont impartis les déclarations prévues à l'article 5 ci-dessus, le CFC facturera au cocontractant au titre de la période de facturation concernée, le montant de la redevance établie sur la base de la dernière déclaration reçue du cocontractant, majoré d'une pénalité égale à 10% du montant hors taxe.

La régularisation ultérieure, donnera lieu, en tant que de besoin, au réajustement, par le CFC, de la redevance due par le cocontractant au titre de la période de facturation concernée. Toute pénalité calculée restera due.

L'application de la pénalité prévue au présent article n'emporte pas extinction de l'obligation de déclaration prévue par l'article 5 à laquelle le cocontractant reste tenu.

**9.2.** Le non-paiement dans les délais des redevances dues par le cocontractant, conformément au présent contrat, entraîne l'application d'une majoration égale à 3 fois le taux d'intérêt légal sur le montant hors taxe des sommes dues.

**9.3.** Dans le cas où le cocontractant serait défaillant dans l'accomplissement des obligations mises à sa charge par le présent contrat, le CFC sera en droit, trente (30) jours francs après réception par le cocontractant d'une mise en demeure non suivie d'effet, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, de résilier le présent contrat, aux torts et griefs du cocontractant, sans que cette résiliation puisse donner lieu à indemnité au profit du cocontractant et sans préjudice de tous dommages et intérêts au profit du CFC. En cas de manquements répétés, le délai prévu au présent article sera ramené à huit (8) jours francs.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_8-DE

**ARTICLE 10 – DUREE – EFFET DU TERME**

Le présent contrat entre en vigueur le 01 janvier 2024 et se termine le 31 décembre 2024.

Il se renouvelle par tacite reconduction pour des périodes d'une année, sauf dénonciation par l'une ou l'autre Partie, par lettre recommandée avec accusé de réception, un mois au moins avant son expiration.

Le non-renouvellement du présent contrat est sans effet sur l'obligation du cocontractant de payer les redevances dues par lui au titre du présent contrat jusqu'au terme de ce dernier.

**ARTICLE 11 – TITULARITE DU CONTRAT – CESSION DU CONTRAT A UN TIERS**

Les autorisations objet du présent contrat sont personnelles au cocontractant désigné par ledit contrat. En conséquence, le cocontractant s'interdit de céder, transférer ou apporter à un tiers, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des droits et obligations découlant du présent contrat sans l'accord exprès, préalable et écrit du CFC.

**ARTICLE 12 – INTEGRALITE DU CONTRAT - MODIFICATION**

Le présent contrat traduit l'ensemble des engagements pris par les Parties dans le cadre de son objet. Il annule et remplace tous accords relatifs au même objet remis ou échangés entre les Parties, antérieurement à sa signature. Toute modification, à l'exception de celles prévues par les articles 1.1, et 4.2 du présent contrat, de tout ou partie des stipulations du présent contrat fait l'objet d'un avenant écrit entre les Parties.

**ARTICLE 13 – LOI APPLICABLE ET COMPETENCE DE JURIDICTION**

Le présent contrat est régi par la législation française.

Préalablement à toute action en justice, exception faite des actions engagées à titre conservatoire, les Parties conviennent de rechercher, dans des délais raisonnables, une solution amiable au différend qui les oppose.

En tout état de cause, et ce à défaut de conciliation, les Parties conviennent que toute difficulté relative à l'interprétation ou à l'exécution du présent contrat relève de la compétence des juridictions du ressort de la Cour d'Appel de Paris.

Fait à
Le
en deux exemplaires originaux,

Pour le CFC

Pour le cocontractant

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_8-DE

CFC
CENTRE FRANÇAIS D'EXPLOITATION DU DROIT DE COPIE

# ANNEXE DESCRIPTIVE

***

## DESCRIPTION DU PANORAMADE PRESSE DU COCONTRACTANT A LA DATE D'ENTREE EN VIGUEUR DU PRESENT CONTRAT

Panorama (s) de presse visé (s) par le présent contrat

Le cocontractant dispose d'un panorama de presse quotidien consacré aux transports publics de la région lyonnaise. 146 postes accèdent ou sont destinataires de ce panorama de presse.

(**Indiquer le ou les thèmes de chaque panorama de presse, sa périodicité ainsi que le nombre de ses destinataires (nombre de postes accédant au panorama de presse électronique).*

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_8-DE

CENTRE FRANÇAIS D'EXPLOITATION DU DROIT DE COPIE

# ANNEXE TARIFAIRE

* * *

## TARIFICATION DES UTILISATEURS

1) Pour chacune des œuvres dont il apporte en gérance les droits au CFC, l'éditeur choisit une redevance de référence parmi les prix par article ou extrait de l'échelle tarifaire ci-dessous.

| *E1* | *E2* | *E3* | *E4* | *E5* | *E6* |
|---|---|---|---|---|---|
| 0,40 € | 0,50 € | 1,00 € | 1,50 € | 2,50 € | 4,00 € |

2) Pour chacun des articles ou extraits insérés dans chacun des panoramas de presse de l'utilisateur, la redevance acquittée par l'utilisateur est la redevance de référence par article ou extrait applicable pour chacune des œuvres diffusées dans le panorama de presse.

3) L'utilisateur est facturé une fois par an au moins par le CFC en fonction de deux variables, le nombre d'articles ou extraits qu'il a mis en ligne et le nombre de postes informatiques qui ont accès au panorama de presse.

4) Progressivité des redevances par tranche de nombre de postes ayant accès au panorama de presse. La progressivité des redevances d'une tranche ne s'applique qu'aux postes de la tranche qui lui correspond et non aux postes des tranches précédentes.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_8-DE

| *Postes avec accès au panorama de presse* | **Progressivité par tranche** |
|---|---|
| 1 à 5 postes | Redevance de référence |
| 6 postes à 200 postes | 5% de la redevance de référence par poste supplémentaire |
| 201 postes à 10 000 postes | 1% de la redevance de référence par poste supplémentaire |
| au-delà de 10 000 postes | 1% de la redevance de référence par poste supplémentaire et nous consulter |

5) Remise complémentaire Grands comptes

La remise complémentaire Grands comptes s'applique à tout panorama de presse auquel au moins 1000 postes ont accès.

Cette remise est appliquée après calcul de la redevance totale annuelle conformément aux paragraphes 1 à 4 de la présente annexe.

Elle est établie à partir du produit du volume d'Articles ou extraits audio ou vidéo Mis à Disposition sur un an (AMD), du nombre de Postes qui ont accès au panorama de presse (P) et du taux de Remise par Tranche de 500 000 articles (RT) selon la grille ci-dessous.

| **Produit du nombre d'Articles ou extraits audio ou vidéo Mis à Disposition par an par le nombre de Postes (AMD x P)** | **Remise par Tranche de 500 000 articles par an** |
|---|---|
| De 0 à 10 000 000 | 2% |
| Entre 10 000 001 et 15 000 000 | 1,5% |
| Entre 15 000 001 et 20 000 000 | 1,3% |
| Plus de 20 000 000 | 1% |

La formule de calcul du taux de la remise complémentaire est la suivante :

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_8-DE

(AMD x P / 500 000) x RT.

Le taux de la remise complémentaire Grands comptes est plafonné à 60%.

*Exemple de calcul du taux de la remise complémentaire Grands comptes*

Un panorama de presse quotidien auquel 3500 postes ont accès est constitué chaque jour ouvré de 21 articles

Nombre d'articles grand compte : 21 articles x 250 jours x 3500 postes
= 18 375 000

Taux de la remise complémentaire : (18 375 000 / 500 000) x 1,3% = 47,77%

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_9-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
**VILLE DE SAINT-AVOLD**
(Moselle)
**EXTRAIT**
du registre des délibérations du Conseil municipal
**Séance du 29 février 2024**

| N°d'ordre | Conseillers élus | 33 | Présent | Absent | ordre | Mmes et MM les Conseillers municipaux | Présent | Absent | ordre | Mmes et MM les Conseillers municipaux | Présent | Absent |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Présents** | **20** | | | 1 | M. Jean-Claude BREM | | X | 13 | M. Ismail AJDID | | X |
| | M. René STEINER | | X | | 2 | Mme BECKER BARDELMANN | X | | 14 | Mme Solène LALLEMENT | X | |
| | **Mmes et MM les Adjoints** | | | | 3 | Mme Hermine MALAMANE | X | | 15 | M.André WOJCIECHOWSKI | | X |
| 1 | M. Umit YILDIRIM | | X | | 4 | Mme Genev. MATHE-HERMAL | | X | 16 | Mme Nathalie PILI | | X |
| 2 | Mme Raymonde SCHWEITZER | | X | | 5 | M. Antoine PELLEGRINI | X | | 17 | Mme Valentine BORRACCIA | | X |
| 3 | M. Pascal LAUER | | X | | 6 | M. Alain LETULLIER | | X | 18 | Mme Edahbia NACIRI | | X |
| 4 | Mme Amandine GUERIN | | X | | 7 | M.Gaetan VECCHIO | | X | 19 | M.Tristan ATMANIA | X | |
| 5 | M. Lothaire GAUDIG | | X | | 8 | M. Olivier MOUTON | | X | 20 | Mme Mireille STELMASZYK | X | |
| 6 | Mme Virginie SPIR | | X | | 9 | Mme Christine KLEIN MORAWSKI | X | | 21 | M.Mohamed CHAALAL | X | |
| 7 | M. Pascal HELFENSTEIN | | X | | 10 | M. Kevin HERBIVO | | X | 22 | Mme Bérangère MESNIER | X | |
| 8 | Mme EISENBARTH BETTINGER | | X | | 11 | Mme Najia BOUCHENGA | X | | 23 | Mme Marie Lyne LINDAUER | X | |
| | | | | | 12 | Mme Sophie ANNECCA-BECKA | | X | 24 | M.Georges KASSAB | | X |
| | TOTAL PRESENTS | 9 | | | | TOTAL PRESENTS | 5 | | | TOTAL PRESENTS | 6 | |
| | TOTAL ABSENTS | 0 | | | | TOTAL ABSENTS | 7 | | | TOTAL ABSENTS | 6 | |

Observation:

| Conseillers en exercice | 33 |
|---|---|
| Absents | 13 |

**Absent ayant donné procuration à des membres présents**
M.KASSAB à M LE MAIRE
M.LETULLIER à Mme BECKER
Mme ANNECCA BECKA à M.YILDIRIM
M.WOJCIECHOWSKI à M.ATMANIA
M.BREM à M.LAUER
Mme MATHE à Mme SCHWEITZER
Mme NACIRI à M.CHAALAL
M.VECCHIO à Mme MESNIER
M.MOUTON à Mme SPIR

**Absents n'ayant pas donné procuration à des membres présents non excusés**
Mme BORRACCIA
Mme PILI
M.HERBIVO
M.AJDID

## 9.CONVENTION DE PARTENARIAT EN RECHERCHE DE SUBVENTIONS

Exposé de M. LAUER, Adjoint, rapporteur.

Afin d'optimiser les recettes d'investissement, la Ville a la possibilité de faire appel à un prestataire de service pour l'accompagner dans la recherche de subventions. Le cabinet Ressources publiques propose un contrat de prestation de conseils ayant pour objet la recherche de financements publics et privés.

L'étude d'éligibilité se décline à travers 3 axes :

- La réalisation de l'étude d'éligibilité
- La production d'un rapport d'étude
-La Veille active et l'actualisation du rapport sur une durée de 12 mois

Les honoraires du cabinet s'élève à 3 490 € HT. La prestation sera réglée à la livraison de l'étude d'éligibilité. En cas de recherche infructueuse (aucune subvention trouvée), aucune facturation ne sera émise par le cabinet.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser le Maire à faire appel au prestataire Ressources Publiques et à signer la convention de partenariat.

Les crédits nécessaires seront prévus au BP 2024.

Décision du Conseil municipal : Adoptée à la majorité.
A noter : 1 abstention de Mme MESNIER uniquement pour son mandant M. VECCHIO.

Pour extrait conforme
Saint-Avold, le 05 mars 2024
Pour le Maire absent,
Le 1er adjoint délégué,

M. YILDIRIM


Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_9-DE

Ressources Publiques

# CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre les soussignés :

La commune _____, située _____

_____, enregistrée sous le numéro

SIRET _____, Représentée par M. / Mme

_____[Qualité],

Ci-après désignée

« Le Client », D'une part

Et

la société MBS Conseil, SARL, dont le siège social est situé au 1350 Avenue Albert EINSTEIN- 34 000 Montpellier, numéro SIRET 900 852 252 00023
sous la dénomination commerciale « *Ressources Publiques* »

Représentée par Mme Vanessa Benabdallah, Gérante.
ci-après dénommée « le Prestataire de services » ou « le

Prestataire», d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Ressources Publiques est un cabinet de conseil et d'appui stratégique aux porteurs de projets désireux de mobiliser des subventions étatiques, régionales et/ou européennes. La commune de SAINT AVOLD souhaite financer ses projets d'investissements à venir, et sollicite le cabinet Ressources Publiques dans l'obtention de ces dernières.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_9-DE

## Article 1 - Objet

Le présent contrat est un contrat de prestation de conseils ayant pour objet la recherche de financements publics et privés.

## Article 1A- L'étude d'éligibilité

L'étude d'éligibilité se décline à travers 3 axes :

- La réalisation de l'étude d'éligibilité,
- La production d'un rapport d'étude
- La veille active et l'actualisation du rapport par mail sur une durée de 12 mois

## Article 2 – Coût de la prestation

Pour la mission « Etude d'éligibilité »

Au titre de sa rémunération liée à l'étude d'éligibilité, le client versera au prestataire une rémunération de 3 490 euros HT pour l'étude de 1 à 4 projets d'investissements.

L'intégralité de la rémunération, soit 3 490 € HT, **est facturée après livraison du rapport d'étude**.

- *En cas de recherche infructueuse (aucune subvention trouvée), aucune facturation ne sera émise par le cabinet au titre de la prestation « Etude d'éligibilité »*

## Article 3 – Durée

Ce contrat prend effet à la date de signature et s'achève :

- Pour la mission de recherche de subventions après une durée de 12 mois à compter de la date d'acceptation.

  Le client peut toutefois mettre fin à la mission de recherche de subventions à n'importe quel moment, sans pénalités, à l'issue de la première période de 12 mois.

## Article 4 - Exécution de la prestation

Le prestataire s'engage à mener à bien la tâche précisée à l'Article premier, conformément auxrègles de l'art et de la meilleure manière.

## Article 5 - Obligation de collaborer

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_9-DE

Le Client tiendra à la disposition du Prestataire toutes les informations pouvant contribuer à la bonne réalisation de l'objet du présent contrat. A cette fin, le Client désigne au moins un interlocuteur privilégié pour assurer le dialogue dans les diverses étapes de la missioncontractée.

## Article 6 - Nature des obligations

Pour l'accomplissement des diligences et prestations prévues à l'Article premier ci-dessus, le Prestataire s'engage à donner ses meilleurs soins, conformément aux règles de l'art. La présente obligation, n'est, de convention expresse, que pure obligation de moyen. La responsabilité du Prestataire n'est pas engagée dans la mesure où le préjudice que subiraitle Client n'est pas causé par une faute intentionnelle ou lourde du Prestataire.

## Article 7 - Obligation de confidentialité

Le prestataire considèrera comme strictement confidentiel, et s'interdit de divulguer, toute information, document, donnée ou concept, dont il pourra avoir connaissance à l'occasion du présent contrat. Pour l'application de la présente clause, le prestataire répond de ses salariés et de ses éventuels cotraitants comme de lui-même. Le prestataire, toutefois, ne saurait être tenu pour responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public à la date de la divulgation, ou s'il en avait déjà connaissance antérieurement à la date designature du présent contrat, ou s'il les obtenait de tiers par des moyens légitimes.

## Article 8 - Propriété des résultats

De convention expresse, les résultats de l'étude seront en la pleine maîtrise du Client, à compter du paiement intégral de la prestation et le Client pourra en disposer comme il l'entend.

Le Prestataire, pour sa part, s'interdit de faire état des résultats dont il s'agit et de les utiliser dequelque manière, sauf à obtenir préalablement l'autorisation écrite du client.

## Article 9 - Résiliation. Sanction

Tout manquement de l'une ou l'autre des parties aux obligations qu'elle a en charge, aux termes des articles ci-dessus, entraînera, si bon semble au créancier de l'obligation inexécutée, la résiliation de plein droit au présent contrat, quinze jours après mise en demeure d'exécuter par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée sans effet, sans préjudice de tous dommages et intérêts.

## Article 10- Référencement

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_9-DE

Le client accepte que le prestataire puisse faire figurer parmi ses références les travaux accomplis dans le cadre du présent contrat.

## Article 11- Force majeure

On entend par force majeure des événements de guerre déclarés ou non déclarés, de grève générale de travail, de maladies épidémiques, de mise en quarantaine, d'incendie, de crues exceptionnelles, d'accidents ou d'autres événements indépendants de la volonté des deux parties. Aucune des deux parties ne sera tenue responsable du retard constaté en raison des événements de force majeure.

En cas de force majeure, constatée par l'une des parties, celle-ci doit en informer l'autre partie par écrit dans les meilleurs délais.

Les délais prévus pour la livraison seront automatiquement décalés en fonction de la durée de la force majeure.

## Article 12- Compétence

Le contrat est régi par la législation française.

Tout litige susceptible de s'élever entre les parties, à propos de la formation, de l'exécution, ou de l'interprétation du présent contrat, devra être réglé à l'amiable ou a défaut par le tribunal Administratif de Montpellier

**Fait le_____ à _____ _____en 2 (deux) exemplaires.**

Le Prestataire Le Client

MBS CONSEIL
*"Ressources Publiques"*
SARL au Capital de 1000€
1350 Avenue Albert Einstein
34000 Montpellier France
Siret 800 852 252 00023 - Ape 7022Z
N° CEE FR 95 900 852 252

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_10-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
**VILLE DE SAINT-AVOLD**
(Moselle)
**EXTRAIT**
du registre des délibérations du Conseil municipal
**Séance du 29 février 2024**

| N°d'ordre | Conseillers élus | | 33 | | Mmes et MM les Conseillers municipaux | | | | | | | | Conseillers en exercice | 33 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Présents | 20 | Présent | Absent | ordre | | Présent | Absent | ordre | | Présent | Absent | Absents | 13 |
| | M. René STEINER | | X | | 1 | M. Jean-Claude BREM | | X | 13 | M. Ismail AJDID | | X | Absent ayant donné procuration à des membres présents | |
| | | | | | 2 | Mme BECKER BARDELMANN | X | | 14 | Mme Solène LALLEMENT | X | | M.KASSAB à M LE MAIRE | |
| | Mmes et MM les Adjoints | | | | 3 | Mme Hermine MALAMANE | X | | 15 | M.André WOJCIECHOWSKI | | X | M.LETULLIER à Mme BECKER | |
| 1 | M. Umit YILDIRIM | | X | | 4 | Mme Genev. MATHE-HERMAL | | X | 16 | Mme Nathalie PILI | | X | Mme ANNECCA BECKA à M.YILDIRIM | |
| 2 | Mme Raymonde SCHWEITZER | | X | | 5 | M. Antoine PELLEGRINI | X | | 17 | Mme Valentine BORRACCIA | | X | M.WOJCIECHOWSKI à M.ATMANIA | |
| 3 | M. Pascal LAUER | | X | | 6 | M. Alain LETULLIER | | X | 18 | Mme Edahbia NACIRI | | X | M.BREM à M.LAUER | |
| 4 | Mme Amandine GUERIN | | X | | 7 | M.Gaetan VECCHIO | | X | 19 | M.Tristan ATMANIA | X | | Mme MATHE à Mme SCHWEITZER | |
| 5 | M. Lothaire GAUDIG | | X | | 8 | M. Olivier MOUTON | | X | 20 | Mme Mireille STELMASZYK | X | | Mme NACIRI à M.CHAALAL | |
| 6 | Mme Virginie SPIR | | X | | 9 | Mme Christine KLEIN MORAWSKI | X | | 21 | M.Mohamed CHAALAL | X | | M.VECCHIO à Mme MESNIER | |
| 7 | M. Pascal HELFENSTEIN | | X | | 10 | M. Kevin HERBIVO | | X | 22 | Mme Bérangère MESNIER | X | | M.MOUTON à Mme SPIR | |
| 8 | Mme EISENBARTH BETTINGER | | X | | 11 | Mme Najia BOUCHENGA | X | | 23 | Mme Marie Lyne LINDAUER | X | | | |
| | | | | | 12 | Mme Sophie ANNECCA-BECKA | | X | 24 | M.Georges KASSAB | | X | Absents n'ayant pas donné procuration à des membres présents non excusés | |
| | TOTAL PRESENTS | | 9 | | | TOTAL PRESENTS | 5 | | | TOTAL PRESENTS | 6 | | Mme BORRACCIA | |
| | TOTAL ABSENTS | | 0 | | | TOTAL ABSENTS | 7 | | | TOTAL ABSENTS | 6 | | Mme PILI | |
| Observation: | | | | | | | | | | | | | M.HERBIVO | |
| | | | | | | | | | | | | | M.AJDID | |

## 10.CENTRE CULTUREL PIERRE MESSMER – FESTIVAL JEUNE PUBLIC 2024 : 16ème ÉDITION

Exposé de Mme BECKER BARDELANN, Conseillère Municipale, Adjointe, rapporteur.

La 16ème édition du festival jeune public se déroulera du lundi 13 au mardi 26 mars 2024.

A cette occasion, 17 représentations seront données dans les salles, François Truffaut et de théâtre du Centre Culturel Pierre Messmer.

L'ensemble des dépenses relatives à l'organisation de cette nouvelle édition, à savoir, les cachets des artistes, les frais techniques, les frais de déplacement, d'hébergement, de restauration ainsi que les droits d'auteur seront à la charge de la Ville.

La billetterie pour l'ensemble des représentations est assurée par le Centre Culturel qui encaissera la totalité des recettes.

Il vous est proposé, après avis favorables des commissions de la culture et des finances :

- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer tous les documents nécessaires à l'organisation du Festival Jeune Public.

- de fixer les tarifs comme suit :

  - 5 € pour les élèves des établissements maternelles, élémentaires et des lycées de SAINT AVOLD
  - 6 € pour les élèves des établissements extérieurs, maternelles et primaires qui seront accueillis en fonction des places disponibles ;


Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_10-DE

- D'autoriser l'encaissement de ces recettes par le biais de la régie de recettes spectacles du Centre culturel

- D'inscrire les crédits nécessaires au budget primitif 2024 :

  * article – 11/0 – 6042 pour les dépenses relatives aux cachets
  * article – 11/0 – 6188 pour les frais techniques
  * article – 11/0 – 6288 pour les dépenses relatives aux frais de déplacement
  * article – 11/0 – 60623 pour les dépenses relatives aux frais de restauration
  * article – 11/0 – 637 pour les dépenses relatives aux droits d'auteur
  * article – 70/0 – 7062 pour les recettes de la billetterie

Le budget prévisionnel est arrêté à la somme de 29000 euros TTC.

Le tableau récapitulatif des spectacles du Festival figure ci-après. Il est précisé que des éléments relatifs à certains spectacles peuvent faire l'objet de modifications.

| Jour /date / horaire | | | Spectacle | Séance | Âge |
|---|---|---|---|---|---|
| Jeudi | 14/03/24 | 10h00<br>14h15 | DON QUICHOTTE | Scolaire | Élémentaires |
| Vendredi | 15/03/24 | 10h00<br>14h15 | DON QUICHOTTE | Scolaire | Élémentaires |
| Lundi | 18/03/24 | 10h00<br>14h15 | J'AI ENLEVÉ MAMIE | Scolaire | Élémentaires |
| Mardi | 19/03/24 | 10h00<br>14h15 | J'AI ENLEVÉ MAMIE | Scolaire | Élémentaires |
| Lundi | 18/03/24 | 14h15 | LES POULES MOUILLÉES VOLONTAIRES | Scolaire | Maternelles |
| Mardi | 19/03/24 | 8h30<br>10h15 | LES POULES MOUILLÉES VOLONTAIRES | Scolaire | Maternelles |

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_10-DE

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Mercredi | 20/03/24 | 14h15 | L'AFFAIRE COSTALAMONE | Scolaire | |
| Jeudi | 21/03/24 | 10h00 | L'AFFAIRE COSTALAMONE | Scolaire | Lycées |
| Jeudi | 21/03/24 | 14h15 | L'AFFAIRE COSTALAMONE | Scolaire | Lycées |
| Mardi | 26/03/24 | 8h15<br>10h15<br>14h15 | BOITE DE NUITS | Scolaire | Maternelles |

Dans le cas où la situation sanitaire venait à se dégrader et que les salles de spectacle et de cinéma seraient amenées à fermer, son organisation sera reportée en 2025, à la même période avec une programmation qui pourra faire l'objet de modifications.

Décision du Conseil municipal : Adoptée à la majorité.

A noter : 1 abstention de Mme MESNIER uniquement pour son mandant M. VECCHIO.

Pour extrait conforme
Saint-Avold, le 05 mars 2024
Pour le Maire absent,
Le 1er adjoint délégué,

S. HEDRIM

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_11-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
**VILLE DE SAINT-AVOLD**
(Moselle)
**EXTRAIT**
du registre des délibérations du Conseil municipal
**Séance du 29 février 2024**

| N°d'ordre | Conseillers élus | | 33 | | Mmes et MM les Conseillers municipaux | | | | | | | | Conseillers en exercice | 33 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Présents | 20 | Présent | Absent | ordre | | Présent | Absent | ordre | | Présent | Absent | Absents | 13 |
| | M. René STEINER | | X | | 1 | M. Jean-Claude BREM | | X | 13 | M. Ismail AJDID | | X | Absent ayant donné procuration à des membres présents | |
| | | | | | 2 | Mme BECKER BARDELMANN | X | | 14 | Mme Solène LALLEMENT | X | | M.KASSAB à M LE MAIRE | |
| | Mmes et MM les Adjoints | | | | 3 | Mme Hermine MALAMANE | X | | 15 | M.André WOJCIECHOWSKI | | X | M.LETULLIER à Mme BECKER | |
| 1 | M. Umit YILDIRIM | | X | | 4 | Mme Genev. MATHE-HERMAL | | X | 16 | Mme Nathalie PILI | | X | Mme ANNECCA BECKA à M.YILDIRIM | |
| 2 | Mme Raymonde SCHWEITZER | | X | | 5 | M. Antoine PELLEGRINI | X | | 17 | Mme Valentine BORRACCIA | | X | M.WOJCIECHOWSKI à M.ATMANIA | |
| 3 | M. Pascal LAUER | | X | | 6 | M. Alain LETULLIER | | X | 18 | Mme Edahbia NACIRI | | X | M.BREM à M.LAUER | |
| 4 | Mme Amandine GUERIN | | X | | 7 | M.Gaetan VECCHIO | | X | 19 | M.Tristan ATMANIA | X | | Mme MATHE à Mme SCHWEITZER | |
| 5 | M. Lothaire GAUDIG | | X | | 8 | M. Olivier MOUTON | | X | 20 | Mme Mireille STELMASZYK | X | | Mme NACIRI à M.CHAALAL | |
| 6 | Mme Virginie SPIR | | X | | 9 | Mme Christine KLEIN MORAWSKI | X | | 21 | M.Mohamed CHAALAL | X | | M.VECCHIO à Mme MESNIER | |
| 7 | M. Pascal HELFENSTEIN | | X | | 10 | M. Kevin HERBIVO | | X | 22 | Mme Bérangère MESNIER | X | | M.MOUTON à Mme SPIR | |
| 8 | Mme EISENBARTH BETTINGER | | X | | 11 | Mme Najia BOUCHENGA | X | | 23 | Mme Marie Lyne LINDAUER | X | | | |
| | | | | | 12 | Mme Sophie ANNECCA-BECKA | | X | 24 | M.Georges KASSAB | | X | Absents n'ayant pas donné procuration à des membres présents non excusés | |
| | TOTAL PRESENTS | | 9 | | | TOTAL PRESENTS | 5 | | | TOTAL PRESENTS | 6 | | Mme BORRACCIA | |
| | TOTAL ABSENTS | | 0 | | | TOTAL ABSENTS | 7 | | | TOTAL ABSENTS | 6 | | Mme PILI | |
| Observation: | | | | | | | | | | | | | M.HERBIVO | |
| | | | | | | | | | | | | | M.AJDID | |

## 11. ENVIRONNEMENT – ENQUETE PUBLIQUE – DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE POUR LE PROJET SNF SA SUR LE SITE DE LA PLATE FORME CARLING / SAINT-AVOLD.

Exposé de Mme PELLEGRINI, Conseiller Municipal, rapporteur.

Par arrêté du 15 janvier 2024, une enquête publique est prescrite relative à la demande d'autorisation environnementale pour le projet d'augmentation de la production des produits déjà fabriqués (monomères quaternisés et polyamines) et de fabrication de nouveaux produits pour des applications papiers par la société SNF SA sur le site de la plateforme Carling / Saint-Avold sur la commune de Saint-Avold.

SNF Saint-Avold fabrique des polymères utilisés en tant que floculant (traitement de l'eau) et additifs dans divers domaines industriels.

Dans le cadre de l'évolution de la structure de production, SNF projette de développer ses activités en augmentant la production de produits déjà fabriqués sur le site et en développant de nouveaux produits.

Le site de Saint-Avold s'est développé depuis 1996 en bénéficiant de la proximité de la plateforme chimique ; en effet la principale matière première du site est produite par Arkema.

La commune de Saint-Avold est désignée comme siège de l'enquête publique du 5 février au 8 mars 2024 inclus.

M. Nicolas MARCHETTO est désigné en qualité de commissaire enquêteur.

Pendant la durée de l'enquête, le dossier est consultable et le public peut consigner

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_11-DE

ses observations en mairie de Saint-Avold.

Dès l'ouverture de l'enquête, le conseil municipal de Saint-Avold est appelé à donner son avis sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la société SNF SA.

Décision du Conseil municipal : Adoptée à la majorité.

A noter 1 abstention de Mme MESNIER uniquement pour son mandant M. VECCHIO.

Pour extrait conforme
Saint-Avold, le 05 mars 2024
Pour le Maire absent,
Le 1er adjoint délégué,

MAIRIE DE SAINT-AVOLD MOSELLE n° 60

V. VILDIRIM

REPUBLIQUE FRANCAISE
**VILLE DE SAINT-AVOLD**
(Moselle)
**EXTRAIT**
du registre des délibérations du Conseil municipal
**Séance du 29 février 2024**

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_12-DE

| N°d'ordre | Conseillers élus | 33 | Présent | Absent |
|---|---|---|---|---|
| | **Présents** | **20** | | |
| | M. René STEINER | | X | |
| | **Mmes et MM les Adjoints** | | | |
| 1 | M. Umit YILDIRIM | | X | |
| 2 | Mme Raymonde SCHWEITZER | | X | |
| 3 | M. Pascal LAUER | | X | |
| 4 | Mme Amandine GUERIN | | X | |
| 5 | M. Lothaire GAUDIG | | X | |
| 6 | Mme Virginie SPIR | | X | |
| 7 | M. Pascal HELFENSTEIN | | X | |
| 8 | Mme EISENBARTH BETTINGER | | X | |
| | | | | |
| | TOTAL PRESENTS | | 9 | |
| | TOTAL ABSENTS | | 0 | |

| Mmes et MM les Conseillers municipaux | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ordre | | Présent | Absent | ordre | | Présent | Absent |
| 1 | M. Jean-Claude BREM | | X | 13 | M. Ismail AJDID | | X |
| 2 | Mme BECKER BARDELMANN | X | | 14 | Mme Solène LALLEMENT | X | |
| 3 | Mme Hermine MALAMANE | X | | 15 | M.André WOJCIECHOWSKI | | X |
| 4 | Mme Genev. MATHE-HERMAL | | X | 16 | Mme Nathalie PILI | | X |
| 5 | M. Antoine PELLEGRINI | X | | 17 | Mme Valentine BORRACCIA | | X |
| 6 | M. Alain LETULLIER | | X | 18 | Mme Edahbia NACIRI | | X |
| 7 | M.Gaetan VECCHIO | | X | 19 | M.Tristan ATMANIA | X | |
| 8 | M. Olivier MOUTON | | X | 20 | Mme Mireille STELMASZYK | X | |
| 9 | Mme Christine KLEIN MORAWSKI | X | | 21 | M.Mohamed CHAALAL | X | |
| 10 | M. Kevin HERBIVO | | X | 22 | Mme Bérangère MESNIER | X | |
| 11 | Mme Najia BOUCHENGA | X | | 23 | Mme Marie Lyne LINDAUER | X | |
| 12 | Mme Sophie ANNECCA-BECKA | | X | 24 | M.Georges KASSAB | | X |
| | TOTAL PRESENTS | 5 | | | TOTAL PRESENTS | 6 | |
| | TOTAL ABSENTS | 7 | | | TOTAL ABSENTS | 6 | |

Observation:

| Conseillers en exercice | 33 |
|---|---|
| **Absents** | **13** |

**Absent ayant donné procuration à des membres présents**
M.KASSAB à M LE MAIRE
M.LETULLIER à Mme BECKER
Mme ANNECCA BECKA à M.YILDIRIM
M.WOJCIECHOWSKI à M.ATMANIA
M.BREM à M.LAUER
Mme MATHE à Mme SCHWEITZER
Mme NACIRI à M.CHAALAL
M.VECCHIO à Mme MESNIER
M.MOUTON à Mme SPIR

**Absents n'ayant pas donné procuration à des membres présents non excusés**
Mme BORRACCIA
Mme PILI
M.HERBIVO
M.AJDID

## 12.ENVIRONNEMENT –DESIGNATION D'UN ESTIMATEUR DE DEGATS DE GIBIER.

Exposé de M. HELFENSTEIN, Adjoint, rapporteur.

En application du cahier des charges type des chasses communales ou intercommunales de Moselle pour la période du 2 février 2024 au 1er février 2033 annexé à l'arrêté n° 2023-DDT-SERAF-UFC N° 9 du 20 avril 2023, et vu les articles L 429-23 à 24 du code de l'environnement relatif aux dégâts causés par les gibiers, il s'avère nécessaire de désigner un estimateur, devant être choisi hors de la commune.

Compte-tenu de ce qui précède et après avis favorable de la commission de l'environnement, il vous est demandé d'approuver la nomination de Monsieur DANIEL Hervé demeurant 3 rue Laurilla à 57420 VERNY, expert foncier et agricole, inscrit près la Cour d'Appel de Metz, en tant qu'estimateur pour les dégâts de gibiers rouges pour le bail du 2 février 2024 au 1er février 2033.

Décision du Conseil municipal : Adoptée à la majorité.

A noter : 1 abstention de Mme MESNIER uniquement pour son mandant M. VECCHIO.

Pour extrait conforme
Saint-Avold, le 05 mars 2024
Pour le Maire absent,
Le 1er adjoint délégué,

U. YILDIRIM


Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_13-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
**VILLE DE SAINT-AVOLD**
(Moselle)
**EXTRAIT**
du registre des délibérations du Conseil municipal
**Séance du 29 février 2024**

| N°d'ordre | Conseillers élus | | 33 | | Mmes et MM les Conseillers municipaux | | | | | | | | Conseillers en exercice | 33 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Présents | 20 | Présent | Absent | ordre | | Présent | Absent | ordre | | Présent | Absent | Absents | 13 |
| | M. René STEINER | | X | | 1 | M. Jean-Claude BREM | | X | 13 | M. Ismail AJDID | | X | Absent ayant donné procuration à des membres présents | |
| | | | | | 2 | Mme BECKER BARDELMANN | X | | 14 | Mme Solène LALLEMENT | X | | M.KASSAB à M LE MAIRE | |
| | Mmes et MM les Adjoints | | | | 3 | Mme Hermine MALAMANE | X | | 15 | M.André WOJCIECHOWSKI | | X | M.LETULLIER à Mme BECKER | |
| 1 | M. Umit YILDIRIM | | X | | 4 | Mme Genev. MATHE-HERMAL | | X | 16 | Mme Nathalie PILI | | X | Mme ANNECCA BECKA à M.YILDIRIM | |
| 2 | Mme Raymonde SCHWEITZER | | X | | 5 | M. Antoine PELLEGRINI | X | | 17 | Mme Valentine BORRACCIA | | X | M.WOJCIECHOWSKI à M.ATMANIA | |
| 3 | M. Pascal LAUER | | X | | 6 | M. Alain LETULLIER | | X | 18 | Mme Edahbia NACIRI | | X | M.BREM à M.LAUER | |
| 4 | Mme Amandine GUERIN | | X | | 7 | M.Gaetan VECCHIO | | X | 19 | M.Tristan ATMANIA | X | | Mme MATHE à Mme SCHWEITZER | |
| 5 | M. Lothaire GAUDIG | | X | | 8 | M. Olivier MOUTON | | X | 20 | Mme Mireille STELMASZYK | X | | Mme NACIRI à M.CHAALAL | |
| 6 | Mme Virginie SPIR | | X | | 9 | Mme Christine KLEIN MORAWSKI | X | | 21 | M.Mohamed CHAALAL | X | | M.VECCHIO à Mme MESNIER | |
| 7 | M. Pascal HELFENSTEIN | | X | | 10 | M. Kevin HERBIVO | | X | 22 | Mme Bérangère MESNIER | X | | M.MOUTON à Mme SPIR | |
| 8 | Mme EISENBARTH BETTINGER | | X | | 11 | Mme Najia BOUCHENGA | X | | 23 | Mme Marie Lyne LINDAUER | X | | | |
| | | | | | 12 | Mme Sophie ANNECCA-BECKA | | X | 24 | M.Georges KASSAB | | X | Absents n'ayant pas donné procuration à des membres présents non excusés | |
| | TOTAL PRESENTS | | 9 | | | TOTAL PRESENTS | 5 | | | TOTAL PRESENTS | 6 | | Mme BORRACCIA | |
| | TOTAL ABSENTS | | 0 | | | TOTAL ABSENTS | 7 | | | TOTAL ABSENTS | 6 | | Mme PILI | |
| Observation: | | | | | | | | | | | | | M.HERBIVO | |
| | | | | | | | | | | | | | M.AJDID | |

## 13.FORET COMMUNALE DE SAINT-AVOLD – TRAVAUX SYLVICOLES 2024 EN OET

Exposé de M.HELFENSTEIN, Adjoint, rapporteur.

Dans le cadre des opérations annuelles d'entretien de la forêt communale, M. le Responsable de l'Unité Territoriale de l'Office National des Forêts à Saint-Avold soumet au Conseil Municipal les travaux sylvicoles à réaliser durant l'année 2024 en OET (Office entrepreneur des travaux).

Localisation : parcelles 2.a

Il vous est proposé :

- d'adopter le devis des travaux sylvicoles pour un montant toutes taxes comprises de 9119,16 € TTC (8290,14 € HT + 829,02 € TVA)

- de charger M. Maire de l'exécution de la présente délibération, étant précisé que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2024, sur le compte 011/761-61524.

Décision du Conseil municipal : Adoptée à l'unanimité.

Pour extrait conforme
Saint-Avold, le 05 mars 2024
Pour le Maire absent,
Le 1er adjoint délégué,

U. YILDIRIM


Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_13-DE

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal du 29 février 2024**
**PT 13. FORET COMMUNALE DE SAINT-AVOLD – TRAVAUX SYLVICOLES 2024 EN OET**
Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

REPUBLIQUE FRANCAISE
**VILLE DE SAINT-AVOLD**
(Moselle)
**EXTRAIT**
du registre des délibérations du Conseil municipal
**Séance du 29 février 2024**

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_14-DE

| N°d'ordre | Conseillers élus | | 33 | | Mmes et MM les Conseillers municipaux | | | | | | | | Conseillers en exercice | 33 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Présents | 20 | Présent | Absent | ordre | | Présent | Absent | ordre | | Présent | Absent | Absents | 13 |
| | M. René STEINER | | X | | 1 | M. Jean-Claude BREM | | X | 13 | M. Ismail AJDID | | X | Absent ayant donné procuration à des membres présents | |
| | | | | | 2 | Mme BECKER BARDELMANN | X | | 14 | Mme Solène LALLEMENT | X | | M.KASSAB à M LE MAIRE | |
| | Mmes et MM les Adjoints | | | | 3 | Mme Hermine MALAMANE | X | | 15 | M.André WOJCIECHOWSKI | | X | M.LETULLIER à Mme BECKER | |
| 1 | M. Umit YILDIRIM | | X | | 4 | Mme Genev. MATHE-HERMAL | | X | 16 | Mme Nathalie PILI | | X | Mme ANNECCA BECKA à M.YILDIRIM | |
| 2 | Mme Raymonde SCHWEITZER | | X | | 5 | M. Antoine PELLEGRINI | X | | 17 | Mme Valentine BORRACCIA | | X | M.WOJCIECHOWSKI à M.ATMANIA | |
| 3 | M. Pascal LAUER | | X | | 6 | M. Alain LETULLIER | | X | 18 | Mme Edahbia NACIRI | | X | M.BREM à M.LAUER | |
| 4 | Mme Amandine GUERIN | | X | | 7 | M.Gaetan VECCHIO | | X | 19 | M.Tristan ATMANIA | X | | Mme MATHE à Mme SCHWEITZER | |
| 5 | M. Lothaire GAUDIG | | X | | 8 | M. Olivier MOUTON | | X | 20 | Mme Mireille STELMASZYK | X | | Mme NACIRI à M.CHAALAL | |
| 6 | Mme Virginie SPIR | | X | | 9 | Mme Christine KLEIN MORAWSKI | X | | 21 | M.Mohamed CHAALAL | X | | M.VECCHIO à Mme MESNIER | |
| 7 | M. Pascal HELFENSTEIN | | X | | 10 | M. Kevin HERBIVO | | X | 22 | Mme Bérangère MESNIER | X | | M.MOUTON à Mme SPIR | |
| 8 | Mme EISENBARTH BETTINGER | | X | | 11 | Mme Najia BOUCHENGA | X | | 23 | Mme Marie Lyne LINDAUER | X | | Absents n'ayant pas donné procuration à des membres présents non excusés | |
| | | | | | 12 | Mme Sophie ANNECCA-BECKA | | X | 24 | M.Georges KASSAB | | X | Mme BORRACCIA | |
| | TOTAL PRESENTS | | 9 | | | TOTAL PRESENTS | 5 | | | TOTAL PRESENTS | 6 | | Mme PILI | |
| | TOTAL ABSENTS | | 0 | | | TOTAL ABSENTS | 7 | | | TOTAL ABSENTS | 6 | | M.HERBIVO | |
| Observation: | | | | | | | | | | | | | M.AJDID | |

## 14.ENVIRONNEMENT – FORET COMMUNALE DE SAINT-AVOLD – TRAVAUX D'EXPLOITATION 2024 ET BOIS DE CHAUFFAGE

Exposé de M.HELFENSTEIN, Adjoint, rapporteur.

Dans le cadre des opérations annuelles d'entretien de la forêt communale, M. le Responsable de l'Unité Territoriale de l'Office National des Forêts à Saint-Avold soumet au Conseil Municipal les travaux sylvicoles à réaliser durant l'année 2024 en ATDO (Assistance technique à donneur d'ordres) et bois de chauffage.

Il vous est proposé :

- d'adopter l'état de prévision des coupes arrêté comme suit :

| | |
|---|---|
| Valeur brute des produits façonnés | 11 126,00 € HT |
| Valeur nette des cessions aux particuliers | 794,00 € HT |
| Cout du programme d'exploitation | 7717,20 € HT |
| **Recette nette totale** | **4202,80 € HT** |

- d'adopter le devis des travaux sylvicoles pour un montant estimatif de 7717,20 € HT soit 9260,60 TTC en sachant que ce montant peut varier selon l'état des parcelles et des coupes à façonner,

- d'accepter l'état de prévisions des coupes pour l'exercice 2024 sur les parcelles 2a et 9u,

- de charger M. Maire de l'exécution de la présente délibération, étant précisé que les crédits nécessaires seront à prévoir au budget 2024.


Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_14-DE

Décision du Conseil municipal : Adoptée à la majorité.

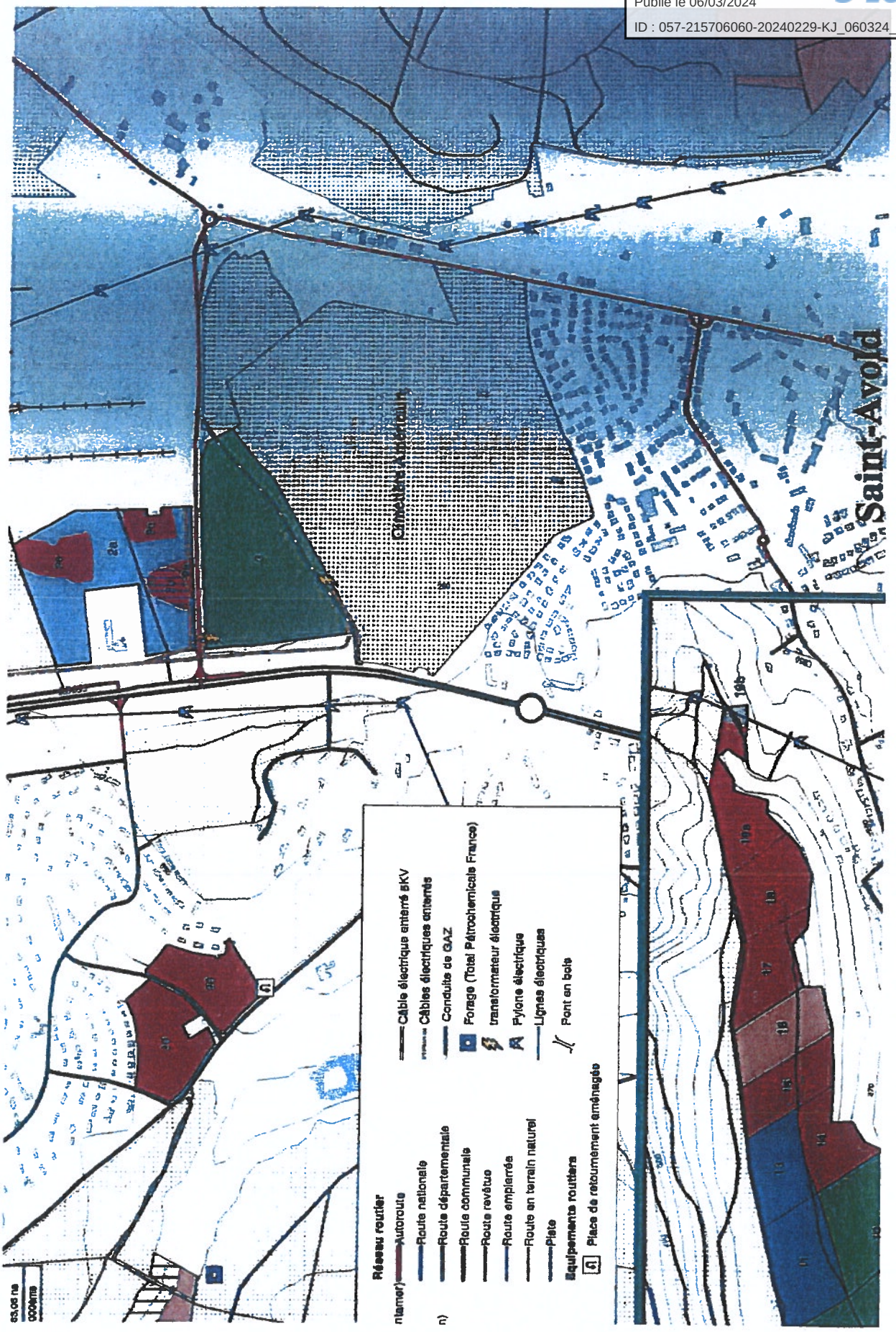
A noter 1 abstention de Mme MESNIER uniquement pour son mandant M. VECCHIO.

Pour extrait conforme
Saint-Avold, le 05 mars 2024
Pour le Maire absent,
Le 1er adjoint délégué,

MAIRIE DE SAINT-AVOLD (MOSELLE) n° 60

K. YILDIRIM

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_14-DE



Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_15-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
**VILLE DE SAINT-AVOLD**
(Moselle)
**EXTRAIT**
du registre des délibérations du Conseil municipal
**Séance du 29 février 2024**

| N°d'ordre | Conseillers élus | | 33 | | Mmes et MM les Conseillers municipaux | | | | | | | | Conseillers en exercice | 33 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Présents | 20 | Présent | Absent | ordre | | Présent | Absent | ordre | | Présent | Absent | Absents | 13 |
| | M. René STEINER | | X | | 1 | M. Jean-Claude BREM | | X | 13 | M. Ismail AJDID | | X | Absent ayant donné procuration à des membres présents | |
| | | | | | 2 | Mme BECKER BARDELMANN | X | | 14 | Mme Solène LALLEMENT | X | | M.KASSAB à M LE MAIRE | |
| | Mmes et MM les Adjoints | | | | 3 | Mme Hermine MALAMANE | X | | 15 | M.André WOJCIECHOWSKI | | X | M.LETULLIER à Mme BECKER | |
| 1 | M. Umit YILDIRIM | | X | | 4 | Mme Genev. MATHE-HERMAL | | X | 16 | Mme Nathalie PILI | | X | Mme ANNECCA BECKA à M.YILDIRIM | |
| 2 | Mme Raymonde SCHWEITZER | | X | | 5 | M. Antoine PELLEGRINI | X | | 17 | Mme Valentine BORRACCIA | | X | M.WOJCIECHOWSKI à M.ATMANIA | |
| 3 | M. Pascal LAUER | | X | | 6 | M. Alain LETULLIER | | X | 18 | Mme Edahbia NACIRI | | X | M.BREM à M.LAUER | |
| 4 | Mme Amandine GUERIN | | X | | 7 | M.Gaetan VECCHIO | | X | 19 | M.Tristan ATMANIA | X | | Mme MATHE à Mme SCHWEITZER | |
| 5 | M. Lothaire GAUDIG | | X | | 8 | M. Olivier MOUTON | | X | 20 | Mme Mireille STELMASZYK | X | | Mme NACIRI à M.CHAALAL | |
| 6 | Mme Virginie SPIR | | X | | 9 | Mme Christine KLEIN MORAWSKI | X | | 21 | M.Mohamed CHAALAL | X | | M.VECCHIO à Mme MESNIER | |
| 7 | M. Pascal HELFENSTEIN | | X | | 10 | M. Kevin HERBIVO | | X | 22 | Mme Bérangère MESNIER | X | | M.MOUTON à Mme SPIR | |
| 8 | Mme EISENBARTH BETTINGER | | X | | 11 | Mme Najia BOUCHENGA | X | | 23 | Mme Marie Lyne LINDAUER | X | | | |
| | | | | | 12 | Mme Sophie ANNECCA-BECKA | | X | 24 | M.Georges KASSAB | | X | Absents n'ayant pas donné procuration à des membres présents non excusés | |
| | TOTAL PRESENTS | | 9 | | | TOTAL PRESENTS | 5 | | | TOTAL PRESENTS | 6 | | Mme BORRACCIA | |
| | TOTAL ABSENTS | | 0 | | | TOTAL ABSENTS | 7 | | | TOTAL ABSENTS | 6 | | Mme PILI | |
| Observation: | | | | | | | | | | | | | M.HERBIVO | |
| | | | | | | | | | | | | | M.AJDID | |

## 15.RETRAIT DE LA COMMUNE DE BOUSTROFF DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAINT-AVOLD SYNERGIE POUR UNE ADHESION AU DISTRICT URBAIN DE FAULQUEMONT

Exposé de M. Le Maire.

Le Conseil municipal de Boustroff, après en avoir délibéré le 4 aout 2023, a sollicité son retrait de la communauté d'agglomération Saint-avold synergie, en vue de son adhésion à la communauté de communes du district urbain de Faulquemont.

Au vu de la décision formulée par le conseil municipal de Boustroff, la procédure de droit commun nécessite que le conseil communautaire de la CASAS délibère sur la demande de retrait puis notifie sa décision aux communes membres. Celles-ci disposent alors d'un délai de 3 mois sur le retrait envisagé pour se positionner. L'absence de délibération à l'issue de ce délai vaut avis défavorable.

L'accord sur le retrait est subordonné à la majorité qualifiée : accord des deux tiers au moins des conseils municipaux représentant au moins la moitié de la population totale de l'EPCI ou la moitié au moins des conseils municipaux représentant les deux tiers de la population totale.

Cette demande de retrait de la commune concernée devra faire l'objet au préalable d'une étude d'impact financière cela conformément aux dispositions de l'article L.5211-25-1 du code général des collectivités territoriales.

La commune ayant sollicité le retrait et l'EPCI doivent s'accorder sur la répartition de l'actif et du passif en déterminant une clé de répartition en fonction d'éléments objectifs.

Les biens meubles et immeubles acquis ou réalisés postérieurement au transfert de compétences ainsi que le solde de l'encours de la dette doivent être répartis entre la commune qui se retire et l'EPCI de départ.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_15-DE

A défaut d'accord, M. le Préfet arrêtera les conditions financières du retrait.

La communauté d'agglomération Saint-Avold Synergie a d'ores et déjà émis un avis favorable au retrait de la commune de Boustroff de la CASAS, lors du conseil communautaire du 12 décembre 2023, point 16.

En vertu de ce qui précède le conseil municipal est invité à se positionner sur la demande de retrait de la commune de Boustroff de la communauté d'agglomération Saint-avold synergie en vue de son adhésion à la communauté de communes du district urbain de Faulquemont.

Décision du Conseil municipal : Adoptée à la majorité.

A noter : 1 abstention de Mme MESNIER uniquement pour son mandant M. VECCHIO.

Pour extrait conforme
Saint-Avold, le 05 mars 2024
Pour le Maire absent,
Le 1er adjoint délégué,

M. KILBIRIM

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_16-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
**VILLE DE SAINT-AVOLD**
(Moselle)
**EXTRAIT**
du registre des délibérations du Conseil municipal
**Séance du 29 février 2024**

| N°d'ordre | Conseillers élus | | 33 | | Mmes et MM les Conseillers municipaux | | | | | | | | Conseillers en exercice | 33 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Présents | 20 | Présent | Absent | ordre | | Présent | Absent | ordre | | Présent | Absent | Absents | 13 |
| | M. René STEINER | | X | | 1 | M. Jean-Claude BREM | | X | 13 | M. Ismail AJDID | | X | Absent ayant donné procuration à des membres présents | |
| | | | | | 2 | Mme BECKER BARDELMANN | X | | 14 | Mme Solène LALLEMENT | X | | M.KASSAB à M LE MAIRE | |
| | Mmes et MM les Adjoints | | | | 3 | Mme Hermine MALAMANE | X | | 15 | M.André WOJCIECHOWSKI | | X | M.LETULLIER à Mme BECKER | |
| 1 | M. Umit YILDIRIM | | X | | 4 | Mme Genev. MATHE-HERMAL | | X | 16 | Mme Nathalie PILI | | X | Mme ANNECCA BECKA à M.YILDIRIM | |
| 2 | Mme Raymonde SCHWEITZER | | X | | 5 | M. Antoine PELLEGRINI | X | | 17 | Mme Valentine BORRACCIA | | X | M.WOJCIECHOWSKI à M.ATMANIA | |
| 3 | M. Pascal LAUER | | X | | 6 | M. Alain LETULLIER | | X | 18 | Mme Edahbia NACIRI | | X | M.BREM à M.LAUER | |
| 4 | Mme Amandine GUERIN | | X | | 7 | M.Gaetan VECCHIO | | X | 19 | M.Tristan ATMANIA | X | | Mme MATHE à Mme SCHWEITZER | |
| 5 | M. Lothaire GAUDIG | | X | | 8 | M. Olivier MOUTON | | X | 20 | Mme Mireille STELMASZYK | X | | Mme NACIRI à M.CHAALAL | |
| 6 | Mme Virginie SPIR | | X | | 9 | Mme Christine KLEIN MORAWSKI | X | | 21 | M.Mohamed CHAALAL | X | | M.VECCHIO à Mme MESNIER | |
| 7 | M. Pascal HELFENSTEIN | | X | | 10 | M. Kevin HERBIVO | | X | 22 | Mme Bérangère MESNIER | X | | M.MOUTON à Mme SPIR | |
| 8 | Mme EISENBARTH BETTINGER | | X | | 11 | Mme Najia BOUCHENGA | X | | 23 | Mme Marie Lyne LINDAUER | X | | | |
| | | | | | 12 | Mme Sophie ANNECCA-BECKA | | X | 24 | M.Georges KASSAB | | X | Absents n'ayant pas donné procuration à des membres présents non excusés | |
| | TOTAL PRESENTS | | 9 | | | TOTAL PRESENTS | 5 | | | TOTAL PRESENTS | 6 | | Mme BORRACCIA | |
| | TOTAL ABSENTS | | 0 | | | TOTAL ABSENTS | 7 | | | TOTAL ABSENTS | 6 | | Mme PILI | |
| Observation: | | | | | | | | | | | | | M.HERBIVO | |
| | | | | | | | | | | | | | M.AJDID | |

## 16.COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR M. LE MAIRE DANS LE CADRE DES ARTICLES L2122-22 ET L2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Exposé de M. Le Maire.

Conformément aux dispositions des articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code général des collectivités territoriales, je vous rends compte des décisions prises en application des délégations que vous avez accordées à M. le Maire par délibération du 11 juillet 2020 point n°4 mise à jour par délibération du 26 octobre 2023 point n°32.

Il s'agit de :

1. Renonciations à l'exercice du droit de préemption

ÉTAT CHRONOLOGIQUE
DES DÉCLARATIONS D'INTENTIONS D'ALIÉNER
Soumises à l'exercice du Droit de Préemption Urbain
de la Ville de Saint-Avold

| DIA N° | Reçue le | Vendeur | Lieudit | Décision | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Usage | Non préemption | Préemption |
| 5961 | 17/08/23 | André BERTHOL | Am Felsberg | jardins | 06/11/23 | |
| 5972 | 31/08/23 | EPFGE | rue de l'Hôpital puits Ste-Fontaine | friche industrielle | 04/09/23 | |
| 5985 | 15/09/23 | Evelyne et Fernand HAMANN | Pfuhl | terrains agricoles | 21/09/23 | |
| 5986 | 18/09/23 | Jonathan ARENTH et Caroline KRETZ | 10 rue de France | habitation | 21/09/23 | |


Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_16-DE

| DIA N° | Reçue le | Vendeur | Lieudit | Décision | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Usage | Non préemption | Préemption |
| 5987 | 18/09/23 | SAS SAINTE-BARBE | 6 rue de la Somme | habitation | 03/10/23 | |
| 5988 | 22/09/23 | Emmanuel OESCH | 2 rue Paul Thomas | garage | 03/10/23 | |
| 5989 | 26/09/23 | Jean-Claude NGUYEN | 31 rue Baron Kister | habitation | 03/10/23 | |
| 5990 | 28/09/23 | CASAS | route du Puits | commercial | 03/10/23 | |
| 5991 | 29/09/23 | Gauthier MAAS | 112 rue Poncelet | habitation | 03/10/23 | |
| 5992 | 02/10/23 | SCI YMMO 9 | rue de l'Hôpital | jardin | 03/10/23 | |
| 5993 | 02/10/23 | Consorts FUHRMANN, LAMERI et BENAMEUR | 5 rue Gabriel Pierné | habitation | 03/10/23 | |
| 5994 | 02/10/23 | SAS SAINTE-BARBE | 14 rue des Mésanges | habitation | 05/10/23 | |
| 5995 | 03/10/23 | SAS SAINTE-BARBE | 79a rue Poncelet | habitation | 05/10/23 | |
| 5996 | 05/10/23 | Frédéric BECK et Karin ESCHER | 4 rue de la Forêt | habitation | 06/10/23 | |
| 5997 | 05/10/23 | Patrick KELLER | 45 Parc du Tyrol | habitation | 09/10/23 | |
| 5998 | 10/10/23 | Anne-Marie et Marie-Cécile MAURICE | 15 rue Léopold Durand | habitation | 12/10/23 | |
| 5999 | 10/10/23 | Didier LION | 63 rue Hirschauer | professionnel | 12/10/23 | |
| 6000 | 11/10/23 | SCI EUROJACK | Kesselbuhl (europort) | terrain | 12/10/23 | |
| 6001 | 11/10/23 | CASAS | Kesselbuhl (europort) | terrain | 12/10/23 | |
| 6002 | 16/10/23 | ASTRIA FONCIER | 7 rue Arthur Schouler | habitation | 16/10/23 | |
| 6003 | 16/10/23 | VIVEST | 13 rue de la Carrière | habitation | 19/10/23 | |
| 6004 | 19/10/23 | Denis et Catherine HESLING | 16 rue des Coccinelles | habitation | 25/10/23 | |
| 6005 | 23/10/23 | Solange COLLENOT, Yvon et Serge BRACONNIER | 10 chemin du Felsberg | habitation | 23/10/23 | |
| 6006 | 19/10/23 | SCI MZ | 11-13-15 rue des Américains | parkings | 24/10/23 | |
| 6007 | 25/10/23 | Bernard TAJETTI | 1 rue Houllé | local aménageable | 24/10/23 | |
| 6008 | 26/10/23 | Francesco LO GRASSO | 72 rue du Général Mangin | garage | 27/10/23 | |
| 6009 | 27/10/23 | SCI MZ | 11-13-15 rue des Américains | local professionnel, parking et cave | 30/10/23 | |
| 6010 | 30/10/23 | Consorts KAMIERSAC | 2 rue des Glaïeuls | habitation | 13/11/23 | |
| 6011 | 03/11/23 | Geneviève KIEFFER | 26 rue Lemire | habitation | 13/11/23 | |
| 6012 | 31/10/23 | Daniel et Marjorie FERRARA | 15 rue des Tanneurs | échange de lots de copropriété | 13/11/23 | |

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_16-DE

| DIA N° | Reçue le | Vendeur | Lieudit | Décision | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Usage | Non préemption | Préemption |
| 6013 | 06/11/23 | Consorts PFENNIG et DUMONT | 15 rue des Tanneurs | échange de remises | 13/11/23 | |
| 6014 | 06/11/23 | Didier COLLIN | 15 rue d'Essin | habitation | 13/11/23 | |
| 6015 | 06/11/23 | SCI VAUBAN | 66 rue des Généraux Altmayer | terrain à bâtir | 13/11/23 | |
| 6016 | 06/11/23 | Patrick AMBROSINI | 66 rue des Généraux Altmayer | habitation | 13/11/23 | |
| 6017 | 07/11/23 | Olivier HAAS | 40 chemin des Brasseurs | habitation | 13/11/23 | |
| 6018 | 10/11/23 | Jennifer ZOGHLAMI et Michaël THIERCY | 13 rue de la Carrière | habitation | 14/11/23 | |
| 6019 | 10/11/23 | Gisèle VAROQUI | Langgarten (Dourd'Hal) | terrain à bâtir | 14/11/23 | |
| 6020 | 10/11/23 | Jean-François MARTELLO et Rachel ZOSSI | 8 rue Valentin Metzinger | Adjudicati-on habitation | 14/11/23 | |
| 6021 | 17/11/23 | Yaël STERNBERG | 8 rue des Généraux Altmayer | local profession-nel | 20/11/23 | |
| 6022 | 21/11/23 | Consorts ZIMMER et MATHIAS | 35 passage des Poilus | habitation | 24/11/23 | |
| 6023 | 22/11/23 | VIVEST | 13 rue de la Carrière | parking extérieur | 23/11/23 | |
| 6024 | 22/11/23 | VIVEST | 13 rue de la Carrière | parking extérieur | 24/11/23 | |
| 6025 | 22/11/23 | COPRODEX SAS | zone Europort | 3 bâtiments à usage industriel et de bureaux + un parcelle non bâtie | 24/11/23 | |
| 6026 | 24/11/23 | SCI KGB (Karim BOUBIDI) | 32 boulevard de Lorraine | commercial et de stockage | 04/12/23 | |
| 6027 | 01/12/23 | ENERGIS | 49 rue du Maréchal Foch | habitation | 04/12/23 | |
| 6028 | 06/12/23 | SCI SOGITODE | 1 rue du Général de Gaulle | Profession-nel et commercial | 07/12/23 | |
| 6029 | 11/12/23 | SCI DES AMERICAINS (Thierry STIVALA) | 16 rue des Américains | habitation | 12/12/23 | |
| 6030 | 13/12/23 | Gilles SAVUR | 2b rue Lemire | habitation | 21/12/23 | |
| 6031 | 15/12/23 | SCI BY (MM. DAMMERY et MATHIS) | 51 rue du Lac | local industriel | 21/12/23 | |
| 6032 | 15/12/23 | Souad ZAHIR et Abdelkader GHAZZALE | 19 rue Poncelet | habitation | 21/12/23 | |
| | | | | | | |

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_16-DE

| DIA N° | Reçue le | Vendeur | Lieudit | Décision | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Usage | Non préemption | Préemption |
| 6033 | 15/12/23 | Chadli AMRI | rue de Montréal | terrain à bâtir | 21/12/23 | |
| 6034 | 19/12/23 | J-F MARTELLO et Rachel ZOSSI | 8 rue Valentin Metzinger | habitation | 21/12/23 | |
| 6035 | 19/12/23 | Patrick et Mathieu ARNOULD | 66 rue Poncelet | habitation | 21/12/23 | |
| 6036 | 27/12/23 | SCI LM3K IMMO (Aurélien KHAM) | 49 rue Poincaré | habitation et commerce | 09/01/24 | |
| 6037 | 28/12/23 | Daniel ROUSSEAU | 9 rue des Hirondelles | habitation | 09/01/24 | |
| 6038 | 04/01/24 | Gilles SAVUR | 2b rue Lemire | habitation | 09/01/24 | |

2. Ensemble des marchés à procédure adaptée, avenants et actes modificatifs :

| Nature des travaux, fournitures, services | Montant HT En € | Montant TTC En € | Sociétés ayant obtenu le marché (nom + adresse) | Date de notification |
|---|---|---|---|---|
| Fourniture et pose d'une main courante et de poteaux de rugby | 35 475,00 | 42 570,00 | TECHNIGAZON 18 rue Pierre Adt 54700 ATTON | 16/10/2023 |
| Fourniture de repas pour le Noël des seniors | 38,50 € | 42,60 | METS ENVIES 7, rue Mangin 57500 SAINT-AVOLD | 30/10/2023 |
| Location de matériel scénique | maxi 100 000, 00 | maxi 120 000, 00 | TEKSAS SARL 8, rue des Couteliers 57070 METZ | 07/11/2023 |
| Etude de faisabilité pour la réhabilitation d'un bâtiment existant en groupe scolaire | 30 560,00 | 36 672,00 | MP CONSEIL 2, rue de la Haye 67300 SCHILTIGHEIM | 29/11/2023 |
| Précurage d'un ancien garage | 54 810,00 | 65 772,00 | BRABANT 1, rue Chemin des Fautés 55210 VIGNEULLES LES HATTONCHATEL | 29/11/2023 |
| Acte modificatif n°1 à l'accord-cadre de maintenance annuelle des installations de climatisation | -809,03 | -970,84 | VEOLIA ENERGIE 48 rue de Malzéville 54000 NANCY | 04/01/2024 |

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_16-DE

| Nature des travaux, fournitures, services | Montant HT En € | Montant TTC En € | Sociétés ayant obtenu le marché (nom + adresse) | Date de notification |
|---|---|---|---|---|
| Acte modificatif n°1 au marché de vérification des installations électriques et gaz des bâtiments communaux - lot n°1: vérifications électriques | -91,00 | -109,20 | APAVE ALSACIENNE SAS<br>8 rue Pierre Simon de Laplace<br>BP 65175<br>57075 METZ CEDEX 3 | 04/01/2024 |
| Acte modificatif n°1 au marché de vérification des installations électriques et gaz des bâtiments communaux - lot n°2: vérifications gaz | -60,00 | -72,00 | APAVE ALSACIENNE SAS<br>8 rue Pierre Simon de Laplace<br>BP 65175<br>57075 METZ CEDEX 3 | 04/01/2024 |
| Acte modificatif n°2 à l'accord-cadre de vérification et maintenance annuelle des équipements de secours contre l'incendie | -20,00 | -24,00 | SIVIHE<br>15 rue des Prés<br>57670 LENING | 04/01/2024 |
| Création, édition et livraison d'une bande dessinée | 56 700,00 | 59 818,50 | Editions du Signe<br>1, rue Alfred Kastler<br>67201 ECKBOSHEIM | 18/01/2024 |
| Création de rampes dans différents bâtiments communaux | 29 034,20 | 34 081,04 | BATI TP<br>21, rue de Brack<br>57500 SAINT - AVOLD | 19/01/2024 |
| Affermissement de la tranche optionnelle du mandat d'études préalables pour la requalification des infrastructures de la Ville | 9 350,00 | 11 320,00 | SEBL<br>48, place Mazelle<br>57000 METZ | 25/01/2024 |

3.décisions / protocoles transactionnels conclus en 2023

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_16-DE

## Tableau des décisions du Maire 2023

| Tiers | Désignation | Date | N° de décision | Montant TTC |
|---|---|---|---|---|
| Jacques DEMANGE | Lunettes de vue endommagées lors du déménagement de l'école Pierre Frisch | 26/10/2023 | DDM-2023-001-SA | 480,00 € |
| Christian NAU | Vitre du véhicule brisée par une projection de pierre lors d'une opération de débroussaillage | 26/10/2023 | DDM-2023-002-SA | 369,55 € |

4. Indemnisations des sinistres pour l'année 2023

## Indemnisation des sinistres année 2023

| Tiers payeur | Désignation | Date de l'indemnisation | Montant TTC |
|---|---|---|---|
| MEHL Marie-Christine | FACTURE 01/23 du 12/10/2023 SINISTRE DU 09/01/2023 BARRIERE DE PARIS PLACE ST NABOR | 08/02/2023 | 603,60 € |
| LEMOT Déborah | FACTURE 02/23 DU 12/01/2023 SINISTRE DU 15/11/2022 POTELET CARCANS BLVD DE LORRAINE | 08/02/2023 | 918,00 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 22/02/2021 CANDELABRE ENDOMMAGE RD POINT CD 26 | 14/02/2023 | 1 914,60 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 24/08/2022 CANDELABRE ENDOMMAGE RUE DU LYS | 14/02/2023 | 459,87 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 24/08/2022 CANDELABRE ENDOMMAGE RUE DU LYS | 14/02/2023 | 253,58 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 08/12/2022 CANDELABRE ENDOMMAGE BOULEVARD DE LORRAINE | 14/02/2023 | 1 419,00 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 24/11/2022 CANDELABRE ENDOMMAGE RUE DE GAULLE | 15/02/2023 | 2 281,23 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 21/09/2022 CANDELABRE ENDOMMAGE RUE PATTON | 15/02/2023 | 905,68 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 03/12/2022 CANDELABRE ENDOMMAGE RUE DES AMERICAINS | 15/02/2023 | 738,50 € |
| SHUTZING Matthieu | FACTURE 03/2023 du 21/02/2023 SINISTRE DU 18/12/2022 BORDURE ENDOMMAGEE RD. PT. HOTEL DE VILLE | 27/02/2023 | 4 021,20 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 21/08/2021 TEMPÊTE | 02/03/2023 | 6 499,00 € |
| EMMAUS FORBACH | FACTURE 04/2023 DU 28/03/2023 SINISTRE ESCALIER ENDOMMAGE DEMENAGEMENT EMMAUS BETTINGER | 31/03/2023 | 912,00 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 04/01/2023 CANDELABRE ENDOMMAGE GIRATOIRE EUROPORT | 13/04/2023 | 1 927,99 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 07/07/2022 BORNE D'APPORT VOLONTAIRE ENDOMMAGEE RUE MERTZELLE | 13/04/2023 | 1 684,00 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION FRANCHISE SINISTRE DU 22/03/2022 CANDELABRE ENDOMMAGE RUE VERLAINE | 02/05/2023 | 1 000,00 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 21/08/2021 TEMPÊTE | 05/05/2023 | 1 804,35 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 12/12/2022 CANDELABRE ENDOMMAGE RUE ALTMEYER | 17/05/2023 | 1 705,44 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 12/02/2023 VITRE BRISEE ECOLE CRUSEM | 17/05/2023 | 1 060,32 € |
| MAIF ASSURANCES | INDEMNISATION SINISTRE DU 20/04/2023 VOL DANS VEHICULE ATELIER MUNICIPAUX | 07/06/2023 | 2 030,46 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 21/08/2021 TEMPÊTE | 07/06/2023 | 3 058,60 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 04/01/2023 CANDELABRE ENDOMMAGE GIRATOIRE EUROPORT | 12/07/2023 | 1 040,46 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 12/12/2022 CANDELABRE ENDOMMAGE RUE ALTMEYER | 12/07/2023 | 757,27 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 18/04/2023 PORTE SECTIONNELLE ATELIERS | 12/07/2023 | 12 176,83 € |
| MAIF ASSURANCES | INDEMNISATION SINISTRE DU 07/02/2023 REMPLACEMENT PARE-BRISE VEHICULE KANGOO | 12/07/2023 | 1 050,98 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 18/01/2023 BRIS DE GLACE FOYER FAUBOURG | 08/08/2023 | 664,00 € |
| KULOVIC Edin | FACTURE 05/2023 SINISTRE DU 10/07/2023 CANDELABRE ENDOMMAGE RUE DU 27 NOVEMBRE | 08/08/2023 | 2 408,90 € |
| BOURGON-MARTIG | FACTURE 06/2023 SINISTRE DU 18/07/2023 VITRAGE BRISE ECOLE J. D'ARC | 08/08/2023 | 177,00 € |
| GERBER-FOFANA | FACTURE 07/2023 SINISTRE DU 18/07/2023 VITRAGE BRISE ECOLE J. D'ARC | 08/08/2023 | 177,00 € |
| FRANCISCO Jordan Michael | FACTURE 08/2023 SINISTRE DU 20/07/2023 POTEAU INCENDIE ENDOMMAGE PAR VEHICULE RUE DE GAULLE | 08/08/2023 | 6 618,00 € |
| SAINT NABOR SERVICES | FACTURE 09/2023 SINISTRE DU 28/07/2023 PORTIQUE ENDOMMAGE PAR VEHICULE BLVD. DE LORRAINE | 08/08/2023 | 1 392,00 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 23/06/2023 CANDELABRE ENDOMMAGE PAR VEHICULE GIRATOIRE OUEST | 17/08/2023 | 1 204,07 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 05/07/2023 CANDELABRE ENDOMMAGE PAR VEHICULE AVENUE PATTON | 17/08/2023 | 1 101,59 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION COMPLEMENT DU 03/08/2023 TEMPÊTE | 19/09/2023 | 4 172,52 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 11/05/2023 DEGATS DES EAUX COMMISSARIAT DE POLICE | 19/09/2023 | 1 357,40 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 08/06/2023 DEGATS DES EAUX COMMISSARIAT DE POLICE | 19/09/2023 | 806,40 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 07/07/2022 BORNE D'APPORT VOLONTAIRE ENDOMMAGEE RUE MERTZELLE | 20/09/2023 | 1 844,00 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 24/11/2022 CANDELABRE ENDOMMAGE RUE DE GAULLE | 20/09/2023 | 1 406,23 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 21/09/2022 CANDELABRE ENDOMMAGE RUE PATTON | 20/09/2023 | 816,71 € |
| GROUPAMA GRAND EST | FRANCHISE SINISTRE DU 23/06/2023 CANDELABRE ENDOMMAGE PAR VEHICULE GIRATOIRE OUEST | 20/09/2023 | 1 000,00 € |
| TRANSPORT HAQUIN | FACTURE 10/2023 SINISTRE DU 13/09/2023 CANDELABRE ENDOMMAGE PAR VEHICULE RUE MERTZELLE | 31/10/2023 | 3 452,47 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION VETUSTE SINISTRE DU 05/07/2023 CANDELABRE ENDOMMAGE PAR VEHICULE AVENUE PATTON | 10/11/2023 | 525,40 € |
| MAIF ASSURANCES | INDEMNISATION SINISTRE DU 18/04/2023 REPARATION VEHICULE EY 473 XM 06 | 10/11/2023 | 700,40 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 03/12/2022 CANDELABRE ENDOMMAGE RUE DES AMERICAINS | 10/11/2023 | 745,05 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE TEMPETE DU 08/2021 | 05/12/2023 | 17 937,65 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 23/03/2022 3 CANDELABRES ENDOMMAGES PAR CHUTE D'ARBRE RUE MANGIN | 05/12/2023 | 1 730,55 € |
| AKROUF Ali | FACTURE 11/2023 SINISTRE DU 30/11/2023 BORNE ARLESIENNE ENDOMMAGEE PAR UN VEHICULE RUE POINCARE | 15/12/2023 | 2 127,60 € |
| GROUPAMA GRAND EST | INDEMNISATION SINISTRE DU 21/11/2023 CANDELABRE ENDOMMAGEE PAR UN VEHICULE RUE PARC TYROL | 31/12/2023 | 2 079,46 € |
| **TOTAL** | | | **104 667,36 €** |

5. Conventions et contrats:

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_16-DE

## Convention d'occupation à titre précaire et révocable

| Lieudit | Coordonnées du locataire | Date convention | Montant de la redevance annuelle |
|---|---|---|---|
| Diverses parcelles pour une superficie totale de 3 Ha 45a 07ca lieus dits MOORBRUNNEN, KOLHERSCHEUER UBER MOORBRUNNEN, KOLHERSCHEUER AUF LAUTERFRANGER Section 28/29/30 | CHRISTMANN Jean-Pierre 1 rue du Coin 57730 VALMONT | 11/12/2023 (pour 2024) | Gratuit (terrains agricoles) |
| Diverses parcelles pour une superficie totale de 12Ha 72a 25ca lieus dits MOORBRUNNEN, KOLHERSCHEUER UBER MOORBRUNNEN, WINGERTEN, BLEIBERG KURZE LANGE, BLEIBERG LANG WEG, BLEIBERG MITTELSTE LANGE, UBER SELCHENBACH Section 28/29 | WEISSE Julie 37 rue du Lavoir 57730 MACHEREN | 11/12/2023 (pour 2024) | Gratuit (terrains agricoles) |

## CONTRATS

| Nature des contrats | Montant HT | Montant TTC | Entreprise | Date |
|---|---|---|---|---|
| Maintenance RAPO 11 unités | 1 501,61 €/an révisable | 1 801,93 €/an | Sté LOGITUD 53 rue Schoelcher 68200 MULHOUSE | 15/11/2023 |
| Maintenance GVS Contrôle Stationnement Payant - 11 unités | 7 482,99 €/an révisable | 8 979,59 €/an | Sté LOGITUD 53 rue Schoelcher 68200 MULHOUSE | 15/11/2023 |
| Maintenance Municipol Mobile : Gestion de la Police Municipale | 1 207,22 € /an revisable | 1 448,66 €/an | Sté LOGITUD 53 rue Schoelcher 68200 MULHOUSE | 15/11/2023 |

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_16-DE

6. Régies :

- Clôture de la Régie Conservatoire

Il est mis fin à l'encaissement des droits d'inscriptions au Conservatoire Municipal de Musique et de Danse de la Ville de Saint-Avold

- Modification de la Régie de recettes FELSBERG

Objet de la régie :

L'encaissement de la recette taxe de séjour d'un montant de 22 cents

- Régie d'avances et de recettes du Centre Pierre MESMER

Création d'un compte DFT (dépôt de fond au trésor)

- Régie Spectacle du Centre Pierre MESMER

Modes d'encaissement :

- Pass'Culture

- Création de la Régie Location de Salle au service V.A.

Objet de la régie :

Dépôt de caution avec autorisation d'encaissement :
- en cas de non-paiement de la location
- en cas de dégradations non prise en charge par l'assurance RC
- en cas de non-respect du délai de rétractation de la location
- en cas de défaut de nettoyage à la charge du locataire

Modes d'encaissement :

- Chèque

- Clôture régie de recettes et d'avances FELSBERG

Suite à la fermeture du site.

- Clôture régie de cautionnement du FELSBERG

Suite à la fermeture du site.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_16-DE

- **Modification de la régie de recettes su Service Sport**

Objet de la régie :

L'encaissement des droits d'inscription au dispositif :

- Pass'Senior

**7.Liste des opérations funéraires : annexe pages 1 à 8 suivantes**

*****

**L'assemblée a pris acte du présent compte rendu**

Pour extrait conforme
Saint-Avold, le 05 mars 2024
Pour le Maire absent,
Le 1er adjoint délégué,

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_16-DE

S²LO Liste des opérations

# LISTE DES OPÉRATIONS

*Période du 09/10/2023 au 29/01/2024*

*Natures*
A : Attribution (Concession nouvelle)
R : Renouvellement de concession
C : Conversion de durée
S : Conversion de superficie
H : Conversion hors place

## Règlement Chèque bancaire

| Nat | Dur. | Débiteur | Montant | Ville | C.C.A.S. | Enreg. | Timbre | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| A | 30 | SLIWINSKI Edmond<br>*Titre n° 6175*<br>Quittance n° A5417820 du 11/10/2023 | 1 000,00 | 666,67 | 333,33 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 |
| A | 15 | DESAILLY Rose-Marie<br>*Titre n° 6177*<br>Quittance n° A5417822 du 23/10/2023 | 500,00 | 333,33 | 166,67 | 0,00 | 0,00 | 500,00 |
| R | 30 | BOUCHENGA Annie<br>*Titre n° 6180*<br>Quittance n° A5417825 du 06/11/2023 | 91,00 | 60,67 | 30,33 | 0,00 | 0,00 | 91,00 |
| R | 30 | MOELLER Guy<br>*Titre n° 6181*<br>Quittance n° A5417826 du 06/11/2023 | 183,00 | 122,00 | 61,00 | 0,00 | 0,00 | 183,00 |
| R | 15 | KRIER Jeannine<br>*Titre n° 6182*<br>Quittance n° A5417287 du 06/11/2023 | 46,00 | 30,67 | 15,33 | 0,00 | 0,00 | 46,00 |
| R | 15 | SCHORR Blandine<br>*Titre n° 6178*<br>Quittance n° A5417823 du 30/10/2023 | 46,00 | 30,67 | 15,33 | 0,00 | 0,00 | 46,00 |
| R | 15 | SCHOULER Anne<br>*Titre n° 6179*<br>Quittance n° A5417824 du 31/10/2023 | 46,00 | 30,67 | 15,33 | 0,00 | 0,00 | 46,00 |



Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal du 29 février 2024
PT 16. COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR M. LE MAIRE DANS LE CADRE DES ARTICLES L2122-22 ET L2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.
Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_16-DE



Liste des opérations

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| R | 15 | VERRI Marie-Joelle<br>*Titre n° 6186*<br>Quittance n° A 5417832 du 08/11/2023 | 46,00 | 30,67 | 15,33 | 0,00 | 0,00 | 46,00 |
| R | 30 | RENARD Jacques<br>*Titre n° 6184*<br>Quittance n° 6184 du 08/11/2023 | 366,00 | 244,00 | 122,00 | 0,00 | 0,00 | 366,00 |
| R | 30 | MOSER Francine<br>*Titre n° 6183*<br>Quittance n° A5417828 du 08/11/2023 | 183,00 | 122,00 | 61,00 | 0,00 | 0,00 | 183,00 |
| R | 30 | RASALA Lydie<br>*Titre n° 6185*<br>Quittance n° 6185 du 08/11/2023 | 366,00 | 244,00 | 122,00 | 0,00 | 0,00 | 366,00 |
| A | 30 | CLEMENS Robert<br>*Titre n° 6188*<br>Quittance n° A541782 du 13/11/2023 | 1 000,00 | 666,67 | 333,33 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 |
| R | 15 | BRZUSTOWSKI Jean<br>*Titre n° 6191*<br>Quittance n° A5417836 du 15/11/2023 | 46,00 | 30,67 | 15,33 | 0,00 | 0,00 | 46,00 |
| R | 15 | ZIMMERMANN Brigitte<br>*Titre n° 6192*<br>Quittance n° A5417837 du 15/11/2023 | 46,00 | 30,67 | 15,33 | 0,00 | 0,00 | 46,00 |
| A | 15 | VIGNERON Sophie<br>*Titre n° 6189*<br>Quittance n° A5417835 du 15/11/2023 | 500,00 | 333,33 | 166,67 | 0,00 | 0,00 | 500,00 |
| R | 30 | KWIATEK Céline<br>*Titre n° 6190*<br>Quittance n° A5417834 du 14/11/2023 | 91,00 | 60,67 | 30,33 | 0,00 | 0,00 | 91,00 |
| R | 30 | MILANI Baptestine<br>*Titre n° 6194*<br>Quittance n° A5417839 du 16/11/2023 | 183,00 | 122,00 | 61,00 | 0,00 | 0,00 | 183,00 |

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_16-DE



| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| R | 15 | PELINI Pierre<br>*Titre n° 6197*<br>Quittance n° A5417842 du 16/11/2023 | 500,00 | 333,33 | 166,67 | 0,00 | 0,00 | 500,00 |
| R | 15 | LANG Monique<br>*Titre n° 6196*<br>Quittance n° A5417841 du 16/11/2023 | 46,00 | 30,67 | 15,33 | 0,00 | 0,00 | 46,00 |
| R | 30 | KLAM Raymond<br>*Titre n° 6195*<br>Quittance n° A5417840 du 16/11/2023 | 91,00 | 60,67 | 30,33 | 0,00 | 0,00 | 91,00 |
| R | 15 | BIEVER Jean-Michel<br>*Titre n° 6198*<br>Quittance n° A5417843 du 22/11/2023 | 46,00 | 30,67 | 15,33 | 0,00 | 0,00 | 46,00 |
| R | 15 | BURRIG Anne<br>*Titre n° 6199*<br>Quittance n° A5417844 du 22/11/2023 | 500,00 | 333,33 | 166,67 | 0,00 | 0,00 | 500,00 |
| R | 15 | ZIMMERMANN Monique<br>*Titre n° 6200*<br>Quittance n° A5417845 du 23/11/2023 | 91,00 | 60,67 | 30,33 | 0,00 | 0,00 | 91,00 |
| R | 15 | GROSS Marie-Thérèse<br>*Titre n° 6203*<br>Quittance n° A5417848 du 23/11/2023 | 91,00 | 60,67 | 30,33 | 0,00 | 0,00 | 91,00 |
| R | 30 | DEHRE Denise<br>*Titre n° 6201*<br>Quittance n° A54178436 du 23/11/2023 | 183,00 | 122,00 | 61,00 | 0,00 | 0,00 | 183,00 |
| R | 30 | ROZEWSKI Jeannine<br>*Titre n° 6202*<br>Quittance n° A5417847 du 23/11/2023 | 91,00 | 60,67 | 30,33 | 0,00 | 0,00 | 91,00 |

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_16-DE



Liste des opérations

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| A | 15 | WANTZ Jean-Marie<br>*Titre n° 6205*<br>Quittance n° A5417851 du 27/11/2023 | 500,00 | 333,33 | 166,67 | 0,00 | 0,00 | 500,00 |
| R | 15 | KMIECIK Yolande<br>*Titre n° 6206*<br>Quittance n° A5417852 du 28/11/2023 | 46,00 | 30,67 | 15,33 | 0,00 | 0,00 | 46,00 |
| R | 15 | BOURG Remy<br>*Titre n° 6209*<br>Quittance n° A5417854 du 29/11/2023 | 46,00 | 30,67 | 15,33 | 0,00 | 0,00 | 46,00 |
| R | 30 | DEMMERLE Jean-Claude<br>*Titre n° 6211*<br>Quittance n° A5417856 du 04/12/2023 | 91,00 | 60,67 | 30,33 | 0,00 | 0,00 | 91,00 |
| R | 30 | FISCHER Claudine<br>*Titre n° 6210*<br>Quittance n° A5417855 du 01/12/2023 | 91,00 | 60,67 | 30,33 | 0,00 | 0,00 | 91,00 |
| R | 50 | PRIBOSEK René<br>*Titre n° 6212*<br>Quittance n° A 5417857 du 06/12/2023 | 366,00 | 244,00 | 122,00 | 0,00 | 0,00 | 366,00 |
| R | 15 | CROIZY Lucie<br>*Titre n° 6213*<br>Quittance n° A 5417858 du 07/12/2023 | 500,00 | 333,33 | 166,67 | 0,00 | 0,00 | 500,00 |
| R | 30 | LIEBLANG Roland<br>*Titre n° 6217*<br>Quittance n° A 5417863 du 19/12/2023 | 250,00 | 166,67 | 83,33 | 0,00 | 0,00 | 250,00 |
| R | 15 | HOULLE Guido<br>*Titre n° 6216A*<br>Quittance n° A5417862 du 19/12/2023 | 46,00 | 30,67 | 15,33 | 0,00 | 0,00 | 46,00 |

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_16-DE



Liste des opérations

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| R | 15 | ZAREMBA Anne<br>*Titre n° 6218*<br>Quittance n° A5417861 du 20/12/2023 | 500,00 | 333,33 | 166,67 | 0,00 | 0,00 | 500,00 |
| R | 30 | CLEMENS Sonja<br>*Titre n° 6221*<br>Quittance n° A5417866 du 27/12/2023 | 183,00 | 122,00 | 61,00 | 0,00 | 0,00 | 183,00 |
| R | 30 | PERON Daniel<br>*Titre n° 6233*<br>Quittance n° A5417867 du 28/12/2023 | 91,00 | 60,67 | 30,33 | 0,00 | 0,00 | 91,00 |
| R | 30 | BROVEDANI Christiane<br>*Titre n° 6222*<br>Quittance n° A 5417870 du 02/01/2024 | 183,00 | 122,00 | 61,00 | 0,00 | 0,00 | 183,00 |
| A | 50 | LARUE Eliane<br>*Titre n° 6223*<br>Quittance n° A 5417868 du 02/01/2024 | 2 000,00 | 1 333,33 | 666,67 | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 |
| R | 15 | SZYMANSKI Dietlinde<br>*Titre n° 6224*<br>Quittance n° A 5417871 du 04/01/2024 | 183,00 | 122,00 | 61,00 | 0,00 | 0,00 | 183,00 |
| A | 15 | DECKER Alfred<br>*Titre n° 6225*<br>Quittance n° A5417872 du 04/01/2024 | 500,00 | 333,33 | 166,67 | 0,00 | 0,00 | 500,00 |
| R | 15 | MAZUREK Bruno<br>*Titre n° 6228*<br>Quittance n° A5417875 du 11/01/2024 | 46,00 | 30,67 | 15,33 | 0,00 | 0,00 | 46,00 |
| R | 15 | SZYMKOWIAK Christian<br>*Titre n° 6231*<br>Quittance n° A5417879 du 18/01/2024 | 46,00 | 30,67 | 15,33 | 0,00 | 0,00 | 46,00 |

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_16-DE



| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| R | 30 | CALMELS Aurélie<br>*Titre n° 6230*<br>Quittance n° A5417878 du 18/01/2024 | 183,00 | 122,00 | 61,00 | 0,00 | 0,00 | 183,00 |
| R | 50 | AZAMBRE Pascal<br>*Titre n° 6236*<br>Quittance n° A5417883 du 24/01/2024 | 366,00 | 244,00 | 122,00 | 0,00 | 0,00 | 366,00 |
| R | 30 | RAPP Mireille<br>*Titre n° 6234*<br>Quittance n° A5417880 du 24/01/2024 | 183,00 | 122,00 | 61,00 | 0,00 | 0,00 | 183,00 |
| R | 15 | STAWNIAK Isabelle<br>*Titre n° 6235*<br>Quittance n° A5417882 du 24/01/2024 | 46,00 | 30,67 | 15,33 | 0,00 | 0,00 | 46,00 |
| A | 30 | KEBACHE Karim<br>*Titre n° 6237*<br>Quittance n° A5417884 du 25/01/2024 | 250,00 | 166,67 | 83,33 | 0,00 | 0,00 | 250,00 |
| R | 15 | BORDIN Roger<br>*Titre n° 6238*<br>Quittance n° A 5417885 du 29/01/2024 | 46,00 | 30,67 | 15,33 | 0,00 | 0,00 | 46,00 |
| **Total Chèque bancaire** | | | **13 120,00** | **8 746,73** | **4 373,27** | **0,00** | **0,00** | **13 120,00** |

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_16-DE



## Règlement Espèces

Liste des opérations

| Nat | Dur. | Débiteur | Montant | Ville | C.C.A.S. | Enreg. | Timbre | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| A | 30 | FOURQUET Jean-Marie<br>*Titre n° 6176*<br>Quittance n° A5417821 du 18/10/2023 | 500,00 | 333,33 | 166,67 | 0,00 | 0,00 | 500,00 |
| R | 15 | TUTIN Odette<br>*Titre n° 6187*<br>Quittance n° A 5417830 du 08/11/2023 | 46,00 | 30,67 | 15,33 | 0,00 | 0,00 | 46,00 |
| R | 30 | PASQUET Monique<br>*Titre n° 6193*<br>Quittance n° A5417838 du 16/11/2023 | 366,00 | 244,00 | 122,00 | 0,00 | 0,00 | 366,00 |
| R | 15 | OTOROWSKI Astrid<br>*Titre n° 6207*<br>Quittance n° A5417850 du 29/11/2023 | 46,00 | 30,67 | 15,33 | 0,00 | 0,00 | 46,00 |
| R | 30 | GRYSZKA Irène<br>*Titre n° 6208*<br>Quittance n° A5417853 du 29/11/2023 | 91,00 | 60,67 | 30,33 | 0,00 | 0,00 | 91,00 |
| A | 30 | OULDSAAD<br>*Titre n° 6214A*<br>Quittance n° A5417859 du 13/12/2023 | 250,00 | 166,67 | 83,33 | 0,00 | 0,00 | 250,00 |
| R | 15 | DICAMILLO Jessica<br>*Titre n° 6215*<br>Quittance n° A5417860 du 13/12/2023 | 46,00 | 30,67 | 15,33 | 0,00 | 0,00 | 46,00 |
| R | 15 | BELLA Sabine<br>*Titre n° 6219*<br>Quittance n° A5417864 du 20/12/2023 | 500,00 | 333,33 | 166,67 | 0,00 | 0,00 | 500,00 |
| R | 30 | GRESSET Yolande<br>*Titre n° 6226*<br>Quittance n° A5417873 du 11/01/2023 | 1 000,00 | 666,67 | 333,33 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 |



Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal du 29 février 2024
PT 16. COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR M. LE MAIRE DANS LE CADRE DES ARTICLES L2122-22 ET L2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.
Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/03/2024
Reçu en préfecture le 06/03/2024
Publié le 06/03/2024
ID : 057-215706060-20240229-KJ_060324_PT_16-DE



Liste des opérations

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| R | 15 | SCHNEIDER Christine<br>*Titre n° 6229*<br>Quittance n° A5417877 du 17/01/2024 | 500,00 | 333,33 | 166,67 | 0,00 | 0,00 | 500,00 |
| A | 30 | MARTINATTO Brandon<br>*Titre n° 6232*<br>Quittance n° A 5417881 du 23/01/2024 | 250,00 | 166,67 | 83,33 | 0,00 | 0,00 | 250,00 |
| **Total Espèces** | | | **3 595,00** | **2 396,68** | **1 198,32** | **0,00** | **0,00** | **3 595,00** |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Total Général** | **16 715,00** | **11 143,41** | **5 571,59** | **0,00** | **0,00** | **16 715,00** |